

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

**Séance ordinaire du
vendredi 3 novembre 2017**

PROCES-VERBAL

Ordre du jour du Conseil municipal

**Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017
18h00 - Salle du Conseil**

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du Procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

1. Cœur de Ville en Lumières 2017 - Partenariat avec les écoles professionnelles ESMA, ARTFX, Objectif 3D, ENSAM, Studio M
2. Convention de dons alimentaires entre la Ville de Montpellier et l'Association Les Restaurants du Cœur - relais du cœur de l'Hérault
3. Modification simplifiée du Plan local d'urbanisme (PLU) n°4 de la Ville de Montpellier
Avis simple sur le projet de modification
4. ZAC Nouveau Saint Roch
Demande d'agrément de candidature
VINCI IMMOBILIER/PRAGMA/ARCADE LOT 3
5. PARC MONTCALM
Ouvrages hydrauliques
Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier
6. ZAC Nouveau Saint Roch
Demande d'agrément de candidature
ROXIM/PITCH - Lot 4
7. PERIMETRE DE SAUVEGARDE DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT DE PROXIMITE
Préemption du fonds de commerce 31 rue Saint Guilhem
Bilan de la procédure de rétrocession
Lancement de la nouvelle procédure
et approbation du cahier des charges
8. Quartier Port Marianne - République
Cession à la SA3M de 4 parcelles

cadastrées SB 173 SB 174a SC 38b et SB 195a

9. FONCIER
Habitat abordable
Cession de la parcelle cadastrée AP 354
Rue du Caroux
10. FONCIER
Mise en vente des locaux situés 49, 49 bis et 51 cours Gambetta
Parcelles cadastrées IZ 122 et IZ 123
11. Quartier Figuerolles
Cession de la parcelle IZ 754
12. MONTPELLIER GRAND COEUR
Agrément de candidature
CILEO
13 rue du Général Vincent à Montpellier
13. MONTPELLIER GRAND COEUR
Agrément de candidature
CILEO
21 rue Daru à Montpellier
14. MONTPELLIER GRAND COEUR
Agrément de candidature
CILEO
48/50 rue du Faubourg Figuerolles à Montpellier
15. MONTPELLIER GRAND COEUR
Agrément de candidature
PROMOLOGIS
Lot participatif Berthelot - Passage Clemenceau
16. MONTPELLIER NOUVEAU GRAND COEUR
Agrément de candidature
CILEO
11/13 rue du Faubourg du Courreau à Montpellier
17. MONTPELLIER GRAND COEUR
Ravalement obligatoire des façades
Attribution de subventions
18. Délégation de service public
Stationnement payant sur voirie
Attribution
19. Délégation de Service Public

Fourrière Automobile Ville de Montpellier
Attribution

20. Délégation de Service Public
Fourrière Automobile
Avenant n°6
Modification des tarifs 2017
21. Participation de la Ville de Montpellier au financement de la Mission Prévention Spécialisée
Année 2017
22. Convention organisation activités Sécurité Routière 2017 - 2018
Interventions Police Municipale / Ecoles maternelles ou élémentaires
de la Ville de Montpellier
23. Mise à disposition de salles à titre gratuit des Maisons pour tous
24. Réalisation d'un groupe scolaire dans le quartier de la Restanque
25. Conventions d'utilisation du domaine public
dans le cadre d'attributions de créneaux annuels
pour la saison sportive 2017 – 2018
26. Activités de Gymnastique et de Randonnée
Convention de service
Ville de Montpellier - Centre Communal d'Action Sociale
27. Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes
Délégation de gestion du Département à la Ville de Montpellier
Convention 17/C0159
28. Crèche Henri SALVADOR
Convention de délégation de service public Ville / Les Petits Chaperons Rouges
Dénomination de la crèche
29. Relais Assistants Maternels
Appel à projets CAF de l'Hérault
Demandes de financement 2017
30. Convention de partenariat avec l'Agence Nouvelle des Solidarités Actives pour le projet Parler
Bambin. Demandes de subventions auprès de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault
31. Culture et Patrimoine
Attribution de subventions à des associations culturelles
Exercice 2017
32. Théâtre Jean Vilar
Convention de partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre des crédits

Politique de la Ville

33. Théâtre Jean Vilar
Convention de partenariat avec l'association Musique Sans Frontières
34. Théâtre Jean Vilar
Convention de mise à disposition à titre gratuit au service pénitentiaire d'insertion et de probation de l'Hérault de l'espace bar du Théâtre
35. Archives Municipales
Reconduction de la convention de mise à disposition de locaux de la Médiathèque Emile-Zola aux archives municipales de Montpellier
36. Actualisation des représentations dans les organismes extérieurs - Désignations de nouveaux représentants de la Ville de Montpellier
37. Election des membres des commissions municipales
38. Changement de nomenclature comptable au 1er janvier 2018
39. Attributions de Compensation définitives pour l'exercice 2017
40. Délibération relative à la mise en place d'une convention constitutive de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier
- Prestations de logiciel de gestion de sinistres et de contrats en matière d'assurances -
Autorisation de signature de la convention et des marchés
41. Mise en place d'une convention constitutive de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour l'achat de prestations d'organisation de séjours (acquisition de titres de transport, d'hébergements hôteliers et de prestations annexes)
42. Avenant n° 1 à la convention constitutive de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Prestations de services postaux
43. Attributions de subventions - Exercice 2017
44. Cession de Certificats d'Economie d'Energie (CEE) - Autorisation de signer tous les documents relatifs à la cession
45. Commission d'évaluation des transferts de charges de Montpellier Méditerranée Métropole : adoption du rapport
46. Modalités de remboursement de la personne qualifiée par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault pour participer aux jurys de sélection professionnelle 2017
47. Avenant à la convention de service commun de direction générale - pilotage des politiques de cohésion sociale et de vivre ensemble au sein de l'ensemble Ville - CCAS – Métropole

48. Direction du Secrétariat général - Extension du service commun de direction et création d'un service commun du courrier- Approbation
49. Remboursements des frais de mission du personnel et des élus – Approbation
50. Modification des modalités de mise en œuvre de l'astreinte sécurité civile
51. Création d'une vacation pour la réalisation des manifestations de la Ville de Montpellier
52. Mise à disposition d'un agent de catégorie C auprès de la Caisse des Ecoles
53. Modification du tableau des effectifs
54. Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville
55. Rapport annuel 2016 du délégataire EGS Enlèvement et Gardiennage Service - Fourrière automobile
56. Rapport annuel 2016 du délégataire PEOPLE AND BABY - Crèche Joséphine Baker
57. MONTPELLIER GRAND CŒUR
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)
Construction et aménagement des Halles et de la Place Alexandre Laissac
Avenant n° 1 au mandat de réalisation à la Société d'aménagement de la Métropole de Montpellier (SA3M)
58. Concession NOUVEAU GRAND CŒUR (SA3M)
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)
Avenant n° 5 au traité de concession d'aménagement
59. Concession GRAND CŒUR (SERM)
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)
Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2016)
Avenant n°16 au traité de concession d'aménagement
60. Renouvellement urbain du quartier de la Pompignane
Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)
61. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur
Concession d'aménagement Ville / SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)
Avenant n°12
62. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Richter
Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)

63. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jardins de la Lironde
Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)
Avenant n°13
64. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Rive gauche
Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)
65. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer
Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)
Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2016)
Avenant n°14
66. ZAC Port Marianne-Parc Marianne
Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)
Avenant n°10
67. ZAC Port Marianne - République
Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)
68. FONCIER
PORT MARIANNE
Mandat d'acquisitions foncières Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)
69. ZAC MALBOSC
Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité
Exercice 2016
70. Zone d'Aménagement Concerté Nouveau Saint Roch
Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)
Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2016)
71. PETIT BARD - Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)
Avenant n°10 à la concession
Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2016)
Avenant n°7 à la convention d'avance de trésorerie

- 72. Zone d'Aménagement Concerté des Grisettes
Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)
- 73. Zone d'aménagement concerté Blaise Pascal
Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)
- 74. ZAC OVALIE
Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)
- 75. Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque
Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)
- 76. Quartier Croix d'Argent
Secteur des Hauts de la Croix d'Argent
Mandat Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)
Avenant n°1
- 77. Ecole d'Application de l'Infanterie
Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)
Approbation de l'avenant n°6

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Procès-verbal

Convoqué le vendredi 27 octobre 2017, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le vendredi 3 novembre 2017 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents excusés:

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON

Absents:

Robert BEAUFILS, Alex LARUE.

Monsieur le Maire : Veuillez prendre place. Je déclare ouverte cette séance ordinaire du Conseil municipal de la ville de Montpellier du 3 novembre 2017. Je demande à Mademoiselle Maud BODKIN, secrétaire de séance, de venir nous rejoindre à la tribune pour l'appel.

Madame Maud BODKIN procède à l'appel.

Remise de médaille à Monsieur Jean-Pierre PASSAGA

Monsieur le Maire : Merci Mademoiselle BODKIN. Le quorum est très largement atteint. Nous pouvons valablement délibérer. Avant de passer à l'ordre du jour, de vous transmettre les différentes informations qui intéressent notre assemblée et comme nous avons coutume de le faire au conseil municipal de Montpellier et au conseil métropolitain, nous allons honorer Monsieur Jean-Pierre PASSAGA par l'attribution de la médaille et du titre de citoyen d'honneur de la Ville de Montpellier. Il nous a été présenté par Madame ROUSSEL-GALIANA. Il est meunier et minotier. Je le salue et le remercie de sa venue dans cette enceinte. Je remercie également son épouse, Anne BAXTER, que je connais depuis quelques années maintenant, puisque nous avons travaillé ensemble lorsque j'étais adjoint à la culture sur la restauration des tableaux et en particulier ceux du Musée Fabre. Je me souviens de cette épopée magnifique que nous avons faite au Château d'Assas dans la maison de Madame Simone DEMANGEL où se trouve le salon de musique de l'ancien domaine Bonnier de la Mosson. Je salue également les parents de Monsieur PASSAGA, et je demanderai à son papa de venir me rejoindre tout à l'heure avec Jean-Pierre à la tribune. Je salue Madame BOCH qui est ici et que nous avons également faite citoyenne d'honneur de Montpellier, puis mon ami, Pierre PIC, de Cournonterral, qui est le président de la Confrérie des boulangers et avec qui nous avons piloté ensemble l'Académie des Confréries du Languedoc-Roussillon.

Je suis particulièrement heureux de pouvoir vous honorer aujourd'hui, Monsieur Jean-Pierre PASSAGA, en vous faisant citoyen d'honneur de la Ville de Montpellier, et je rends ainsi honneur à votre travail de meunier et de créateur de farines, comme vous aimez à le dire. Je salue les minotiers qui sont à la tribune, et en particulier mes amis Luc et Florence PONROUCH qui sont présents aujourd'hui. Issu d'une famille de minotiers aveyronnais dont vous représentez la sixième génération, vous êtes né en 1961 en région parisienne où votre père était meunier comme ses deux frères. Vous arrivez à Montpellier il y a exactement cinquante ans lorsque votre père, Henri, achète le Moulin de Sauret, déjà attesté dans le village éponyme en 1164, aujourd'hui dans le quartier des hommes et simplement séparé de la Pompignane au niveau de l'actuel supermarché par une cascade sur le Lez. Ce moulin devient votre terrain de jeux. Vous quittez ensuite Montpellier pendant dix ans, le temps de faire des études d'ingénieur en informatique à l'INSA de Lyon, puis EMBA à HEC Paris, et de travailler comme consultant dans un cabinet conseil de la capitale. Pourtant, en 1991, votre père pense à sa retraite et réunit ses trois fils.

C'est vous l'aîné, et vous choisissez de revenir à Montpellier en délaissant Lyon et Paris pour rejoindre le moulin. Je tiens d'ailleurs à saluer de nouveau la présence de vos parents qui sont ici et qui vivent toujours au Moulin de Sauret. Aujourd'hui, ce sont 8 000 tonnes de farines que le moulin produit. C'est l'équivalent de 30 millions de baguettes de pain, dont vous vous plaisez à dire qu'elles pourraient nourrir la France pendant un jour et tout Montpellier pendant la moitié d'une année. Pour faire évoluer votre métier, vous ne vous êtes pas assoupi. Contrairement à la célèbre comptine pour enfants, vous n'avez eu de cesse, avec votre père toujours présent, d'investir dans des machines plus performantes et d'intégrer le photovoltaïque dans votre activité. En effet, suite aux terribles inondations, l'eau du Lez n'alimente plus aujourd'hui le moulin. Là où la quantité produite est stable, vous gagnez en qualité. Vos clients ne s'y trompent pas. Tous les artisans boulangers des bonnes adresses de Perpignan à Arles, parmi lesquels Christophe PRODEL, meilleur

ouvrier de France montpelliérain, que j'ai fait citoyen d'honneur au printemps dernier à l'initiative et à la présentation de Madame ROUSSEL-GALIANA, adjointe.

Tous apprécient vos qualités humaines et la simplicité avec laquelle vous les conseillez en parfait professionnel sur la qualité de la farine que vous leur livrez. Leurs clients sont également des consommateurs de plus en plus avertis. Vous les invitez d'ailleurs régulièrement à visiter le Moulin de Sauret, créant ainsi du lien avec la population. Vous êtes un véritable ambassadeur de notre ville et vous n'hésitez pas à vous engager comme trésorier de l'association nationale de la meunerie française, vice-président du regroupement des festivals des pains de marque nationale et membre de l'AREA, association régionale des entreprises alimentaires d'Occitanie.

Enfin, dès janvier prochain, l'entreprise solidaire Pain et Partage qui fournit les cantines de nos écoles dans lesquelles nous fournissons du pain bio s'approvisionnera à 100 % chez vous, permettant ainsi d'améliorer notre politique agroalimentaire vers de plus en plus de bon et de local.

C'est donc aux titres de vos engagements locaux, régionaux, nationaux et de votre souhait d'avoir choisi Montpellier définitivement, que je suis très fier et très heureux de vous remettre la médaille de citoyen d'honneur au nom du conseil municipal et de tous les Montpelliérains que je représente. J'ai l'honneur de vous faire citoyen d'honneur de la Ville de Montpellier et de vous conférer ce sceau des consuls du Moyen-Age qui porte évidemment votre nom et le sceau de la Ville de Montpellier.

Applaudissements.

Monsieur PASSAGA : Bonsoir. Un grand merci. Je remercie tout d'abord Madame ROUSSEL-GALIANA, déléguée aux affaires économiques, au commerce et à l'artisanat, que j'ai eu le plaisir de rencontrer lors de l'anniversaire du moulin. Nous avons fêté nos 871 ans. Je vous remercie d'avoir proposé ma nomination, et je remercie particulièrement Philippe SAUREL d'avoir validé cette proposition. J'ai été tour à tour surpris, fier et surtout ému. Je le suis encore car Montpellier est ma ville. Lors de mes nombreux déplacements professionnels à Paris, je mets toujours la ville en avant. On m'appelle d'ailleurs le meunier de Montpellier.

Je tiens à partager cette récompense avec ma famille et mes parents, Henri et Thérèse, qui m'ont transmis l'entreprise et m'ont accompagné. Cela fait cinquante ans que mon père a acheté le moulin. Puis, je souhaite la partager avec ma femme, Anne et mes enfants, Hugo, Robin et Emma qui me soutiennent au quotidien dans ma vie de chef d'entreprise. Je souhaite aussi la partager avec mes collaborateurs autour d'une équipe de 18 personnes qui sont, pour beaucoup d'entre eux, depuis très longtemps à mes côtés. Enfin, je tiens à la partager avec mes 180 clients artisans boulangers qui ont choisi et fait confiance à un meunier local.

Les mots qui définissent l'entreprise sont : tradition et progrès. Ce moulin traditionnel évolue. De l'énergie hydraulique fournie par le Lez, nous sommes passés à l'énergie solaire avec un tiers de notre consommation. De dix farines en 1990, nous proposons aujourd'hui une gamme de soixante farines. Sur ce lieu historique, nous produisons annuellement 6 500 tonnes de farines grâce à des investissements récents. Je suis assez fier de dire que c'est l'équivalent de 30 millions de baguettes. Nous pourrions donc nourrir une journée la France et toute l'année la ville de Montpellier. J'ai refait les calculs. Nous pouvons nourrir toute l'année la ville de Montpellier. Il n'y a pas de problème. Nous pouvons devenir autonomes. Vous aurez de la farine.

Applaudissements.

Monsieur PASSAGA : Comme le disait Philippe SAUREL, nous faisons visiter le moulin. J'invite donc ceux qui le souhaitent à venir nous rencontrer et nous visiter. Ce sera avec grand plaisir que nous vous accueillerons. Nous ne sommes pas très loin. C'est à un kilomètre d'ici. N'hésitez pas à venir et à nous solliciter.

J'ai une autre proposition à vous faire. La prochaine fois que vous goûterez du pain provenant d'un artisan boulanger, je vous suggère de fermer les yeux et d'imaginer tous les acteurs qui ont contribué à sa fabrication. L'agriculteur dans ses champs de blé de la région. Le meunier dans son moulin au bord du Lez. L'artisan boulanger dans son fournil. Ainsi, vous apprécierez un aliment simple, naturel, savoureux, sain et économique.

Après vous avoir fait part de ma passion pour ce métier – j'espère que vous l'avez compris – je voudrais dire tout le respect que j'ai pour votre activité d'élus, en citant une phrase du Pape François : « *Faire de la politique, c'est accepter une tension que nous ne pouvons pas résoudre. Les deux parties donnent le meilleur d'elles-mêmes dans un résultat qui n'est pas une synthèse, mais un cheminement commun. Un aller ensemble.* » Je vous remercie encore et je vous souhaite un excellent conseil municipal.

Applaudissements.

Informations de Monsieur le Maire

Monsieur le Maire : Je vais vous faire part d'un certain nombre d'informations qui intéressent le conseil municipal de Montpellier.

J'ai reçu par courrier la lettre de démission de Monsieur Patrick VIGNAL du groupe socialiste, écologiste et progressiste. Il siégera donc à une autre position dans cet hémicycle.

J'ai reçu également une information du président du groupe socialiste, écologiste et progressiste m'informant du changement de dénomination du groupe. Ce groupe portera donc le qualificatif suivant : « *La Gauche pour Montpellier* ». Il est composé de Mesdames BONNET, FRÊCHE et HART et de Messieurs MARTIN, MOURE et DELAFOSSE.

Il est évident qu'il faut me transmettre – comme la loi me le demande – les courriers de chaque membre du groupe qui attestent le fait que les élus en question adhèrent au groupe. Tout comme je l'ai fait à la métropole, puisque vous y étiez.

J'ai reçu aussi un certain nombre de courriers qui méritent des commentaires. Tout d'abord, j'ai reçu un courrier du président de la collectivité de Saint-Barthélemy suite au vote de la subvention pour aider les deux collectivités touchées aux Antilles par les intempéries qui ont rasé une grande partie de ces territoires.

J'ai également transmis un courrier à Madame la Ministre des Sports concernant la coupe féminine de football du Monde et le souhait pour Montpellier de recevoir un quart de finale de la coupe du Monde de football féminin en 2019.

J'ai transmis un courrier à Monsieur Joël DELPLANQUE, président de la Fédération française de Handball, pour confirmer la candidature de Montpellier pour l'Euro masculin de Handball en 2022.

Je vous informe également que j'ai attribué à plusieurs élus de la majorité les délégations suivantes :

- Monsieur Fabien ABERT sera délégué aux rapatriés ;
- Madame Sabria BOUALLAGA sera déléguée aux cultures urbaines auprès de l'adjointe à la Culture, Sonia KERANGUEVEN. Puisque vous êtes parfaite sur le rap, vous aurez l'occasion de vous exprimer dans le cadre de votre délégation.

Madame BOUALLAGA : Permettez-moi de vous remercier, Monsieur le Maire, pour la confiance que vous me témoignez à nouveau et ce, par la présente délégation. Je sais combien la culture compte pour vous et je sais aussi le travail que vous avez accompli lorsque vous étiez à l'époque en charge de celle-ci. Je suis ravie de pouvoir accompagner Madame Sonia KERANGUEVEN et Monsieur Bernard TRAVIER qui ne comptent plus leurs heures de travail et mènent avec passion leur délégation.

La culture urbaine a toujours existé, même si elle n'a été reconnue véritablement que récemment. S'il y a bien une chose essentielle en politique pour moi, c'est qu'il ne faut jamais se renier. Au-delà du rap et du slam, la culture urbaine est multiple. Elle rassemble. Elle élève et elle casse les clichés. Du ghetto au château, il n'y a plus de frontières. Il y a juste des talents et des êtres qui s'expriment par le rap de rue où la rue devient une scène. Montpellier a tous les atouts pour devenir un lieu incontournable de la culture urbaine. Avec cette délégation, vous balayez d'un revers de main les moqueries et vous reconnaissez donc en moi ce talent. Moi qui étais pétrie dans le moule même de la culture urbaine. La culture urbaine est la preuve qu'il est bien possible de faire beaucoup avec peu. Je suis sûre que cela ne manquera pas de faire plaisir à Max LEVITA. J'ai d'ailleurs pu réaliser par le passé de nombreux projets grâce à l'unique investissement des femmes et des hommes et l'envie de vaincre, de se dépasser, de partager, de s'ouvrir au Monde et surtout de casser les codes.

Je vous remercie Monsieur le Maire de cette confiance et je vous assure qu'avec votre soutien nous pourrons faire de Montpellier la capitale incontournable, mondiale même, de la culture urbaine entre autres. Merci beaucoup.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Vous me permettrez de me nourrir quelque peu de cette belle ambiance. Il ne faut pas refuser le plaisir. Monsieur le député En Marche, c'est vous qui avez été le catalyseur d'une forme qui a inspiré beaucoup de nos collègues.

Adoption de l'ordre du jour du conseil municipal

Monsieur le Maire : Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 62

Contre : 0

Abstention : 1 (Djamel BOUMAAZ)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Adoption du Procès-verbal du Conseil municipal du 28 septembre 2017

Monsieur le Maire : Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 60

Contre : 1 (Christophe COUR)

Abstention : 2 (Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Monsieur COUR : Il me semble que les affaires qui doivent être proposées à l'ordre du jour du conseil municipal doivent arriver cinq jours avant le conseil municipal. Est-ce vrai ou pas ?

Monsieur le Maire : Monsieur FINA ? C'est un problème de règlement.

Monsieur FINA : Elles sont postées et c'est la date de la Poste qui fait foi.

Monsieur COUR : D'accord. Je voulais rappeler que la dernière fois nous avons eu une affaire qui a été rajoutée à l'ordre du jour au moment où nous sommes arrivés dans l'hémicycle. *A priori*, cette affaire est illégale.

Monsieur le Maire : Non. S'il y a une modification de l'ordre du jour, on a le droit de le faire.

Monsieur COUR : Oui, mais même s'il y a une modification de l'ordre du jour ce n'est pas cela qui la rend légale. Je me suis renseigné.

Monsieur le Maire : Ecoutez. Faites un procès.

Monsieur COUR : Non, mais je ne vais pas faire de procès. C'est encore avec l'argent du contribuable.

Monsieur le Maire : J'y suis habitué maintenant.

Monsieur COUR : Que tu sois habitué aux procès, tu en fais à tout le monde. C'est gênant parce que c'est avec l'argent du contribuable. Ce n'est pas normal.

Monsieur le Maire : Je n'en fais à personne. Si vous n'êtes pas d'accord, vous vous retournez juridiquement contre la Ville.

Monsieur COUR : Je voulais simplement dire que tu mets des affaires et que tu les fais voter de façon illégale, Philippe SAUREL. Les gens ne nous ont pas élus pour cela.

Monsieur le Maire : Attendez. On ne va pas faire des querelles personnelles. S'il y a quelque chose d'illégal, vous vous retournez contre la Ville.

1. Cœur de Ville en Lumières 2017 - Partenariat avec les écoles professionnelles ESMA, ARTFX, Objectif 3D, ENSAM, Studio M

Dans le cadre de l'évènement « Le Cœur de Ville en Lumières » 2017, la Ville de Montpellier organise des spectacles « Son et Lumières ».

Ils seront diffusés les 30 novembre et 1^{er} et 2 décembre 2017, entre 18h30 et 22h00.

Cette manifestation se déroule autour de sept sites : l'Arc de Triomphe, la Préfecture, l'église St Roch, le Château d'eau du Peyrou, l'Arche située rue Jacques Cœur, le Musée Fabre et L'Hôtel St Côme.

Il est aussi proposé de présenter au public le savoir-faire de différentes écoles d'image de synthèse et/ou de multimédia de Montpellier, au travers de projections de quelques minutes sur quatre sites supplémentaires : la place Notre Dame des Tables, le Porche de la Cathédrale Saint Pierre la Cour et le Théâtre de l'Agora.

Les écoles *ESMA*, *ARTFX*, *ENSAM* et *Objectif 3D* seront les partenaires privilégiés de cette action.

Alors que la Ville mettra à disposition les moyens matériels et logistiques, et s'engagera à apporter un accompagnement professionnel sous la forme d'une supervision du projet artistique, les écoles précitées devront fournir gratuitement une œuvre artistique sous forme de vidéo-mappings 2D – 3D, effets spéciaux, jeux vidéo, motion design, vidéo ou cinéma d'animation, etc... selon un scénario original.

L'école Studio M sera aussi associée à cette manifestation en produisant de manière autonome une sculpture lumineuse et sonore installée à titre gracieux sur la Place Notre Dame des Tables.

La convention type avec les quatre écoles est annexée à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De valider les termes de la convention avec les écoles ESMA, ARTFX, ENSAM et Objectif 3D présentée en annexe ;
- D'autoriser l'école Studio M à installer sa structure lumineuse et sonore sur la Place Notre Dame des Tables ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint(e) délégué(e) à signer les conventions ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Madame Dominique MARTIN-PRIVAT, expliquez-nous ce magnifique événement que nous faisons en partenariat avec les écoles, la Chambre de commerce et d'industrie et nos partenaires du centre-ville. Cette mise en lumières de la ville et toutes ces animations qui ont orné le centre-ville et les façades ont attiré 150 000 personnes l'an dernier. Vous avez la parole Madame Dominique MARTIN-PRIVAT.

Madame MARTIN-PRIVAT : Merci Monsieur le Maire. La manifestation « Le Cœur de Ville en Lumières » se déroulera cette année les 30 novembre et 1^{er} et 2 décembre 2017 de 18h30 à 22h00. Il a été prévu que cette manifestation soit pérenne sur ces dates le premier week-end du mois de décembre. Cet événement artistique culturel et touristique consiste en une mise en lumières et en sons des sites emblématiques de la ville par des projections en 2D ou en 3D et par des illuminations. Cette opération est portée par la ville en partenariat avec l'ACI. Elle est financée à plus de 80 % par du partenariat ou du mécénat d'entreprises privées, ainsi que par des commerçants de la ville.

Sept sites seront couverts cette année : l'Arc de Triomphe, la Préfecture, l'église Saint-Roch, le Château d'eau du Peyrou, l'Arche située rue Jacques Cœur, le Musée Fabre et L'Hôtel Saint-Côme. En plus de ces sept sites, il est proposé de présenter au public le savoir-faire des écoles de Montpellier : les écoles spécialisées dans les images de synthèse et les multimédias. Ces écoles ont

une notoriété nationale, voire même internationale. Ces écoles interviendront sur quatre sites : la place Notre-Dame des Tables, le Porche de la Cathédrale Saint-Pierre la Cour et le Théâtre de l'Agora. Ces écoles sont : ESMA, ARTFX, ENSAM et Objectif 3D.

La ville mettra à leur disposition tous les moyens techniques, matériels et logistiques, ainsi que les suivi artistique pour la mise en place des projections 2D et 3D, du vidéo-mapping et des jeux vidéo. Ces écoles s'engagent en contrepartie à fournir gratuitement l'œuvre artistique effectuée.

Va s'ajouter l'école Studio M qui sera associée à la manifestation en produisant de manière autonome une structure lumineuse et sonore sur le site de Notre-Dame des Tables.

Monsieur le Maire : Merci Madame MARTIN-PRIVAT. Qui demande la parole ? Personne. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 63 voix

Contre : 0

Abstention : 0

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité

2. Convention de dons alimentaires entre la Ville de Montpellier et l'Association Les Restaurants du Cœur - relais du cœur de l'Hérault

L'Unité Centrale de Production (UCP) produit plus de 12 800 repas par jour en moyenne (hors vacances scolaires, hors mercredi) sur le principe de la liaison froide, distribués dans les 84 restaurants scolaires répartis sur tout le territoire de la Ville.

Ce mode de production industriel lié à de constantes problématiques de distribution (réservations fluctuantes, arrondis de livraison à prévoir, forte variabilité du type de convives servis...) reste exposé à des surplus alimentaires qui peuvent devenir très importants notamment, lors de périodes de fortes intempéries, de grève ou d'incident imprévu sur l'UCP.

Ces repas non distribués ne peuvent à nouveau être proposés aux enfants de la Ville :

- d'une part, les productions des jours suivant le retour de ces surplus sont soit réalisées, soit en cours de réalisation,
- d'autre part, la production est organisée autour d'un plan alimentaire garantissant l'équilibre nutritionnel sur une période de six semaines.

Dans ces conditions, la Ville de Montpellier, soucieuse de poursuivre sa lutte contre le gaspillage alimentaire et de valoriser ces surplus tout en ayant à cœur d'œuvrer en faveur des plus défavorisés, souhaite établir une convention de dons alimentaires avec l'Association Les Restaurants du Cœur, Relais de l'Hérault.

Sur cette base, la convention jointe en annexe, précise notamment les points suivants :

- les modalités d'organisation de l'enlèvement des dons alimentaires (horaires, moyens matériels, moyens humains, contrôles...) ;
- les modalités de distribution (en aucun cas, la distribution des repas récupérés ne devra être effectuée par l'Association dans leur conditionnement d'origine).
- les règles d'hygiène et de sécurité à respecter ;
- la durée de la convention : 1 an renouvelable par tacite reconduction.

Il est rappelé que la Ville s'engage à mettre gratuitement à disposition les surplus alimentaires de l'UCP pour les besoins exclusifs du Relais du Cœur de l'Hérault situé Parc d'activité du Salaison à Vendargues.

Cette mise à disposition à titre gratuit constitue une subvention en nature qui devra être valorisée dans les comptes de l'association et figurer au Compte administratif de la commune (article L 2313-1 du C.G.C.T.).

La Ville transmettra chaque année à l'association le montant valorisé de l'aide attribuée, sur la base des tableaux récapitulatifs mensuels des surplus alimentaires réceptionnés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les modalités de la convention de dons alimentaires passée avec l'Association Les Restaurants du cœur, Relais du Cœur de l'Hérault, jointe à la présente délibération,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer cette convention ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Personne. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 63 voix

Contre : 0

Abstention : 0

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**3. Modification simplifiée du Plan local d'urbanisme (PLU) n°4
de la Ville de Montpellier
Avis simple sur le projet de modification**

Depuis le 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est l'autorité compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU), compétence qu'elle exerce en collaboration avec les Communes selon les modalités définies par la Charte de gouvernance du PLU pour laquelle la Ville de Montpellier s'est prononcée favorablement lors du Conseil Municipal du 19 février 2015.

Par arrêté n°A2017-122, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la modification simplifiée n°4 du PLU de la Commune de Montpellier afin notamment de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU, concernant notamment des emplacements réservés.

Conformément à l'article L.153-47 du Code de l'Urbanisme, les modalités de mise à disposition du projet au public ont été précisées par le Conseil de Métropole par délibération n°14684 du 28 juin 2017.

Conformément à la Charte de gouvernance du PLU, le projet de modification simplifiée n°4 est soumis à l'avis simple du Conseil Municipal avant son envoi aux personnes publiques associées.

Le projet de modification simplifiée n°4 comprend deux points de modification :

Modification n°1 – Quartier Hôpitaux Facultés – avenue du Val de Montferrand : réduction ponctuelle de l'emplacement réservé C145 en vue de la requalification des espaces publics sur la place de la Voie Domitienne et le long de l'avenue du Val de Montferrand.

Modification n°2 – Quartier Port Marianne – Cambacérès : suppression des emplacements réservés C219a, C220a et C221a suite à l'acquisition du foncier nécessaire à la réalisation de l'opération d'aménagement, et correction d'une erreur matérielle.

Considérant que les modifications proposées relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée définie à l'article L.153-45 du Code de l'Urbanisme, dans la mesure où elles n'auront pas pour effet :

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;

Les évolutions projetées par la modification simplifiée n°4 du PLU répondent aux objectifs d'aménagement poursuivis par la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- **donner** un avis favorable, au titre de la charte de gouvernance du Plan Local d'Urbanisme, sur le dossier de modification simplifiée n°4 du PLU de la Ville de Montpellier ;
- **autoriser** Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Personne. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 2 (Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

4. ZAC Nouveau Saint Roch Demande d'agrément de candidature VINCI IMMOBILIER/PRAGMA/ARCADE LOT 3

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint-Roch a été initiée afin de valoriser une friche ferroviaire du centre-ville en réalisant, dans le respect des principes du développement durable, un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif de qualité (de 1300 à 1500 logements dont 30% environ de logements sociaux) avec des bureaux, des commerces et des équipements publics (parking,...) et privés (hôtels,...) .

Par ailleurs, elle doit également accueillir un parc urbain d'environ 1,2 ha.

Ce nouveau quartier est très bien desservi par les transports publics : gare Saint-Roch, 4 lignes de

tramways.

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC Nouveau Saint Roch par délibération du 4 mai 2009 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de VINCI/PRAGMA/ARCADE en vue de la cession de terrains permettant, sur le lot 3 de la ZAC, la réalisation de logements (en accession aidée, intermédiaire et libre), de commerces et de bureaux.

Dénomination du candidat : VINCI/PRAGMA/ARCADE

Localisation : ZAC Nouveau Saint-Roch
Lot 3

Parcelles cadastrées : section EV n°530

**Surface de la partie du lot objet
de la demande d'agrément :** 2 729 m²

Nature du projet : Logements en accession aidée, intermédiaire et libre
Commerces
Bureaux

SDP envisagée : 12 352 m² SDP

SDP maximale autorisée : 12 600 m² SDP

La SERM précise que la candidature de VINCI/PRAGMA/ARCADE prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de VINCI/PRAGMA/ARCADE pour la construction de logements (en accession aidée, intermédiaire et libre), de commerces et de bureaux sur le lot 3 de la ZAC Nouveau Saint-Roch ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Personne. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstentions : 2 voix (Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

5. PARC MONTCALM

Ouvrages hydrauliques

Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier

Le schéma d'aménagement pluvial du bassin versant du Lantissargues sur la commune de Montpellier, élaboré en 2003 et actualisé en 2008, a montré que la majorité des collecteurs drainant ce bassin versant avait une capacité hydraulique d'occurrence de 2 à 5 ans.

Afin de réduire la fréquence des inondations et la vulnérabilité au risque inondation des personnes et des biens sur ce bassin versant, le schéma directeur prévoyait des aménagements pour supprimer les débordements jusqu'à une crue décennale et limiter les nuisances en cas de pluies supérieures.

Les aménagements consistaient en :

- un recalibrage général du réseau pluvial entre la route de Lavérune et le rond-point des Prés d'Arènes,
- l'aménagement de bassins de rétention sur le secteur de l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI).

Plusieurs travaux de recalibrage du réseau ont été effectués au fil du temps, notamment lors de la construction de la Ligne 2 du tramway de Montpellier. Les travaux réalisés concernent le secteur de l'avenue Pedro de Luna jusqu'au franchissement de la plateforme ferroviaire, pour un montant de 18,95 M€ T.T.C.

En complément et pour ne pas aggraver les débits vers l'aval sur la commune de Lattes, jusqu'à une crue centennale, le volume des bassins écrêteurs situés en aval de l'autoroute A709 (bassins de Saporta) a été porté à près de 100 000 m³ en 2008 dans le cadre du chantier de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez.

L'aménagement projeté aujourd'hui sur le parc Montcalm consiste en la mise en œuvre de 7 bassins d'écêtement des crues du Lantissargues. Cet aménagement s'inscrit dans le cadre de la restructuration urbaine de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie, friche militaire de 35 hectares située en secteur urbain dense, à proximité du centre historique. Le mode d'aménagement retenu pour sa partie constructible est celui de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC).

Le projet d'aménagement du parc Montcalm, situé hors ZAC, est conçu par la superposition de trois enjeux :

- Le paysage, notamment par le maintien et la création d'alignements d'arbres,
- Les usages de loisirs et sportifs,
- L'hydraulique, par des bassins d'écêtement des crues.

Les bassins de rétention sont donc dimensionnés et conçus pour intégrer ces multiples fonctions. Ils permettront d'améliorer la protection contre les inondations du Lantissargues par l'écêtement des débits de crue, ainsi que la gestion des eaux pluviales supplémentaires générées par le projet de ZAC.

Alors que les ouvrages hydrauliques du projet de ZAC feront l'objet d'un dossier de déclaration Loi sur l'eau, il apparaît que le contexte réglementaire a évolué récemment pour l'aménagement des besoins d'écêtement. Ainsi, le décret « digues » n°2015-526 du 12 mai 2015, a introduit la notion « d'aménagement hydraulique » qui conduit à des obligations nouvelles pour les propriétaires et gestionnaires publics des ouvrages hydrauliques, notamment les bassins d'écêtement des crues.

Cette notion « d'aménagement hydraulique » est précisée à l'article R 562-18 du Code de l'environnement. Cet article stipule que « cet ensemble d'ouvrages est défini par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations eu égard au niveau de protection, au sens de l'article R. 214-119-1, qu'elle ou il détermine, dans l'objectif d'assurer la sécurité des personnes et des biens ». Cette notion place désormais la zone à protéger au cœur du dispositif. En contrepartie de ces obligations renforcées pour les collectivités, leur responsabilité sera dégagée pour tout événement naturel qui dépasserait le niveau de protection associé à l'aménagement hydraulique.

En conséquence et dans le cadre de cette nouvelle réglementation, c'est la Métropole qui sollicitera Monsieur le Préfet de l'Hérault pour obtenir l'autorisation de réaliser les bassins d'écêtement des crues du Lantissargues qu'elle aura préalablement défini et pour lequel elle aura déterminé le niveau de protection associé.

La conception des bassins, qui seront à ciel ouvert, permet de ne pas aggraver le risque sur la zone protégée même en cas de défaillance. En effet, si les bassins ne remplissaient pas leur fonction, les conditions d'inondation seraient similaires à celles de la situation avant aménagement.

Les principales mesures que va mettre en œuvre la Métropole, afin de maîtriser les risques et de maintenir le niveau de protection de l'aménagement hydraulique sont donc relativement limitées. Ces mesures sont les suivantes :

- mise en œuvre d'un programme annuel d'entretien des ouvrages,
- mise en œuvre de consignes de surveillance, dont notamment la surveillance du risque d'embâcles pouvant obturer les ouvrages de régulation,
- diffusion de l'étude de dangers à Monsieur le Maire de Montpellier afin de lui permettre d'actualiser si nécessaire le Plan Communal de Sauvegarde. A noter toutefois, que le Parc Montcalm et l'accès aux bassins devront être fermés au public en cas d'annonce de crue.

Les ouvrages dont la fonction première est d'être des équipements de loisirs et sportifs ouverts au public seront réalisés par la SA3M dans le cadre de la concession d'aménagement confiée par la Ville de Montpellier. A l'issue des travaux, ces ouvrages seront rétrocédés à la Ville de Montpellier par l'aménageur. Cependant ces ouvrages ayant également une fonction hydraulique et Montpellier Méditerranée Métropole étant compétente en matière de lutte contre les inondations, la Métropole sera donc bénéficiaire de l'autorisation administrative et assurera la surveillance des ouvrages.

En effet, au titre de son autorisation administrative, Montpellier Méditerranée Métropole sera gestionnaire des ouvrages hydrauliques, comme précisé par les consignes de surveillance et d'exploitation, la Ville de Montpellier assurant la gestion au quotidien des équipements sportifs et paysagers communaux.

A ce titre, une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation et la gestion des ouvrages hydrauliques dans le parc Montcalm entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier doit être délibérée et signée pour préciser les modalités de réalisation et de gestion des ouvrages à mettre en service.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation et la gestion des ouvrages hydrauliques dans le parc Montcalm entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le maire de la Ville de Montpellier, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Madame JANNIN et moi-même ne prenons pas part au vote. Qui demande la parole ? Monsieur COUR et Madame MIRALLES.

Monsieur COUR : Beaucoup de personnes se posent des questions sur le parc Montcalm, notamment sur le fait que ce soit constructible ou pas dans une zone inondable et sur le nombre d'arbres abattus. Il est vrai qu'en général lorsque tu vas à une réunion, Philippe SAUREL, tu n'annonces pas le nombre d'arbres qui vont être abattus. Les gens posent souvent la question. Il faut savoir qu'il va y avoir 1 050 arbres qui vont être abattus, 1 740 qui vont être plantés et 1 100 qui vont être conservés.

Lorsqu'on parle des bassins de rétention, il est important de savoir qu'une partie va être construite sur ce parc Montcalm en zone inondable. C'est-à-dire en PPRI. Les habitations vont être sur pilotis à 80 centimètres au-dessus du sol. C'est gênant pour les gens qui auront un bien inondable qui pourrait être inondé. Car les assurances les remboursent la première fois, mais les fois suivantes l'assurance sera augmentée et malheureusement ce bien perdra aussi de la valeur. C'est-à-dire que les gens auront fait un prêt pour un bien qui ne vaudra plus le prix qu'ils auront payé.

D'après ce que j'ai lu et vu sur certaines choses, il est intéressant de savoir qu'il y aura 608 logements reconstruits, mais seulement 444 places de parking. Cela fait peut-être un peu léger 444 places de parking pour 608 logements. En sachant que beaucoup de gens cherchent à se garer et qu'il n'y aura même pas une place de parking pour un appartement.

Je voulais faire ce petit point sur cette zone en partie inondable et constructible. Merci.

Une intervenante : Pendant trois ans, on ne vous a jamais entendu, Monsieur COUR. J'ai dû traiter vos mails pendant trois ans, Monsieur COUR. Votre boîte mail était pleine pendant trois ans.

Monsieur le Maire : Attendez. Il y a un problème de police de l'assemblée. Il faut que j'intervienne. La parole est à Madame MIRALLES.

Madame MIRALLES : Monsieur COUR, je trouve que votre question est intéressante, et je vous propose de nous en faire la réponse puisque vous avez été, depuis 2014, adjoint à la ville de Montpellier aux espaces verts et que vous avez géré le parc Montcalm avec votre délégation. Je pense que vous êtes le mieux placé pour nous faire la réponse. Merci.

Monsieur le Maire : Merci. Je crois que nous avons fait le tour du sujet. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO)

Abstentions : 2 voix (Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR)

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Monsieur le Maire : Ne vous allumez pas entre vous parce qu'on va croire que je l'ai fait exprès pour organiser moi-même un débat pernicieux à l'intérieur de l'assemblée qui pourrait masquer notre débat que nous n'avons pas. Allez-y doucement. Je vous le dis gentiment et fraternellement. Utilisez la parole pour dire des choses. Si c'est pour ne rien dire et faire du bruit, ce n'est pas la peine.

6. ZAC Nouveau Saint Roch
Demande d'agrément de candidature
ROXIM/PITCH - Lot 4

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint-Roch a été initiée afin de valoriser une friche ferroviaire du centre-ville en réalisant, dans le respect des principes du développement durable, un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif de qualité (de 1300 à 1500 logements dont 30% environ de logements sociaux) avec des bureaux, des commerces et des équipements publics (parking,...) et privés (hôtels,...) .

Par ailleurs, elle doit également accueillir un parc urbain d'environ 1,2 ha.

Ce nouveau quartier est très bien desservi par les transports publics : gare Saint-Roch, 4 lignes de tramways.

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC Nouveau Saint Roch par délibération du 4 mai 2009 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de ROXIM/PITCH en vue de la cession de terrains permettant, sur le lot 4 de la ZAC, la réalisation de logements (en accession aidée, intermédiaire et libre), de logements sociaux et de commerces.

Dénomination du candidat :	ROXIM/PITCH
Localisation :	ZAC Nouveau Saint-Roch Lot 4
Parcelles cadastrées :	section EV n°530 et EV n°529
Surface de la partie du lot objet de la demande d'agrément :	1 718 m ²
Nature du projet :	Logements en accession aidée, intermédiaire et libre Logements sociaux Commerces
SDP envisagée :	13 214 m ² SDP dont
SDP maximale autorisée :	13 500 m ² SDP

La SERM précise que la candidature de ROXIM/PITCH prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver la candidature de ROXIM/PITCH pour la construction de logements (en accession aidée, intermédiaire et libre), de logements sociaux et de commerces sur le lot 4 de la ZAC Nouveau Saint-Roch ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Personne. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstentions : 2 voix (Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

7. PERIMETRE DE SAUVEGARDE DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT DE PROXIMITE

Préemption du fonds de commerce 31 rue Saint Guilhem Bilan de la procédure de rétrocession Lancement de la nouvelle procédure et approbation du cahier des charges

La dynamisation du commerce et de l'artisanat du centre-ville est un des objectifs prioritaires de l'opération « Montpellier Grand Cœur » lancée en 2003 par la Ville de Montpellier pour agir, de manière globale, sur tout ce qui contribue à améliorer la qualité du centre ancien pour ceux qui y vivent, le fréquentent et y consomment.

La Ville, dans le cadre de la loi du 2 août 2005, de son décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007 et de la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008, a décidé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 de définir un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et d'y instaurer un droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux.

L'objectif de la Ville est de se donner les moyens d'intervenir sur les secteurs confrontés à un risque patent de disparition de certaines offres, de manque de diversité ou de manque de qualité.

11 secteurs sont inscrits depuis 2010 dans ce périmètre :

- Rue de la République et rue d'Alger ;
- Halles Laissac – faubourg de la Saunerie – boulevard Clémenceau ;
- Boulevard de l'Observatoire – boulevard du Jeu de Paume et boulevard Ledru-Rollin ;
- Rue Faubourg du Courreau ;
- Rue Saint Guilhem ;
- Rue de Verdun – rue Boussairolles – rue du Clos René – rue Aristide Ollivier ;
- Rue de la Méditerranée – rue du Pont de Lattes – Place Carnot ;
- Cours Gambetta – Plan Cabanes Ouest – rue Adam de Craponne ;
- Place Roger Salengro – rue du Faubourg Figuerolles ;
- Boulevard Louis Pasteur – Boulevard Louis Blanc – place Albert 1^{er} – rue de l'Université ;
- Rue de l'Aiguillerie – place Notre Dame – rue du Pila St Gély.

Par décision du 29 septembre 2015, ce premier périmètre a été étendu à la rue Maguelone, à la Grand'rue Jean Moulin (partie sud-ouest), au boulevard Victor Hugo ainsi qu'à quelques parcelles en compléments des 11 secteurs initiaux.

Dans ce cadre et par décision en date du 17 avril 2015, la Ville de Montpellier a décidé d'exercer le droit de préemption dont elle est bénéficiaire sur la cession du fonds de commerce de la SARL LES 2 M, situé 31 rue Saint Guilhem et cadastré section HV 5, au prix proposé dans la déclaration de cession. A la suite de cette décision de préemption, la Ville est donc devenue propriétaire de ce fonds de commerce.

Conformément aux articles L. 214-1 à L. 214-3, et R. 214-11 à R. 214-17 du code de l'urbanisme, la Ville entend procéder à la rétrocession de ce fonds de commerce avec droit au bail, dans le respect de l'objectif de sauvegarde de la diversité commerciale et artisanale.

La procédure de rétrocession est fixée par les articles R. 214-11 à R. 214-17 du code de l'urbanisme. En synthèse, ces dispositions réglementaires prévoient :

- une délibération du Conseil municipal en vue de lancer la procédure et de valider le cahier des charges de cession ;
- un affichage en mairie pendant 15 jours, avis qu'il est proposé au Conseil de compléter par un avis de publicité sur le site internet de la Ville et dans le quotidien Midi Libre,
- puis une délibération du Conseil municipal en fin de procédure sur le choix de l'acquéreur retenu indiquant les conditions de la cession et les raisons du choix du cessionnaire.

La procédure est conditionnée à l'accord exprès et écrit du bailleur sur le résultat de la consultation, cette condition devant être mentionnée dans l'avis de publicité, étant précisé qu'en cas de changement d'activité, ce dernier peut souhaiter conclure un nouveau bail avec éventuellement une modification du montant du loyer.

Une première procédure de rétrocession avait été lancée par le Conseil municipal le 15 décembre 2016 (délibération n° 2016/473), restée sans suite du fait de la défaillance de l'acquéreur.

Un affichage en mairie, une publication sur le site internet de la Ville et dans le quotidien Midi Libre, invitant les personnes intéressées à retirer le cahier des charges et à faire acte de candidature, avaient été effectuées.

Le cahier des charges annexé à la présente délibération a pour objectif de fixer les conditions de rétrocession afin de garantir le respect des objectifs définis. Conformément à l'article R. 214-11 du code de l'urbanisme instauré par le décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007, ce cahier des charges servira de support à l'appel à candidature pour la rétrocession du fonds de commerce.

La date de remise des candidatures proposée est le 21 décembre 2017 à 16 heures.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'engager une nouvelle procédure de rétrocession du fonds de commerce du local sis 31 rue Saint Guilhem, conformément aux articles R. 214-11 à R. 214-17 du code de l'urbanisme ;
- d'approuver le cahier des charges de rétrocession joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document

relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Je ne prends pas part au vote. Qui demande la parole ? Personne. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

8. Quartier Port Marianne - République Cession à la SA3M de 4 parcelles cadastrées SB 173 SB 174a SC 38b et SB 195a

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne et du développement de son territoire vers l'Est, la Ville de Montpellier a décidé la réalisation d'un nouveau quartier, Port Marianne - République, d'une superficie de 21 hectares environ.

Ce quartier s'inscrit dans la continuité des quartiers de Parc Marianne, Jacques Cœur et Rive Gauche qui s'étendent en rive gauche du Lez.

La zone d'aménagement concertée (ZAC), dont la création a été approuvée par le conseil municipal le 22 décembre 2008, a pour objectif la réalisation d'un quartier mixte à vocation dominante d'habitat diversifié, de bureaux, de commerces, d'activités et d'équipement publics.

Par délibération du 19 février 2015, le Conseil municipal a confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) l'aménagement de cette opération dans le cadre d'une concession d'aménagement signée le 7 avril 2015.

La Ville est propriétaire de parcelles, à une exception près, non bâties pour une superficie totale d'environ 13,5 hectares.

La Ville doit céder à son aménageur 21 parcelles d'une surface de 54 479 m² pour permettre la réalisation de l'opération, conservant en propriété les espaces dévolus aux voiries, cheminements, espaces naturels et de rétention.

Suivant l'avis de France Domaine du 13 juillet 2017, ces 21 parcelles, classées en zones AU0-2w, 4AU5-2 et N-2 du plan local d'urbanisme, ont été estimées à 3 761 113,32 € (trois millions six cent soixante et un mille cent treize euros), soit le prix de revient de ce foncier appartenant à la Ville.

Un phasage de ces acquisitions est envisagé pour permettre un échelonnement des paiements sur la durée de l'opération, afin de ne pas pénaliser d'autant le bilan prévisionnel de la ZAC et engendrer des frais financiers conséquents ou une participation d'équilibre compensatoire complémentaire par la Ville concessionnaire.

Il est ainsi proposé de phaser les cessions foncières en quatre actes distincts et d'en échelonner pour chacun le paiement, de façon à lisser les dépenses de la ZAC Port Marianne - République autour de

500 000 € annuels pour le poste « dépenses » de la concession d'aménagement correspondant aux acquisitions foncières auprès du concédant.

Pour le premier acte, il est proposé de céder les quatre parcelles suivantes, d'une superficie de 7 323 m² environ, au prix fixé par les Domaines, soit 1 080 739,41 € nets vendeur :

N° cadastral	Adresse	Superficie des parcelles	Prix de cession
SB 173	967 Avenue de Boirargues	2636 m ²	566 691,41 €
SB 174a	967 Avenue de Boirargues	1427 m ²	
SC 38b	1211 Avenue de Boirargues	1302 m ²	496 184,00 €
SB 195a	Lieu-dit Pont Trinquat	1958 m ²	17 864,00 €
Total		7 323 m²	1 080 739,41 €

Ces biens sont libres d'occupation à l'exception de la parcelle SB 174, seul immeuble bâti du périmètre.

La mise en place d'un échéancier permettant le paiement en trois versements est envisagée :

- 500 000 € nets vendeur à la signature de l'acte, fin 2017,
- 500 000 € nets vendeur à la date anniversaire de l'acte, en 2018,
- 80 739,41 € nets vendeur à la date anniversaire de l'acte, en 2019.

Le prochain acte devrait être passé en 2019 pour le parcellaire suivant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- d'autoriser la cession par la Ville à la SA3M des parcelles cadastrées SB 173, SB 174a, SC38b et SB 195a au prix de 1 080 739,41 € (un million quatre-vingt mille sept cent trente-neuf euros et quarante et un centimes) ;
- de désigner l'Office Notarial de Baillargues en vue de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de l'acquéreur ;
- de dire que la recette afférente à cet acte sera imputée au budget de la Ville, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Je ne prends pas part au vote. Qui demande la parole ? Personne. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées

Monsieur Hervé MARTIN sort de séance.

9. FONCIER

Habitat abordable
Cession de la parcelle cadastrée AP 354
Rue du Caroux

Le contexte de tension accrue du marché de l'immobilier au sein des grandes agglomérations françaises, dont la nôtre, conduit à rendre de plus en plus difficile l'accession à la propriété des jeunes ménages et dotés de revenus modestes et intermédiaires.

Plus particulièrement en ce qui concerne Montpellier Méditerranée Métropole, l'INSEE constate une éviation des ménages, dont les actifs travaillent pourtant sur le territoire, notamment sur la Ville-centre.

Cette situation de tension conduit à complexifier l'atteinte de l'objectif du PLH de produire une part de 20% d'accession abordable dans l'offre nouvelle de logements, et peut potentiellement porter atteinte à l'attractivité même du territoire.

Face à cette situation, la Ville de Montpellier et Méditerranée Métropole ont décidé d'agir afin de favoriser activement la constitution d'une offre résidentielle en accession abordable, adaptée à la demande et aux besoins des ménages.

Cet enjeu relève d'une responsabilité collective, qui nécessite toutefois de mobiliser l'ensemble des acteurs de la production du logement autour d'objectifs majeurs et partagés :

- créer une offre de logements en accession adaptée, notamment aux ménages qui travaillent sur la Métropole, davantage en adéquation avec les aspirations résidentielles et avec les capacités financières des ménages ;
- répondre à l'évolution des modes de vie, par des formes d'habitat adaptées à la diversité des parcours résidentiels et des manières de vivre son logement, en constituant une offre alternative et pertinente pour les ménages attirés par le pavillonnaire, en vue de réactiver les parcours résidentiels sur la Métropole et sur la Ville-centre ;
- participer à la détente du marché immobilier local, par des actions déconnectées autant que possible du marché locatif défiscalisé, et ciblées en faveur d'une offre à prix accessible aux ménages à revenus intermédiaires ou en début de parcours résidentiel ;
- participer à l'équilibre social des quartiers en enrichissant leur mixité sociale, par une offre intermédiaire, autre que locative.

L'objectif de la ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole, est donc d'agir à moyen et long terme en mobilisant l'ensemble des acteurs, en premier lieu les promoteurs et les concepteurs, mais également toute la chaîne des intervenants concernés, afin de réinterroger l'ensemble des facteurs et des processus qui conduisent à former le prix de vente final du logement, aussi bien que ses caractéristiques en termes d'habitabilité et de qualité de vie.

La méthode adoptée est d'engager des opérations expérimentales, dans des contextes différenciés, qui permettent de réinventer collectivement la manière de produire et les qualités à apporter à l'habitat, afin de multiplier les références et enseignements de chacune des opérations au fur et à mesure du déploiement de la démarche.

La présente consultation s'inscrit dans le cadre de cette démarche globale, en concertation avec les représentants régionaux de la Fédération des Promoteurs Immobiliers, de l'ordre des Architectes et la Fédération Française du Bâtiment de l'Hérault.

Dans ce contexte, la ville de Montpellier a décidé de mobiliser un terrain nu, dont elle est propriétaire, partiellement arboré, situé 190 rue du Caroux d'une contenance de 3662 m², cadastré

AP 354.

La parcelle n'étant nécessaire à aucun usage lié au service public, il a été décidé de procéder à sa mise en vente, par délibération du Conseil municipal du 31 mars 2016, dans le cadre d'un appel à projet au titre du dispositif « Habitat abordable », à travers une opération intégrant également une part de logements locatifs sociaux.

Afin de relancer de l'accession à la propriété et de répondre au besoin de familles ne dépassant pas un certain plafond de ressources, il est proposé de céder ce foncier en vue de la construction d'un programme immobilier à commercialiser à des prix abordables.

Sur la base d'un cahier des charges visant à apprécier la qualité du projet, l'acquéreur du terrain, nécessairement un professionnel de l'immobilier, doit réaliser un programme de logements répondant à trois enjeux :

- maîtriser les coûts d'investissement tout en proposant un concept d'habitat avec des idées justifiant un prix de vente raisonné, facilitant l'accès au logement pour un panel large de familles,
- répondre aux attentes sociales dans l'habitat, aux aspirations à bénéficier d'un cadre de vie et d'un environnement quotidien de qualité,
- démontrer la faisabilité économique d'une telle opération par le biais d'un processus de production immobilière économiquement viable, en collaboration avec des entreprises responsables et citoyennes dans un souci de partage d'expérience dynamique.

Une contrainte fondamentale est posée dans ce dispositif, en contrepartie d'une large liberté de conception laissée aux professionnels : le respect sine-qua-non de revente des logements à des ménages correspondant au plafond de ressources de l'accession à la propriété, ayant un apport personnel limité et soumis à des clauses anti-spéculatives, impliquant a posteriori une pénalité à l'acquéreur en cas de non-respect final des conditions de ce dispositif après réalisation de l'opération.

Sur la base de l'évaluation de France Domaine en date du 24 mars 2016, le prix plancher de vente du foncier de la Ville a été établi à :

- 330 € par m² de surface de plancher (SDP) affectée au logement abordable,
- 240 € par m² de SDP affectée au logement social de type PLUS/PLAI imposé par l'application de la règle de mixité sociale du PLU.

La procédure de vente établie par le Conseil municipal a été mise en œuvre comme suit :

- mise en vente en mai 2016, après insertion d'un avis dans la presse et sur internet, information de la chambre départementale des notaires, de la fédération régionale des promoteurs immobiliers, de la fédération du bâtiment et des travaux publics et de l'ordre des architectes, l'avis fixant au 31 août 2016 la réception des candidatures dont 5 devaient être retenues par un comité technique le 12 janvier 2017,
- sélection d'un projet parmi les 5 présentés par les candidats admis au second tour, projets déposés le 31 mai 2017, par suite soumis à l'avis de la commission consultative des cessions foncières et immobilières, réunie le 7 septembre 2017, avant décision du Conseil municipal sur le choix de l'acquéreur.

Dans ce cadre, ont été réceptionnées 25 candidatures de groupements promoteurs – architectes

sélectionnées sur la base des critères suivants : composition de l'équipe, compétence technique (savoir-faire, organisation, expériences), compréhension du concept de « l'Habitat abordable » et caractère innovant de l'approche proposée.

Les 5 candidatures retenues le 12 janvier 2017 sont les suivantes:

- Nexity - Arlab architecture
- Urbis - Blue Tango (Philippe Capelier) architecture
- Crédit Agricole Immobilier - Philippe Rubio architecte
- Eiffage - Portal Teissier architectes
- Angelotti - Christophe Marmey architecte

Il s'agit donc aujourd'hui pour le Conseil municipal de retenir l'acquéreur final du terrain mis en vente.

Globalement, la grande qualité des 5 offres retenues démontre l'intérêt des professionnels, tant pour l'originalité du projet initié par la Ville que pour la faisabilité d'une opération de cette ambition, petite opération à intégrer dans un tissu pavillonnaire de qualité.

Sur la base d'un rapport d'analyse des offres complet, la commission consultative des cessions foncières et immobilières réunie le 7 septembre dernier a émis un avis favorable en vue de retenir la proposition du promoteur Angelotti, associé à l'architecte Christophe Marmey.

Il est donc proposé au Conseil municipal de confirmer ce choix en cédant ce terrain cadastré AP 354p à Angelotti Promotion dans le cadre de la consultation lancée au titre de l'opération « Habitat abordable ».

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de céder à Angelotti Promotion la parcelle AP 354p d'une superficie d'environ 3062m² de terrain nu, surface à préciser par géomètre-expert, situé 190 rue du Caroux pour la réalisation d'un programme de logements dans le cadre du dispositif « Habitat abordable » pour un prix de 330 € par m² de surface de plancher en logement abordable et de 240 € par m² de SDP affectée au logement social soit environ 519 150 € qui seront recalculés à la marge et précisément en fonction de la SDP réelle qui sera octroyée par le permis de construire ;
- de dire que la vente sera conditionnée aux conditions suspensives ordinaires et de droit mais également au strict respect du cahier des charges de vente et de l'offre déposée par Angelotti Promotion, à l'octroi d'une garantie de parfait achèvement conforme d'un établissement bancaire et à l'octroi d'une autorisation d'urbanisme purgée de tout recours ;
- de confirmer, conformément aux engagements de l'acquéreur et au cahier des charges de vente, que l'acquéreur devra fournir le bilan prévisionnel de l'opération et la grille réelle de prix de revente des logements aux ménages et, qu'à défaut de strict respect des prix proposés dans son offre, il se verra appliquer, en cas de dépassement, une pénalité de majoration qui sera reprise à l'acte de vente, fixée à 35 % du dépassement constaté au m² de SDP ;
- de confier la réitération de la vente à l'office notarial de Me Bonnary, notaire à Montpellier ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Personne. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

10. FONCIER

Mise en vente des locaux situés 49, 49 bis et 51 cours Gambetta Parcelles cadastrées IZ 122 et IZ 123

La Ville est propriétaire de locaux en copropriété cadastrés IZ 122 et IZ 123, situé 49, 49 bis et 51 cours Gambetta classés en zone 1U1-1aw au plan local d'urbanisme.

Situés au rez-de-chaussée, ces locaux d'un seul tenant appartiennent à deux copropriétés distinctes.

D'une surface utile d'un peu moins de 50 m², ces locaux, anciennement mis à disposition d'associations, sont libres de toute occupation et disposent d'une entrée individuelle sur le cours Gambetta.

La Ville n'ayant pas l'utilité de ce bien, il est proposé de procéder à sa mise en vente, en vue de valoriser le patrimoine communal et de permettre à un futur acquéreur de créer une activité. Cette cession immobilière est conditionnée par l'affectation du local à une fonction d'activité qu'elle soit commerciale, artisanale, libérale, conforme aux règlements des copropriétés.

La vente de ce bien, de gré-à-gré et après mise en vente publique, est proposée a minima au prix plancher de 66 000 € nets vendeur estimés par France Domaine le 26 juin 2017.

Sont envisagées les modalités de vente suivantes :

- insertion d'un avis de publicité relatif à la mise en vente dans la presse locale et sur le site internet de la Ville de Montpellier et information de la chambre régionale des notaires par courrier ;
- remise d'un cahier des charges de cession aux demandeurs intéressés contenant l'obligation d'acquérir le bien en vue du développement d'une activité commerciale, artisanale ou libérale ;
- sélection d'un acquéreur en fonction des critères pondérés suivants :

1. Qualité du projet notamment au regard de la destination du bien et de l'activité envisagée (10 points sur 20),
2. Faisabilité du projet notamment au regard des règles d'urbanisme et de la qualité architecturale proposée en cas de travaux et des garanties financières et bancaires apportées, a minima sur la base d'une lettre de confort (6 points sur 20),
3. Prix de vente proposé sur la base du prix - plancher évalué par les Domaines (4 points sur 20),

Un compromis de vente sera signé avec le candidat sélectionné après avis de la Commission

consultative des cessions foncières et immobilières, notamment sous conditions suspensives de financement et d'octroi d'une autorisation d'urbanisme, le cas échéant et après délibération du Conseil municipal autorisant la vente définitive du bien.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser la Ville à procéder à la mise en vente des locaux en copropriétés cadastrés IZ 122 et IZ 123, situé 49, 49 bis et 51 cours Gambetta, après publicité, au prix plancher de 66 000 € nets vendeur ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Personne. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 61 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

11. Quartier Figuerolles Cession de la parcelle IZ 754

Par arrêté municipal du 5 février 2013, publié au service de la publicité foncière le 6 mai 2013, la Ville est devenue propriétaire de l'immeuble cadastré IZ 355 situé au 21 rue Saint-Antoine.

Cette acquisition est intervenue à la suite d'une procédure de bien vacant et sans maître car cet immeuble était déclaré en péril et menaçait de s'effondrer soit côté rue Saint Antoine, soit sur les avoisinants.

La Ville a acquis le bien en vue de le revendre à un particulier apte à le réhabiliter en logement décent. En 2015, cette maison de ville a fait l'objet d'une mise en vente après appel à candidature. La vente s'est conclue par un acte notarié signé le 3 juin 2015.

A l'occasion des formalités liées à cet acte notarié, il est apparu que la parcelle concernée incluait physiquement une partie d'une petite cour située à l'arrière de la propriété cadastrée IZ 369 pour une superficie de 2 m².

La Ville a conservé ces 2 m² en propriété, matériellement enclavés dans la propriété des consorts Simon, propriétaires voisins de la parcelle IZ 753, en vue de régulariser dès que possible la situation.

Il est donc proposé en conséquence de céder les 2 m² en question, cadastrés IZ 754, aux consorts Simon qui ont accepté les conditions de la vente.

La commission consultative des cessions immobilières, réunie le 7 septembre 2017, a émis un avis favorable en vue de cette cession au prix de 95 € nets vendeur, conformément à l'avis des services fiscaux du 24 mai 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la vente aux consorts Simon au prix de 95 € nets vendeur de la parcelle de 2 m² cadastrée IZ 754 ;
- de régulariser la vente par acte administratif rédigé par la Ville de Montpellier et de préciser, qu'en cas de difficulté spécifique non connue à ce jour, l'acte serait le cas échéant confié à un office notarial dont les frais seraient à la charge de l'acquéreur ;
- d'inscrire la recette au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 95 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Si personne ne demande la parole, je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 61 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Monsieur Hervé MARTIN entre en séance.

12. MONTPELLIER GRAND COEUR

Agrément de candidature

CILEO

13 rue du Général Vincent à Montpellier

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003.

Conformément à cette convention publique d'aménagement approuvée, la SERM propose d'agréer la candidature de CILEO en vue de la cession d'un logement situé 13 rue du Général VINCENT à MONTPELLIER

Dénomination du Candidat :

CILEO

11 Boulevard des Récollets – 31078
TOULOUSE Cedex 4

Localisation du projet :

13, rue du Général Vincent

34 000 MONTPELLIER

<u>Parcelles cadastrées :</u>	Section IZ 110 d'une superficie de 69m ²
<u>Nature du projet :</u>	Réhabilitation d'1 logement T2 situé en R+1 et location de celui-ci en loyer conventionné
<u>Surface habitable du logement :</u>	55.85 M ²

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de CILEO en vue de la réhabilitation du T2 situé en R+1 de l'immeuble sis 13 rue du Général VINCENT à Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Monsieur COUR.

Monsieur COUR : J'ai juste une question pour information. On voit que dans les différentes affaires, c'est la même société CILEO. Est-ce une société qui a un but particulier ? Dans les affaires suivantes, on la voit à de nombreuses reprises.

Monsieur le Maire : Non, pas du tout.

Monsieur COUR : Est-ce que ce sont des logements sociaux privés ?

Monsieur le Maire : C'est un organisme social. Monsieur COTTE va vous répondre sur le fond. Monsieur COTTE est président de l'URO Habitat.

Monsieur COUR : D'accord. Merci.

Monsieur COTTE : CILEO et tous les organismes de recouvrement du 1 % patronal se sont rassemblés au sein d'une structure qui s'appelle Action Logement. Cette structure finance et achète un certain nombre de logements qui sont attribués ensuite à des salariés d'entreprises versant le 1 % patronal.

Monsieur le Maire : C'est le 1 % patronal. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

13. MONTPELLIER GRAND COEUR

**Agrément de candidature
CILEO
21 rue Daru à Montpellier**

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003.

Conformément à cette convention publique d'aménagement approuvée, la SERM propose d'agréer la candidature de CILEO en vue de la cession d'un logement et d'une cave situés 21 rue DARU à MONTPELLIER

<u>Dénomination du Candidat</u>	CILEO 11 Boulevard des Récollets – 31078 TOULOUSE Cedex 4
<u>Localisation :</u>	21, rue DARU 34 000 MONTPELLIER
<u>Parcelles cadastrées :</u>	Section HW 1 d'une superficie de 61m ²
<u>Nature du projet :</u>	Réhabilitation d'1 logement T2 (lié à une cave en sous-sol) situé en R+1 et location de celui-ci en loyer conventionné
<u>Surface habitable du logement :</u>	43.15 M ²

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- d'approuver la candidature de CILEO en vue de la réhabilitation du T2 situé en R+1 de l'immeuble sis 21 rue DARU à Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Personne. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstentions : 2 voix (Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

14. MONTPELLIER GRAND COEUR

**Agrément de candidature
CILEO
48/50 rue du Faubourg Figuerolles à Montpellier**

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003.

Conformément à cette convention publique d'aménagement approuvée, la SERM propose d'agréer la candidature de CILEO en vue de la cession d'un IMMEUBLE situé 48/50 rue du Faubourg FIGUEROLLES à MONTPELLIER afin de permettre la mise en œuvre d'une opération de réhabilitation complète d'immeubles, comprenant la réalisation de 3 logements et d'1 commerce.

<u>Dénomination du Candidat</u>	CILEO 11 Boulevard des Récollets – 31078 TOULOUSE Cedex 4
<u>Localisation :</u>	48/50 rue du Faubourg FIGUEROLLES 34 000 MONTPELLIER
<u>Parcelles cadastrées :</u>	Section IZ 382 d'une superficie de 165 m ²
<u>Nature du projet :</u>	Immeuble de 3 logements collectifs et 1 commerce dont 3 logements enoyer conventionné (la SERM restera propriétaire du commerce)
<u>SDP envisagée :</u>	260 m ² SDP Répartie de la manière suivante : - 207 m ² SDP logements - 53 m ² commerce

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de CILEO en vue de la réhabilitation du T2 situé en R+1 de l'immeuble sis 13 rue du Général VINCENT à Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Personne. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstentions : 2 voix (Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

15. MONTPELLIER GRAND COEUR
Agrément de candidature
PROMOLOGIS
Lot participatif Berthelot - Passage Clemenceau

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003.

Conformément à cette convention publique d'aménagement approuvée, la SERM propose d'agréer la candidature de PROMOLOGIS en vue de la cession du lot n°2 du lotissement « Passage Clémenceau » sis 11 Boulevard BERTHELOT.

<u>Dénomination du Candidat :</u>	PROMOLOGIS 2 rue du Docteur Louis SANIERES – 31000 TOULOUSE
<u>Localisation :</u>	11 boulevard BERTHELOT 34 000 MONTPELLIER
<u>Parcelles cadastrées :</u>	Section ET 569 d'une superficie de 1320 m²
<u>Nature du projet :</u>	Construction d'un immeuble collectif de 21 logements destinés à accueillir un projet d'habitat participatif.
<u>Surface de plancher projetée :</u>	1 800 M²

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- d'approuver la candidature de PROMOLOGIS en vue de la construction d'un immeuble collectif de 21 logements destinés à accueillir un projet d'habitat participatif sur le lot n°2 du lotissement Passage Clémenceau ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Monsieur TORTORICI ne participe pas au vote et moi-même non plus. Qui demande la parole ? Personne. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstentions : 2 voix (Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO)

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI)
À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

16. MONTPELLIER NOUVEAU GRAND COEUR

Agrément de candidature

CILEO

11/13 rue du Faubourg du Courreau à Montpellier

La Ville de Montpellier a confié à la SA3M (Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) une concession d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier nouveau Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 7 octobre 2013 et notifiée le 10 décembre 2013.

Conformément à cette convention publique d'aménagement approuvée, la SA3M propose d'agréer la candidature de CILEO en vue de la cession de l'immeuble situé 11/13 rue du Faubourg du Courreau à MONTPELLIER afin de permettre la mise en œuvre d'une opération de réhabilitation complète d'immeubles, comprenant la réalisation de 3 logements et 2 commerces.

Dénomination du Candidat

CILEO

11 Boulevard des Récollets –
31078 TOULOUSE Cedex 4

Localisation :

11/13, rue Faubourg du Courreau
34 000 MONTPELLIER

Parcelle cadastrée :

Sections HW 110 ET 111
Superficie totale de 97 m² (65 m² pour
parcelle HW 110 et 32 m² pour la parcelle
HW 111)

Nature du projet :

Immeuble de 3 logements collectifs, et 2
commerces dont :
2 Logements en loyer conventionné
1 logement en loyer intermédiaire

SDP envisagée :

237 m² SDP, répartis de la manière
suivante :
160 m² SDP logements
77 m² SDP commerces

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de CILEO en vue de la mise en œuvre d'une opération de réhabilitation complète d'immeubles, comprenant la réalisation de 3 logements et 2 commerces au 11/13 rue du Faubourg du Courreau à Montpellier ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Je ne prends pas part au vote. Qui demande la parole ? Personne. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstentions : 2 voix (Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

17. MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Cœur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009, du 13 décembre 2010, du 23 juillet 2012 et du 29 septembre 2015.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, les subventions suivantes sont attribuables :

SDC 11 rue Proudhon c/o CORUM Immobilier	15 041,00 €
SDC 22 rue Durand, cabinet HUGON REDON (<i>complément</i>)	238,56 €
M. ou Mme DREVON Jean-Claude, 10 rue de la Croix (Celleneuve)	3 180,00 €
Total :	18 459,56 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser les paiements des subventions d'un montant total de 18 459,56 € correspondant aux immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Chapitre 908),
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Monsieur DOMERGUE.

Monsieur DOMERGUE : Pourquoi juste ces adresses ? Est-ce que ce sont eux qui ont fait une demande ? Est-ce que cela pourra concerner les autres logements ou pas ?

Monsieur le Maire : Oui. Je vous explique. Les ravalements obligatoires se déplacent par zonage dans la ville. Plus on agit vite lorsque le zonage est dégradé, mieux on est remboursé car il y a une participation importante de la ville. Cela fonctionne comme cela. Cela dépend des zones de la ville.

Monsieur DOMERGUE : Faut-il que le propriétaire de l'immeuble fasse une demande ?

Monsieur le Maire : Oui. Ce sont des campagnes de ravalement. On en fait à chaque fois et cela fait des années que cela dure.

Monsieur DOMERGUE : D'accord.

Monsieur le Maire : Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Madame Samira SALOMON sort de séance (avec la procuration de Fabien ABERT).

18. Délégation de service public Stationnement payant sur voirie Attribution

La dépénalisation des amendes de stationnement payant a été adoptée par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles. Cette réforme entre en vigueur au 1er janvier 2018.

Cette réforme a pour effet de décentraliser la gestion du stationnement payant en voirie aux collectivités.

La Ville de Montpellier étant compétente pour assurer la gestion du stationnement payant en voirie, les zones de stationnement payant ainsi que les tarifs ont été fixés par délibération du 30 mars 2017.

L'exploitation du service public de stationnement comprend principalement :

- La réalisation d'investissements importants : horodateurs, capteurs, bornes pour aires réservées, développement de systèmes d'informations ;
- La mise en œuvre d'un système prédictif de guidage et la réalisation d'un observatoire du stationnement ;
- Les opérations de maintenance et de collecte des horodateurs, l'entretien de la signalétique, la gestion d'une agence commerciale, la commercialisation des produits et services, l'encaissement et la gestion des recettes et des FPS, la gestion des recours administratifs préalables obligatoires et la production de mémoire en défense, les missions de contrôle, des missions d'étude et d'audit.

Rappel de la procédure :

Le Conseil Municipal, par délibération du 20 octobre 2016 a approuvé le principe de l'exploitation déléguée du stationnement payant sur le territoire de la commune et a approuvé le lancement de la procédure de mise en concurrence conformément aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et aux dispositions de l'ordonnance du 29 janvier 2016 et du décret du 1^{er} février 2016 pour l'attribution du contrat de délégation de service public relatif à cette mission de service public.

L'avis du Comité technique (CT) a été recueilli le 20 octobre 2016. L'avis de la Commission Consultative des services publics locaux (CCSPL) a été recueilli le 10 octobre 2016.

A cet effet, et conformément aux dispositions de l'article 14, 15 et 16 du décret du 1^{er} février 2016, la commune de Montpellier a publié un avis de publicité dans les parutions suivantes :

- BOAMP, le 24 décembre 2016
- JOUE, le 24 décembre 2016
- Moniteur du 30 décembre 2016
- Le profil acheteur de la commune

La date limite de remise des candidatures était fixée au 23 janvier 2017 à 17h.

Lors de la séance du 30 Janvier 2017, la commission de délégation de service public a procédé à l'ouverture des plis et a enregistré le contenu des candidatures.

Huit candidats ont remis leur dossier de candidature dans les délais prescrits.

Lors de la séance du 23 février 2017, la commission de délégation de service public a considéré que, sur la base des critères de sélection des candidatures énoncés dans l'avis d'appel public à la concurrence, sept des huit candidats étaient admis à déposer une offre. Le règlement de la consultation ainsi que le programme de la consultation ont été envoyés aux sept candidats retenus.

Il fixait les dates et heures limites de réception des offres au Jeudi 4 mai 2017 à 17 h.

Trois candidats ont remis une offre, un candidat s'est excusé. Aucune offre n'a été reçue après la date limite.

Lors de la réunion du 5 mai 2017, la Commission a procédé à l'ouverture des plis et a enregistré le contenu des offres.

Conformément à l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales, lors de la réunion du 6 juin 2017, la Commission a analysé les offres initiales et rendu un avis sur ces offres.

Sur la base de cet avis, des négociations ont été entamées avec les trois candidats. Trois séries de questions ont été envoyées aux candidats les 23 juin 2017, 12 juillet 2017 et 4 août 2017 portant sur des aménagements administratifs, techniques et financiers à leurs conventions initiales.

Les candidats ont été auditionnés à deux reprises les 4 et 25 juillet 2017.

Par courrier du 14 septembre 2017, il a été demandé aux candidats de remettre une offre finale avant le 21 septembre 2017 à 17h.

Seuls, deux candidats ont remis une offre finale complète.

Les critères de jugement des offres mentionnés dans le règlement de la consultation, hiérarchisés et non pondérés sont les suivants :

- Qualité de l'exploitation
- Valeur technique de l'offre
- Garanties apportées
- Valeur financière de l'offre
- Performance environnementale

Ces critères ont été appréciés au travers des éléments décrits dans le rapport d'analyses des offres figurant en annexe.

Au terme de cette analyse, le choix du pouvoir adjudicateur s'est porté sur TAM.

Par conséquent, l'offre de la société TAM se révélant la plus intéressante au regard des critères de jugement des offres mentionnés dans le règlement de la consultation, Monsieur le Maire propose donc de retenir la société TAM.

L'économie générale du contrat est affirmée dans les clauses essentielles du projet de convention qu'il vous est proposé de conclure avec le candidat :

1) Périmètre de la délégation

La convention sera conclue pour une durée de 7 ans à compter du 1er janvier 2018 et jusqu'au 31 décembre 2024.

Le délégataire aura en charge, dans le cadre du contrat, l'exploitation et la gestion du stationnement payant sur voirie.

2) Prestations confiées au Délégataire

Le prestataire aura la charge complète de la gestion et de l'exploitation du stationnement payant sur voirie de la Ville.

Outre les investissements demandés, le contrat intègre également des obligations en matière de renouvellement des biens affermés.

Au total, le délégataire s'engage à dépenser une somme de 8 031 976 € HT sur la durée du contrat pour les investissements neufs et le renouvellement.

3) Caractéristiques financières de la convention

Une redevance fixe forfaitaire annuelle sera versée à la Ville par le délégataire. Sur la durée du contrat, TAM s'engage sur une redevance fixe de 24 000 000 €.

Un intéressement correspondant à 80% du chiffre d'affaires perçu au-dessus d'un seuil de 6,430M€ et une redevance de surperformance équivalent à 30% de l'EBE supplémentaire réalisé par rapport

au prévisionnel sont proposés.

4) Contrôle de la Ville de Montpellier et garanties

Afin de permettre à la ville de Montpellier de s'assurer de la bonne exécution de la convention et d'exercer son pouvoir de contrôle, le délégataire produit chaque année à la Ville, avant le 31 mars, le rapport annuel du délégataire.

Le Délégataire est également astreint à la transmission d'un rapport mensuel.

Une redevance de contrôle de 10 000 € sera versée chaque année à la ville de Montpellier pour financer le contrôle de l'exécution de la délégation de service public.

5) Biens de retour

A l'expiration de la Délégation, la Ville de Montpellier entrera immédiatement en possession de l'ensemble des biens de retour, entendus comme les biens apportés par le délégant, ainsi que ceux que le délégataire s'est engagé à réaliser dans le cadre du plan d'investissement joint en annexe au contrat.

Les biens de retour seront restitués en bon état de fonctionnement, toutes les dépenses correspondant aux obligations du délégataire étant réputées amorties.

Cette remise s'effectuera à titre gratuit.

6) Mesures prévues en cas de défaillance du délégataire

Le délégataire va créer une société dédiée pour l'exploitation du service de stationnement payant sur voirie.

Il s'engage à se substituer à cette société dédiée si elle venait à être liquidée.

En garantie des engagements pris, le Délégataire propose une garantie à première demande qui permettra à la Ville de mobiliser des sommes afin de palier à une éventuelle défaillance du délégataire.

Le contrat détaille avec précisions toutes les pénalités applicables et les éventuels cas de résiliation.

L'offre de TAM répond aux besoins formulés par la Ville et propose un plan financier équilibré, de nature à permettre à la Collectivité de mener à bien conjointement la réforme liée à la décentralisation du stationnement et une politique ambitieuse en matière de stationnement et de mobilité.

Par conséquent, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le choix de la société TAM pour la gestion et l'exploitation du stationnement payant sur voirie de la Ville de Montpellier ;

- D'approuver les termes du contrat de délégation de service public relatif à la gestion et l'exploitation du stationnement payant sur voirie de la Ville de Montpellier annexé à la présente ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer avec la société TAM la convention de délégation de service public relative à la gestion et l'exploitation du stationnement payant sur voirie de la Ville de Montpellier ;

Monsieur le Maire : Monsieur EL KANDOUSSI, Monsieur COUSQUER, Madame DASYLVA, Monsieur KRZYZANSKI, Madame MIRALLES et Monsieur BOUMAAZ ne prennent pas part au vote. Qui demande la parole ? Monsieur DELAFOSSE, Monsieur DOMERGUE, Madame BRISSAUD, Monsieur VIGNAL et Madame SANTARELLI.

Monsieur DELAFOSSE : Monsieur le Maire, mes chers collègues, au nom de notre groupe, je voudrais rappeler que nous avons émis un avis défavorable sur le choix de confier une délégation de service public pour le stationnement. Notre collectivité aurait pu choisir de conserver le système public de la régie, dont aujourd'hui un certain nombre d'agents assurent les missions. Vous les connaissez bien puisque vous êtes élu depuis longtemps dans cette assemblée, en 1995.

Monsieur le Maire : Merci de me le rappeler. Cela me fait plaisir.

Monsieur DELAFOSSE : Je salue votre expérience.

Monsieur le Maire : Surtout ma longévité politique. Je vous en remercie. Cela me fait plaisir parce que c'est rare que l'on me fasse des compliments.

Monsieur DELAFOSSE : Je vous souhaite une longue espérance de vie et une longévité politique plus limitée, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : On verra cela.

Monsieur DELAFOSSE : Je voulais rappeler que nous avons émis un avis défavorable parce que nous considérons que les ASVP procèdent à des missions de service public. Ils représentent l'autorité publique dans l'espace public pour faire respecter la réglementation liée au stationnement et aussi une présence dans l'espace public pour assurer la sécurité sur des missions nouvelles qui pourraient être le travail autour de la propreté qui est un enjeu pour notre ville.

Ceci étant, nous avons lu le rapport qui a été présenté suite à une procédure de mise en consultation de différents opérateurs. La première chose qui est apparue et qui nous surprend est une conséquence du choix de privatisation. C'est une perte de qualité de services pour les Montpelliérains et les Montpelliéraines. En effet, le nombre d'horodateurs actuellement en place est de 754 et le nouveau contrat prévoit 601 horodateurs. Soit une perte de 17 % des appareils, alors que la zone d'extension du stationnement payant va s'accroître en passant de 12 796 places à 14 370 places. Pour les Montpelliérains qui souhaitent à juste titre être en conformité avec la réglementation, il faudra marcher davantage et on peut imaginer que pour les personnes âgées ce sera plus difficile. C'est un premier aspect qui pose problème.

Un second aspect pose problème également : c'est sur la philosophie. On voit bien que c'est un prestataire privé avec une logique de lucrativité et de rendement dans la gestion du stationnement. Ne doit-on pas craindre un risque de zèle de la part de l'opérateur qui pourra venir dans des endroits

où il estimera que ce sera plus lucratif, plutôt que de mettre son énergie sur le stationnement non respecté sur certaines aires de livraison qui conduisent des usagers à se positionner sur la voie et à engendrer des problèmes d'embouteillages. Si c'était des agents publics sous votre autorité, la hiérarchie des priorités des interventions pourrait être définie et vous pourriez très bien dire que la priorité est de sanctionner les automobilistes qui se mettent sur les aires de livraison ou sur d'autres endroits réservés.

A l'issue de cette procédure, vous avez retenu un opérateur qui est la société TAM. Nous en prenons acte avec les réserves que nous pointons. Néanmoins, nous pouvons aussi formuler une exigence. Si TAM mène le contrôle sur l'espace public, il le mène avec la droiture des agents de contrôle qui sont des agents TAM et non pas à l'image des agents de la SCAT, les fameux Lyonnais. Comme nous l'avions dit il y a un an, cela pose un certain nombre de problèmes dans la relation aux usagers et cela génère des tensions dans les transports en commun. Ces tensions n'ont pas vocation à se déplacer dans l'espace public, dont notre responsabilité commune est que ce soit un espace apaisé.

En cohérence avec notre premier vote, nous ne voterons pas favorablement cette délibération et nous sommes attentifs aux éléments de réponse que vous donnerez, en particulier sur la problématique des horodateurs qui permettent aux Montpelliérains d'être en règle. Ce que nous attendons tous et ce que nous devons tous faire sur le stationnement.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur DELAFOSSE. J'apporte simplement à votre connaissance le fait qu'il y avait quelques horodateurs factices lorsque nous avons fait l'expertise. Il y en avait quelques-uns dans des quartiers que vous connaissez bien. Nous n'allons pas en parler parce que c'est hors sujet. Je le dirais lorsque je considérerais que c'est l'heure, mais je vous informe de ce fait. Ce n'est pas cent horodateurs de moins, mais plutôt quelques-uns.

Monsieur DELAFOSSE : C'est votre engagement en transparence.

Monsieur le Maire : Monsieur DELAFOSSE, contentez-vous de vérifier votre engagement et pas celui des autres. Vous n'êtes pas mon objecteur de conscience, ni celui de quelqu'un d'autre. La parole est à Monsieur DOMERGUE.

Monsieur DOMERGUE : On s'est déjà exprimé sur ce point, Monsieur le Maire, parce que c'est quand même un changement important de direction et cela va être une charge supplémentaire pour les Montpelliérains. La loi vous permet maintenant de le faire. Elle ne vous y oblige pas, mais étant donné les difficultés budgétaires que rencontrent toutes les collectivités le fait d'avoir des recettes supplémentaires peut être un moyen de récupérer des sommes qui ne sont pas allouées par l'Etat. Ce n'est pas un fait nouveau.

Le premier point que je souhaiterais aborder est celui des explications. C'est-à-dire qu'aujourd'hui, aucun Montpelliérain ne sait exactement quel système va être mis en place. Je pense que la première des priorités est d'utiliser tous les panneaux de promotion de la ville pour expliquer clairement comment le système va fonctionner. Il y a aujourd'hui beaucoup d'inquiétudes. Nous recevons tous des coups de fil ou des courriers de Montpelliérains qui ne savent pas comment cela va fonctionner. Ils savent une chose : c'est que cela va coûter beaucoup plus cher.

Je comprends le principe entrepreneurial qui dit qu'aujourd'hui l'espace public appartient à la ville et qu'il est rentabilisé à hauteur de 30 % de recettes qui correspondent à 4 millions d'euros pour 2015 et 2016, recettes et pénalités comprises. Cela veut dire que le nouveau système va coûter aux Montpelliérains 100 % de ces 4 millions d'euros. C'est-à-dire que l'on va passer d'un prélèvement

pour le stationnement en ville de 4 millions d'euros à 12 à 14 millions d'euros. Ce n'est pas anormal. La maire de Paris qui va mettre en place le même système a donné des chiffres beaucoup plus alarmants.

Monsieur le Maire : C'est nous qui avons bien regardé ce que faisait Paris.

Monsieur DOMERGUE : Elle a dit que pour la Ville de Paris le manque à gagner était de 300 millions d'euros. Si on l'extrapole sur une ville comme Montpellier, même si vous n'allez pas augmenter la taxe post-stationnement, on peut très bien imaginer que l'on sera à 10 % d'une ville comme Paris. C'est-à-dire entre 25 et 30 millions d'euros. On dit 14 millions d'euros, mais de toute façon il va falloir que l'on comprenne ce que cela va coûter en fonction du système. C'est un élément extrêmement important pour les Montpelliérains puisque c'est quelque chose qui va être mis en place au 1^{er} janvier 2018. J'aimerais que quelqu'un de votre équipe puisse expliquer en séance aux élus présents comment cela va fonctionner et quel système va être mis en place.

Monsieur le Maire : On l'a déjà expliqué plusieurs fois.

Monsieur DOMERGUE : Il faut le réexpliquer parce que personne n'est au courant. Comment cela va fonctionner ? Je vois que l'on reparle d'horodateurs, alors qu'on a parlé d'un système qui fonctionnerait avec les téléphones portables sur système informatisé. On a besoin de savoir comment cela va fonctionner. On passe finalement d'un système qui autorisait une certaine souplesse à un système qui va être pénalisant à chaque fois que l'on va s'arrêter sur une place de parking. C'est le premier point : il va y avoir un coût important.

Le deuxième point porte sur ce que vous donnerez en délégation à la TAM et qui va se traduire par des recettes pour la ville. Je n'ai pas très bien compris parce que je croyais que les pénalités arrivaient à la métropole dans la loi. Or à partir du moment où c'est une délégation, c'est la TAM qui va récupérer les pénalités. Si on fait une extrapolation pour que la TAM puisse payer à la ville 2,4 millions d'euros chaque année, cela veut dire qu'au minimum elle devra prélever 6,5 millions d'euros de droit de stationnement par an et ce, en fonction de ses investissements et du personnel qu'elle va devoir embaucher. Encore faut-il que les ASVP soient d'accord pour être transférés à la TAM car j'ai cru comprendre qu'il y avait quelques difficultés. Tout ceci pour payer les 38 agents, les investissements et les redevances qui seront versées à la ville. Ce qui fait une augmentation de 63 % par rapport aux 4 millions d'aujourd'hui.

Les Montpelliérains vont donc se voir prélever au seul titre du stationnement entre 6,5 et 14 millions d'euros, au lieu de 4 millions d'euros actuellement. J'aimerais savoir quelle est exactement la somme prévisionnelle que vous avez évaluée.

En contrepartie, la ville qui récupère aujourd'hui ces 4 millions d'euros ne va récupérer que la redevance de 2,4 millions d'euros. Peut-être qu'elle a moins de frais à charge, mais pour la ville il va y avoir un manque à gagner lié à ce différentiel. Il y a là-dedans un grand bénéficiaire qui est la TAM. Monsieur EL KANDOUSSI sera sûrement heureux parce que cela va faire des rentrées supplémentaires à la TAM et cela permettra peut-être à la TAM d'équilibrer son budget.

Monsieur le Maire, vous comprenez qu'aujourd'hui la mise en place de ce nouveau système qui n'est pas obligatoire est peut-être intéressant pour l'équilibre des recettes de la ville, mais il va se traduire – que vous le vouliez ou non – par une ponction dans la poche des Montpelliérains pour stationner en ville de 6 à 14 millions d'euros. Vous pouvez le tourner dans tous les sens, mais dans les faits c'est sûr que cela va nous coûter. A partir du moment où il y a des charges indirectes qui

vont peser sur les Montpelliérains, c'est une forme de fiscalité déguisée qui va se mettre en place. Vous pouvez dire que vous n'y êtes pour rien parce que la loi vous y autorise, mais dans les faits, ce sont des recettes supplémentaires qui vont être prélevées dans la poche des Montpelliérains non pas au profit de la ville, mais au profit de la TAM. Le Montpelliérain va donc devoir payer.

Je me répète. Je souhaite avoir des explications pour comprendre le système. Vous l'avez peut-être déjà expliqué, mais je ne suis pas le seul à me poser ces questions, et je suis sûr qu'il y aurait beaucoup de blancs dans la salle si l'on demandait aux élus comment le système fonctionne.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur DOMERGUE. La parole est à Madame BRISSAUD.

Madame BRISSAUD : Monsieur le Maire, mes chers collègues, je suis intervenue régulièrement sur ce sujet parce que vous savez que j'ai le souci des Montpelliérains, comme mon ami Jacques DOMERGUE. C'est un sujet très important, mais c'est surtout sur l'augmentation du revenu disponible le plus tôt possible.

En revanche, la première intervention m'a surprise. Le fait de passer en délégation de service public ne me gêne absolument pas à partir du moment où le service est rendu. Monsieur DELAFOSSE parle de la qualité du service liée au nombre d'horodateurs. Je ne vois absolument pas le rapport. En sachant que si l'on augmente la qualité du service par la simplification de ce service, ce n'est pas du tout le nombre d'horodateurs qui fera le changement. D'autant plus que si l'on regarde la nature des personnes qui utilisent aujourd'hui la voiture et qui commencent à utiliser les nouveaux horodateurs, on peut constater que c'est parfois un peu plus simple. C'est pour cela que la question de Monsieur DOMERGUE sur le fonctionnement de ces horodateurs peut servir à éclaircir les choses. Il y a certains horodateurs qui fonctionnent effectivement avec une application en Wifi. J'en ai utilisé récemment. C'est bien, mais c'est sûr qu'il faut expliquer à la population comment cela fonctionne exactement. J'ai l'impression d'avoir compris en conseil municipal, mais ce n'est pas encore évident pour les Montpelliérains aujourd'hui.

Je ne pense pas que le problème porte sur le nombre d'horodateurs, mais plutôt sur la facilité à payer son stationnement. Ce n'est pas le seul souci. Lorsqu'on parle de services rendus aux Montpelliérains, je préfère parler de ce revenu que l'on pourrait rendre aux Montpelliérains. Lors du dernier conseil municipal, vous avez décidé d'élargir le périmètre qui concerne le stationnement payant. J'ai voté contre parce que je pense qu'il y a suffisamment de places payantes à Montpellier et qu'il faut laisser de la liberté. En plus du pouvoir d'achat, il faut redonner de la liberté aux Montpelliérains. La liberté de se garer à certains endroits, non pas en stationnant très régulièrement et longtemps, mais quelques minutes gratuitement sans avoir à se connecter ou à payer. On peut effectivement avoir trente minutes gratuites avec la carte Oxygène, mais il faut quand même placer sa carte dans l'horodateur et ce n'est pas forcément simple. Le fait de pouvoir stationner librement quelques minutes sans gêner et sans prendre une amende serait essentiel. Il n'y a pas suffisamment de places comme cela dans la première couronne montpelliéraine. Il n'y en a plus dans le centre-ville et très peu dans la première couronne. C'est dommage car cela nous fait perdre de la liberté.

Pouvez-vous nous garantir que cette extension est la dernière d'ici la fin de votre mandat ou avez-vous l'intention d'élargir encore ce périmètre payant pour les Montpelliérains et les gens de l'extérieur ?

Monsieur le Maire : Merci Madame BRISSAUD. Sur l'extension du périmètre, il faut bien comprendre que la ville de Montpellier a de très nombreux quartiers en ZAC en cours de construction et qu'il faut absolument gérer le stationnement sur ces quartiers. Par exemple, le

quartier Port Marianne n'a pas de stationnement payant, ou très peu. On a augmenté un certain nombre de voies qui vont être utilisées par les programmes immobiliers en construction. Il est donc nécessaire de gérer le stationnement.

Madame BRISSAUD : Le paiement n'est pas la seule façon de gérer le stationnement.

Monsieur le Maire : Oui, mais on ne peut pas laisser s'organiser sur l'espace public le *why*. Ce n'est pas possible.

Mademoiselle LLEDO, j'entends bien que si vous comparez l'espace public de Montpellier et celui de la Grande-Motte, il y a beaucoup à dire dans tous les sens. J'ai compris que vous étiez d'accord avec Madame BRISSAUD. La parole est à Monsieur VIGNAL.

Monsieur VIGNAL : Merci Monsieur le Maire. Mes chers collègues, je voterai cette affaire tout simplement parce que j'ai la chance d'être président d'une association qui s'appelle « *Centre-ville en mouvement* » et qui travaille d'ailleurs sur la mobilité des parkings. On s'est rendu compte qu'il fallait que le même opérateur puisse avoir la mobilité des horodateurs et des transports pour pouvoir travailler sur le dernier kilomètre et sur des bornes qui permettent aux gens de pouvoir se garer gratuitement entre vingt et trente minutes. Aujourd'hui, le problème des centres-villes porte sur le logement, mais aussi sur l'accessibilité des parkings.

Je voterai cette délibération, Monsieur le Maire. D'ailleurs, je vous invite avec votre adjointe au commerce ou votre adjointe de quartier le jeudi 16 novembre 2017, puisque l'on reçoit 200 opérateurs et des villes sur la mobilité à l'Assemblée nationale. Ce sera l'occasion d'échanger pour voir comment faire pour décongestionner nos centres-villes.

Monsieur le Maire : Sachez, Monsieur le Président, Monsieur le Député, qu'au travers de l'association France urbaine à laquelle j'appartiens, nous avons apporté une opinion très favorable à la création de votre association. Ce n'est pas vous qui l'avez créée, mais vous avez repris la présidence qui a été créée par un membre de France urbaine. Nous avons apporté quitus et validé la démarche.

Monsieur VIGNAL : On m'a dit que vous étiez mon meilleur défenseur.

Monsieur le Maire : On vous l'a dit. Lorsque vous avez un verre qui est à moitié plein, ne regardez pas le côté à moitié vite. Il faut être positif. Madame SANTARELLI, expliquez aux élus qui viennent de s'exprimer le bon sens qui est le vôtre dans cette affaire. Expliquez aussi ce que fait la Ville de Paris pour le groupe socialiste, écologiste et progressiste. Que font Madame HIDALGO et son premier adjoint, Monsieur JULLIARD ? Je regarde ce que fait la capitale. C'est important.

Madame SANTARELLI : Cela a une importance. J'ai d'abord une question que je souhaite poser à Monsieur DELAFOSSE depuis la dernière fois.

Si vous aviez été conseiller à la Ville de Paris avec votre groupe, Monsieur DELAFOSSE, auriez-vous voté contre la délégation de service public que propose Madame HIDALGO ? Expliquez-moi pourquoi, à Paris, vous auriez voté pour puisque vous êtes du même bord politique que Madame HIDALGO, et pourquoi, à Montpellier, vous votez contre cette délégation de service public. J'aimerais avoir cette explication. C'est quelque chose qui pose problème.

D'après ce que j'ai compris, vous faites très attention au personnel. Je peux vous rassurer. Le

personnel est actuellement en discussion avec la TAM et des volontaires vont être affectés à cette mission. Ils seront volontaires pour aller travailler dans ce service. Les autres personnels resteront à la ville et pourront se concentrer sur les problèmes de propreté avec la brigade de propreté qui va être mise en place et renforcée puisqu'elle va pouvoir mettre des procès-verbaux et sanctionner des personnes qui laissent leurs dépôts, etc. Le personnel était une de nos priorités dans la délégation de service public. C'était un des critères premiers de négociation avec les différentes sociétés qui ont répondu à cet appel d'offres. La TAM a été celle qui a proposé de prendre du personnel et c'était ce que nous souhaitions faire.

Concernant le problème des horodateurs qui a l'air de vous poser un problème, vous imaginez bien que si la TAM fait 8 millions d'euros d'investissements pour ce stationnement c'est bien pour mettre du matériel performant. Ce sont des horodateurs qui sont ceux de la Ville de Barcelone avec toutes les fonctionnalités aisées de type tablette et smartphone. Le principe ne change pas.

Monsieur le Maire : On fait comme la Maire PODEMOS de Barcelone, Madame COLAU. On met les mêmes horodateurs.

Madame SANTARELLI : Il y aura donc moins d'horodateurs parce qu'ils seront plus performants. Ils seront plus petits et ils prendront moins de place sur l'espace public, mais ils couvriront des zones plus larges. C'est une question technique par fonctionnalités. Vous ferez exactement pareil qu'avant pour garer votre voiture. Il y aura un système de ticket. Il n'y a rien qui change. Par contre, tout le système informatique dans l'horodateur permet aux contrôleurs de pouvoir visualiser avec des boîtiers ce qu'il se passe au niveau de l'horodateur. Néanmoins, cela ne va rien changer pour vous garer et prendre votre ticket de stationnement. Si vous pouvez utiliser votre smartphone, il y a une fonctionnalité qui existe déjà et qui sera renforcée par d'autres moyens qui vous permettront à distance de prolonger votre temps de stationnement d'une minute au temps que vous voulez en le débitant avec votre carte bleue. Cette fonctionnalité perdure. Cela ne change rien. Actuellement, il n'y a aucune modification. Il ne faut pas inquiéter les gens à tort.

Les tarifs ne changent pas. Nous avons même baissé les tarifs pour les résidents. C'est quand même très important de le signaler. Nous avons créé des tarifs spécifiques pour toutes les professions qui nous le demandaient, notamment pour les aides à domicile, les professions médicales, paramédicales, les artisans, etc. C'est important, Monsieur DOMERGUE, parce que vous nous avez annoncé des chiffres qui sont basés sur des données de la fraude. Le but est d'offrir un service de qualité avec des tarifs qui n'ont pas été augmentés pour que les gens paient leur stationnement. S'ils paient leur stationnement, ils n'auront pas à payer d'amende.

Monsieur DOMERGUE : Et le contrôle ?

Madame SANTARELLI : Oui. Il y aura plus de contrôle. Monsieur DOMERGUE, vous n'avez pas le droit de défendre la fraude. Je ne peux pas l'entendre de votre part.

Monsieur DOMERGUE : Non. Je ne défends pas la fraude.

Madame SANTARELLI : Rien ne changera. A partir du moment où vous voulez vous garer, vous mettez des sous dans l'horodateur et vous prenez votre ticket.

Monsieur DOMERGUE : C'est ce que l'on fait maintenant.

Madame SANTARELLI : Si vous ne payez pas, vous avez un contrôle et une amende. Cela ne

changera pas. Il y aura des amendes. Le prix des amendes a même baissé. C'est important de le dire parce qu'il y a un grand nombre de grandes villes, comme Lyon, Toulouse, Paris, Bordeaux, qui ont augmenté leurs tarifs du forfait post-stationnement qui est l'ancienne amende. Nous sommes restés à 17 euros. Dans les zones vertes, l'amende passe à 10 euros. Je vous rappelle que 45 % des places de stationnement à Montpellier sont en zone verte. Vous ne pouvez pas me dire qu'on ne doit pas payer son stationnement.

Monsieur le Maire : Madame SANTARELLI, expliquez-nous aussi le fonctionnement du prix très attractif des abonnements lorsqu'on est abonné à la TAM.

Madame SANTARELLI : Oui. 30 euros par an avec un abonnement à la TAM pour les résidents de Montpellier. Cela existe actuellement. Si vous habitez dans une rue et que vous voulez payer votre stationnement, vous le paierez 30 euros si vous avez un abonnement à la TAM.

Monsieur le Maire : Y a-t-il des horodateurs dans votre rue, Monsieur DOMERGUE ?

Monsieur DOMERGUE : Non. C'est gratuit dans ma rue.

Monsieur le Maire : Cela explique tout. On va mettre partout des horodateurs. C'est normal.

Monsieur DOMERGUE : Si je comprends bien, même si la couleur et la modernité des horodateurs sont différentes, il n'y a rien qui va changer pour le Montpellierain. Ce n'est pas du tout ce que j'avais compris au départ. Je vous le dis. Aujourd'hui, vous avez l'air de dire que puisque ce sont des employés municipaux qui font le travail de contrôle et qui ne sont pas suffisamment efficaces ou nombreux il y a un manque à gagner des deux tiers de la somme que l'on peut récupérer. Vous dites que vous le donnez au privé, à la TAM, et qu'ils vont se débrouiller pour qu'il y ait plus de rentabilité du système. Ils vont intensifier les contrôles et le service sera donc exactement pareil, même si c'est un peu plus moderne. Vous serez plus contrôlés et vous allez davantage payer. C'est bien l'esprit ? Néanmoins, *in fine*, quoi que vous disiez et depuis que la voiture existe il y avait sûrement un manque à gagner pour la ville. Maintenant, la ville récupère ce manque à gagner. Que vous le vouliez ou non, cela sortira de la poche des Montpelliérains. Il vous en coûtera trois fois plus cher pour venir à Montpellier et vous garer. C'est tout. Ce n'est pas compliqué.

Monsieur le Maire : La parole est à Monsieur LEVITA.

Monsieur LEVITA : Il faudrait peut-être poser convenablement le problème. Madame SANTARELLI l'a dit abondamment la dernière fois. Le problème est de fluidifier le stationnement en centre-ville, de participer à l'attractivité de la ville et d'aider les commerçants de la ville. Ce n'est pas le problème de savoir s'il y a des horodateurs ou pas. C'est ce que nous devons résoudre. Etes-vous d'accord ? C'est un premier point. On va voir si nous y participons ou pas. Pour vous, il n'y a rien à faire pour le moment. On laisse faire le laxisme. Mes collègues de gauche battent les records dans ce domaine. Vous dites : « *On ne change rien.* » On continue à laisser les voitures ventouses. On ne contrôle pas. On va changer, cher Monsieur.

Monsieur le Maire : Ecoutez. Aujourd'hui, c'est la journée de la gentillesse. Je vous demande d'être modéré dans vos propos.

Monsieur LEVITA : Notre problème n'est pas du tout d'avoir des ressources budgétaires. C'est votre cheval de bataille. Cela fait quatre années que nos taux d'imposition n'ont pas bougé. C'est

quand même bien. Vous dites : « *Non. Ils tiennent, mais ils augmentent.* » On augmente rien du tout. Madame SANTARELLI vient de le dire. Vous avez l'air de ne pas savoir comment cela fonctionnait. Dans le système ancien, lorsque vous ne payez pas l'horodateur il y avait une amende gérée par l'Etat. C'est ce qui change. Dorénavant, l'Etat ne gèrera plus cela. D'ailleurs, il le gèrait très mal. C'est ce qu'a dit Madame HIDALGO. Elle a des chiffres que nous n'avons pas en disant qu'elle a perdu dans l'opération 400 ou 500 millions d'euros. C'est le problème de la gestion par l'Etat. Maintenant, nous allons les gérer. En fait, c'est la TAM qui va les gérer pour notre compte. Le problème est simple. On utilise l'espace public et on le paie. C'est tout. C'est simple. Lorsqu'on va chez un avocat, on paie la consultation. Cela me paraît logique. Ils ne font pas des consultations gratuites. Vous êtes médecin. Si je viens chez vous, je paie la consultation. Cela me paraît logique. Si vous utilisez l'espace public, vous le payez. C'est logique. Pour le reste, je ne sais pas ce que vous voulez raconter. Je ne comprends pas qu'on incite les citoyens à ne pas payer. C'est quand même invraisemblable.

Monsieur DUMONT : On n'incite pas les citoyens à ne pas payer.

Monsieur LEVITA : On leur demande de payer. On leur offre un service qui est l'usage de l'espace public. On paie cet usage. C'est simple. Cela se fait à l'avantage des commerçants et de tous ceux qui veulent circuler. C'est simple comme bonjour.

Monsieur DUMONT : La seule chose qui a changé est l'intensité des contrôles.

Monsieur le Maire : Ecoutez. Chacun s'est exprimé. On a déjà eu ce débat trois ou quatre fois. Je vous propose de passer au vote l'affaire 18. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 42 voix

Contre : 5 voix (Jacques DOMERGUE avec la procuration de Gérard LANNELONGUE, Christian DUMONT avec la procuration de Nancy CANAUD, Audrey LLEDO)

Abstentions : 8 voix (Anne BRISSAUD avec la procuration de Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE avec la procuration de Françoise BONNET, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE)

Ne prennent pas part au vote : 6 voix (Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA de par la procuration donnée à Max LEVITA, Abdi EL KANDOUSSI de la procuration donnée à Luc ALBERNHE, Pascal KRZYZANSKI, Patricia MIRALLES)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Messieurs Patrick VIGNAL et Rabii YOUSSEUS sortent de séance.

19. Délégation de Service Public Fourrière Automobile Ville de Montpellier Attribution

Par délibération en date du 7 novembre 2011, la ville de Montpellier avait confié l'exploitation du service public de la fourrière automobile par convention de Délégation de Service Public, pour une durée de six ans, à compter du 1^{er} janvier 2012 et ce jusqu'au 31 décembre 2017.

Afin d'assurer la continuité du service public fourrière automobile, le conseil Municipal a approuvé par délibération, en date du 20 octobre 2016, le principe de l'exploitation déléguée de la fourrière. Cette délibération a autorisé également le lancement de la procédure de mise en concurrence

conformément aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et aux dispositions de l'ordonnance du 29 janvier 2016 et du décret du 1^{er} février 2016 pour l'attribution du contrat de délégation de service public relatif à cette mission de service public.

La mission déléguée comprend essentiellement les activités suivantes :

- L'enlèvement et la mise en fourrière sur le territoire de la ville de Montpellier de tous types de véhicules (voitures particulières, motos et cyclomoteurs, poids lourds,...) en infraction aux règles de stationnement sur la voie publique conformément aux articles R325-1 et suivants du Code de la Route ;
- L'enlèvement des épaves considérées comme des encombrants ;
- Le gardiennage et la restitution des véhicules ;
- Le déplacement de véhicules en cas d'urgence, de force majeure, de manifestation prévues ou non ;
- L'encaissement des frais engagés directement auprès des usagers ;
- La remise des véhicules pour aliénation au service du Domaine
- La remise des véhicules pour destruction à une entreprise spécialisée dans les cas et conditions définis par le Code de la Route ;
- Le gardiennage des véhicules suite aux réquisitions judiciaires ;
- Un service d'enlèvement de véhicules hors d'usage pour destruction auprès des particuliers.

Le délégataire assure la gestion du service à ses risques et périls. Le délégataire se rémunère substantiellement par les recettes perçues correspondantes aux frais afférents à la mise en fourrière, directement auprès des usagers, dans le respect des tarifs maximums fixés par arrêté interministériel.

La Délégation de Service Public est consentie pour une durée de 7 ans : du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2024.

Dans le cadre du contrat, est prévue, la mise à disposition par la ville d'un site de stockage avec hangar et locaux à usage de bureaux, situé 1945 avenue de Toulouse, ainsi que d'un terrain de stockage complémentaire, situé 280 chemin de Poutingon.

Conformément aux dispositions de l'article 14,15 et 16 du décret du 1er février 2016, un avis de publicité a été publié dans les parutions suivantes :

- BOAMP le 29 décembre 2016 - annonce n° 16-181620
- JOUE le 30 décembre 2016 - annonce n°S252-464976
- Les Journaux du Midi (éditions : Gard, P.O L'Indépendant, Lozère, Hérault Midi Libre, Aude INDEP) le 30 décembre 2016 - annonce n°25982
- l'ARGUS automobile le 12 janvier 2017 n° 4500.
- Le profil acheteur de la commune

La Commission de Délégation de Service Public, réunie le 30 janvier 2017 a ouvert les plis contenant les dossiers de candidature de trois candidats.

Après examen des candidatures, il a été proposé à la commission du 23 février 2017 de retenir les trois candidats et de leur proposer de faire une offre.

Les candidats ont été avertis de la mise en ligne du dossier de consultation des entreprises leur permettant d'élaborer leur offre. La réception des plis contenant les offres était fixée au 7 juin 2017.

En date du 14 juin, la Commission de Délégation de Service Public a procédé à l'ouverture des plis,

des trois soumissionnaires.

Après étude et analyse des dossiers d'offres initiales, la commission réunie une nouvelle fois le 12 juillet a proposé dans son rapport motivé, d'entamer les négociations avec les trois candidats.

Une séance de négociation s'est déroulée le 7 septembre 2017 et en date du 12 septembre 2017 la ville a demandé aux candidats auditionnés leur offre améliorée. Les trois candidats ont remis leur nouvelle offre dans le délai imparti soit le 20 septembre 2017. La ville a informé les candidats le 5 octobre 2017 que l'offre remise constituait leur offre finale et a clôturé les négociations.

Après étude et analyse des offres finales, la proposition de la société Enlèvement et Gardiennage Service (E.G.S) s'est révélée la plus intéressante pour la ville, tant pour la version de base que pour celle avec l'option des racks de stockage (cf. le rapport d'analyse des offres figurant en annexe).

Monsieur le Maire propose donc au conseil municipal l'approbation de l'offre de base et de l'option relative à la mise en place de racks de stockage pour les véhicules dans la mesure où cette offre répond à l'ensemble des attentes de la ville.

Les principales caractéristiques du contrat sont les suivantes :

La convention est conclue pour une durée de 7 ans, avec une hypothèse d'activité annuelle basée sur 7 944 enlèvements de véhicules, 193 véhicules sous saisies judiciaires, 773 opérations préalables et 34 209 jours de gardiennage.

La redevance fixe annuelle versée par le délégataire est de 100 000 € et le niveau de la redevance variable de 15 % de l'ensemble des produits.

Le volume des investissements représente 770 000 € sur la totalité du contrat auquel s'ajoute une prévision du compte Gros Entretien et Renouvellement (GER) de 40 000 € par an.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le choix de la société Enlèvements Gardiennage Service (E.G.S) en qualité de délégataire du service public de la Fourrière automobile ;
- d'approuver les termes du contrat de délégation de service public relatif à la fourrière automobile annexé à la présente.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer le contrat de délégation avec la société Enlèvements Gardiennage Service (E.G.S) et tous les documents relatifs à cette affaire.

Madame SANTARELLI : Par délibération du 20 octobre 2016, la Ville de Montpellier a approuvé le principe de renouvellement de la gestion de la fourrière automobile dans le cadre d'une délégation de service public. Parmi toutes les missions détaillées ci-dessus, je tiens à vous préciser qu'un nouveau service sera proposé aux Montpelliérains en particulier de ce nouveau contrat. Il s'agit d'un enlèvement gratuit de véhicules hors d'usage en vue de leur destruction. Après étude et analyse des offres finales des trois candidats positionnés, la proposition de la Société Enlèvements Gardiennage Service (E.G.S) s'est révélé la plus intéressante pour la ville. Ce nouveau contrat est prévu pour une durée de sept ans en référence à la DSP Stationnement pour contribuer à la politique de mobilité au profit de la commune de Montpellier où il est souhaité une application du code de la route.

Monsieur le Maire : Merci Madame SANTARELLI. Qui demande la parole ? Monsieur BOUMAAZ et Monsieur COUR.

Monsieur BOUMAAZ : Monsieur le Maire, je vais ouvrir deux petites parenthèses assez courtes. Ensuite, je vais intervenir sur le fond et non sur la forme de l'affaire.

Sur l'affaire précédente, j'entends que je ne peux pas voter. Ensuite, pour la participation du débat, il va falloir me prouver par texte de loi ou par un règlement du fait que je ne puisse pas délibérer. Il y a une coutume ou une tradition.

Monsieur le Maire : C'était pour vous protéger.

Monsieur BOUMAAZ : Non, mais il n'y a pas de souci. Oui, pour me protéger ! Surtout venant de vous ! Il faudrait me fournir le texte de loi ou le règlement qui m'interdit de débattre.

Ensuite, ma deuxième petite parenthèse porte sur les nombreuses questions que Monsieur DOMERGUE s'est posé par rapport au fonctionnement du stationnement. Je suis surpris parce que Monsieur DOMERGUE fait partie de la commission d'appel d'offres. Il y a eu des analyses d'offres et il n'était pas présent. Il avait juste à être présent à la commission d'appel d'offres pour comprendre le fonctionnement. Vous avez quand même pris un siège.

Monsieur le Maire : Si vous continuez à vous allumer entre vous, on ne peut pas faire de la politique comme cela.

Monsieur BOUMAAZ : Non, parce que c'est de la démagogie politique.

Monsieur le Maire : Ce n'est pas acceptable. Ce n'est pas démocratique.

Monsieur BOUMAAZ : Monsieur le Maire, je vais revenir sur le fond des délégations de service public. Je ne suis pas un technicien. Je fais de la politique à l'écoute des Montpelliérains. Je m'explique.

Monsieur le Maire : C'est déjà bien.

Monsieur BOUMAAZ : Aujourd'hui, vous nous demandez de voter la mise en place de plusieurs délégations de service public. En fait, pour que les Montpelliérains comprennent, vous allez confier l'exploitation de nos services publics à une entreprise privée qui est donc régie par la législation de ce fameux code du travail. Nous verrons bien ce qu'il restera de ce code du travail après l'ouragan Macron. Cette délégation de service public, Monsieur le Maire, pour vous débarrasser de nos services, n'est qu'un usage coutumier depuis de nombreuses années au sein de notre commune dite de gauche. C'est la preuve que Montpellier est la seule commune de droite, de par son passé et aujourd'hui de par votre politique, avec une étiquette dite de gauche sur notre territoire.

Revenons sur le fond de cette affaire, Monsieur le Maire. Nous pouvons traduire de plusieurs façons ces délégations de service public que vous nous proposez. Il y a ce côté économique de rendement. C'est un terme qui me fait bien peur. Tout cela pour renflouer les caisses de la ville, même si à ce sujet je reste très perplexe car je pense et j'ai l'intime conviction que les agents de la ville accomplissent leurs missions avec professionnalisme et équité. Il y a aussi ce côté relations humaines. J'ai aussi l'intime conviction, Monsieur le Maire, que la mise en place de ces délégations de service public est la preuve de l'échec du dialogue social avec votre propre personnel.

Ce processus s'est accéléré depuis votre arrivée au pouvoir. Il est surtout l'échec de votre position politique amère dit de gauche, celle de Jaurès et non de Solferino, jadis candidat anti-système.

Monsieur le Maire : Ne parlez pas de Solferino. C'est vendu.

Monsieur BOUMAAZ : Croyez-moi, Monsieur le Maire. C'était votre argumentation lorsque vous étiez un candidat anti-système. « *Je suis la gauche de Jaurès et non de celle de Solferino.* »

Monsieur le Maire : Monsieur BOUMAAZ, vous qui êtes perspicace, je vous informe que toutes les délégations de service ont obtenu un avis favorable en comité technique avec les syndicats.

Monsieur BOUMAAZ : C'est bizarre parce que le comité technique a lieu le 17 novembre prochain. Cela n'a pas été encore validé par les organisations syndicales. C'est une boulette que vous venez de dire, Monsieur le Maire. A mon avis, vous n'êtes pas informé.

Ce processus s'est accéléré depuis que vous êtes arrivé au pouvoir. Il est surtout l'échec de votre position politique amère dit de gauche, celle de Jaurès et non de Solferino, jadis candidat anti-système.

Croyez-moi, Monsieur le Maire, cette supercherie a assez duré. 2020, c'est demain. De nombreux Montpelliérains et métropolitains vous attendent au tournant. Nous l'avons déjà tous constaté lors des dernières élections législatives où la véritable gauche reprend du poil de la bête grâce à votre bilan à mi-mandat qui n'est que le reflet de votre position politique.

Ce sera tout, Monsieur le Maire. Sinon, vivement 2020.

Monsieur le Maire : C'est intéressant. Merci Monsieur BOUMAAZ de votre intervention.

Monsieur BOUMAAZ : Monsieur le Maire, c'est l'échec du dialogue social. Vous le savez très bien. C'est votre échec politique.

Monsieur le Maire : Monsieur COUR, relevez le niveau s'il vous plaît.

Monsieur COUR : J'avais juste deux questions. Concernant les véhicules de fourrière dans cette délégation de service public, je voulais savoir combien nous en avons qui travaillent en même temps 24 heures sur 24, hors les urgences. Quelle est la quantité de véhicules qui travaillent au même moment ?

Madame SANTARELLI : C'est écrit dans la délibération, Monsieur COUR.

Monsieur le Maire : Quelle est votre deuxième question ? Car vous avez déjà la réponse à votre première question dans le texte de la délibération.

Monsieur COUR : A quoi ressemble un horodateur factice ?

Monsieur le Maire : A un horodateur. Sinon on aurait vu qu'il était factice.

Monsieur COUR : Evidemment. Ce n'est pas possible que tout le monde soit intéressé par un horodateur qui ne fonctionne pas.

Monsieur le Maire : Merci. Je donne la parole à Madame SANTARELLI avant de passer au vote.

Madame SANTARELLI : A la fourrière, il y a huit véhicules qui tournent : cinq camions pour tracter ; un camion plateau et un fourgon pour les deux roues, plus deux camions pour les gros tonnages. Cela fait huit camions. Lorsqu'il y en a un qui est en panne ou indisponible, il doit y avoir une sous-traitance avec un service qui doit le remplacer ou une location qui permet de remplacer tout véhicule.

Monsieur le Maire : Combien consomment ces camions au kilomètre, Madame SANTARELLI ?

Madame SANTARELLI : Dans la nouvelle fourrière, nous allons avoir un camion qui consomme du gaz naturel pour être écologique.

Monsieur le Maire : Merci pour votre réponse. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 57 voix

Contre : 2 voix (Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO)

Abstention : 0

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

20. Délégation de Service Public Fourrière Automobile Avenant n°6 Modification des tarifs 2017

Par délibération du 07 novembre 2011, le Conseil municipal a approuvé le choix du délégataire pour la gestion du service public de la fourrière automobile. La Ville de Montpellier a confié à EFFIA Stationnement l'exploitation du service par convention de Délégation de Service Public pour une durée de six ans à compter du 1er janvier 2012.

La convention de délégation précise dans son article 46 que les tarifs de fourrière sont fixés sur la base de l'arrêté interministériel du 2 avril 2010 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

En cas de nouvel arrêté interministériel, il est prévu que les tarifs seront modifiés en conséquence.

Par délibération en date du 29 mai 2012, un avenant n°1 a été passé afin d'actualiser les tarifs fourrière suite à la publication au journal officiel de l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

Par délibération en date du 22 juillet 2013, un avenant n°2 a été passé afin d'actualiser les tarifs fourrière suite à la publication au journal officiel de l'arrêté du 21 mai 2013 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

Par délibération en date du 02 octobre 2014, un avenant n°3 a été passé afin d'actualiser les tarifs fourrière suite à la publication au journal officiel de l'arrêté du 26 juin 2014 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

Par délibération en date du 29 septembre 2015, un avenant n°4 a été passé afin d'actualiser les tarifs fourrière suite à la publication au journal officiel de l'arrêté du 10 juillet 2015 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

Par délibération en date du 17 décembre 2015, le Conseil municipal a autorisé la cession du contrat de délégation de service public à la société ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES (E.G.S), filiale du groupe EFFIA Stationnement, par la signature de l'avenant n°5 notifié le 18

février 2016. Les clauses et conditions du contrat demeurent applicables dans la mesure où elles n'ont pas été modifiées.

La présente délibération a pour objet la passation d'un avenant n° 6 suite à la publication au journal officiel de l'arrêté du 10 août 2017 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles afin d'actualiser les tarifs fourrière 2017.

La revalorisation des tarifs réglementés, proposé par cet arrêté, concernent les frais d'enlèvement et de garde journalière pour les voitures particulières :

- Frais d'enlèvement : ancien tarif 116,81 Euros / nouveau tarif 117,50 Euros
- Frais de garde journalière : ancien tarif 6,19 Euros / nouveau tarif 6,23 Euros

Les nouveaux tarifs seront applicables à compter de la notification de l'avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de l'avenant n°6 à la convention de délégation de service public pour l'exploitation de la fourrière automobile, tel qu'annexé à la présente délibération,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe déléguée à signer cet avenant ainsi que tous les documents se rapportant à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui veut des explications auprès de Madame SANTARELLI ? Personne. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO)

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

21. Participation de la Ville de Montpellier au financement de la Mission Prévention Spécialisée Année 2017

Le législateur a confié au Département des compétences importantes en matière de prévention et de protection de l'enfance.

Ainsi, l'article L121-2 du Code de l'action sociale et des familles prévoit que *"dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale, le Département participe aux actions visant à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles qui peuvent prendre une ou plusieurs des formes suivantes : ...des actions dites de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu..."*.

Selon l'article 221-1... *"Le service de l'aide sociale à l'enfance est un service non personnalisé chargé des missions suivantes : organiser dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale des actions collectives visant à prévenir la marginalisation et faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles, notamment celles visées au 2° de l'article L121-2"*.

Pour la mise en œuvre de cette mission, le Département de l'Hérault a choisi de s'appuyer sur le secteur associatif. En effet, la spécificité de cette mission requiert réactivité et souplesse, qualités dont dispose la structure associative, bien adaptée pour répondre à ces exigences. L'exercice de cette mission a donc été confié à l'association APS 34 par le Conseil Départemental, en conformité avec les statuts de l'association dont le but est la mise en place et la gestion des actions de prévention spécialisée.

Les communes, par leur connaissance des quartiers et des structures existantes, par les liens de partenariat qu'elles entretiennent avec le réseau associatif et professionnel, par leurs contacts directs avec les populations, sont au plan local des partenaires indispensables pour assurer l'efficacité des actions de prévention collective. En outre, les difficultés des jeunes et des familles constituent une préoccupation majeure des collectivités qui souhaitent renforcer la complémentarité de leurs politiques en faveur des jeunes, notamment en matière de prévention spécialisée.

Dans ce contexte, la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault, par délibération en date du 23 novembre 2009, ont signé, une convention organisant le copilotage et de co-financement pour la mission de prévention spécialisée. En outre, cette convention définit les modalités de mise en œuvre de la mission ainsi que la coopération entre les deux collectivités.

Pour mener à bien les actions de prévention spécialisée, la Ville de Montpellier s'est engagée à participer financièrement à hauteur de 30% de la rémunération des postes d'éducateurs de l'association de prévention spécialisée 34 qui intervient sur la commune. Le Département de l'Hérault assure de par sa compétence le lien avec APS 34 et fournit à la ville les états de dépenses pour le versement de cette participation annuelle.

Pour l'année 2017, la subvention de la ville s'élève à 225 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser, le versement auprès du Département de l'Hérault de la subvention correspondant à 30% du coût annuel de la rémunération des postes d'éducateurs APS 34 ;
- De prélever cette dépense sur les crédits inscrits au BP 2017 - Chapitre 925 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe déléguée à la Sécurité, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications particulières auprès de Madame SANTARELLI ? Personne. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

**22. Convention organisation activités Sécurité Routière 2017 - 2018
Interventions Police Municipale / Ecoles maternelles ou élémentaires
de la Ville de Montpellier**

Monsieur le Maire dispose d'un champ de compétence en matière de sécurité routière, par la mise en place d'actions de prévention et d'éducation routière à destination de l'ensemble des citoyens et notamment en direction des plus jeunes.

Dans ce contexte, la Police Municipale de Montpellier conduit des actions en direction du public scolarisé au sein des écoles élémentaires de la Ville.

Ces formations sont dispensées, de septembre à juin, en lien avec chaque équipe enseignante volontaire à partir de présentations pédagogiques et sont confirmées par l'obtention pour chaque élève d'un passeport piéton.

En outre, une formation spécifique «vélo » est réservée aux classes de CM2.

Ainsi, une convention est établie pour la période scolaire 2017/2018 entre la Ville et les Services Départementaux de l'Education Nationale de l'Hérault afin d'autoriser ces activités de préventions en matière de sécurité routière impliquant des intervenants extérieurs aux écoles.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser le Maire ou à défaut, l'Adjointe Déléguée à la Sécurité, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande à Madame SANTARELLI des explications particulières sur cette affaire ? Personne. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

23. Mise à disposition de salles à titre gratuit des Maisons pour tous

Les Maisons pour Tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil Municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2017/2018, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 64 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 18610 €.

Les associations concernées sont :

MPT CHAMSON : Aparsa : 245€, Association tutélaire de gestion : 245€, Autre théâtre : 300€, Comité de quartier Rocambole Ouest : 220€, Creham : 245€, Enfance famille d'adoption : 220€, Raiponce : 245€, Pour une éducation à la joie : 110€, Aziyade : 220€, Aïkido Kaizen Montpellier : 140€, Fass karaté shotokan : 270€, Porto libre : 220€, Crazy rebels : 165€, Institut de relations culturelles Franco – Russes : 165€

MPT CHOPIN : Association tutélaire de gestion : 140€, Douzart : 350€, REV : 245€

MPT CAILLENS : Les petits débrouillards : 110€

MPT CURIE : Cap Kdanse : 300€, Association tutélaire de gestion : 165€, Compagnie Vistemboirs : 350€

MPT CAMUS : Oudlers : 300€, RC Lemasson : 455€, Montpellier Ecole Aïkido Traditionnel : 165€, Association de culture physique fondamentale : 270€

MPT VICTOR : Ansa : 140€, Cock a Doodle Doo : 245€, Furens Nuba : 165€, Avec : 2055€, Steel : 245€

MPT LAGRANGE : CMMP Foucault Adages : 165€, Jazz pirateurs : 245€, Association forme sports et loisirs : 190€, Ansa : 430€, Eurogrece : 245€

MPT MERCOURI : Apaj : 300€, A tout théâtre : 270€, Alisé : 455€, Camap : 220€, Papot croix : 350€, Eurogrece : 455€, Pyramide : 270€, Montp'libre : 245€, Crier : 300€, L'avitarelle : 220€, Association de soi : 190€, Je pars a zart : 245€, Kinissi 2 : 165€, Notag street culture : 220€, Let's dance : 220€, Porto libre : 165€, Flamenco puro : 165€, Cid international : 245€

MPT ESCOUTAIRE : A domicile Hérault : 300€, Association des paralysés de France : 110€, Bge Montpellier : 245€, Centre culturel esperanto de Montpellier : 350€, Cité citoyenne : 300€, Les compagnons bâtisseurs : 245€, Féminateliars rose et miel de fleur : 245€, Jasmin d'Orient : 455€,

Les p'tits loups de Saint Martin : 455€, 3MTKD : 430€, Montpellier Club Handisport : 245€, Patch à tout cœur : 300€, Somis : 245€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 20 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 7810€

Les associations concernées sont :

MPT CHOPIN : Agem : 55€

MPT CHAMSON : Comité de quartier Rocambale Ouest : 165€

MPT DUBOUT : Association Culturelle des maliens de Montpellier : 110€

MPT VIAN : Comité de quartier Les Aigures la Rauze : 220€

MPT CURIE : Comité de quartier : 165€

MPT CAMUS : Oudlers : 220€, Hissenji : 110€, Comité de quartier Croix d'Argent Sabines : 220€, Association de culture physique fondamentale : 55€

MPT VILLON : BGE Montpellier : 110€

MPT ESCOUTAIRE : Acam : 220€, BGE Montpellier : 220€, Damier Club Montpellierain : 440€, Jasmin d'Orient : 330€

MPT LAGRANGE : Six sens 660€, Attitude 1320€, Flamenco puro 1760€, Gospel Good News 34 : 440€, Axents : 220€, Francas de l'Hérault : 550€, Asmoune : 220€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications sur cette affaire à Monsieur CASTRE ? La parole est à Mademoiselle LLEDO.

Mademoiselle LLEDO : Merci Monsieur le Maire. J'ai deux observations sur cette affaire. Tout d'abord, j'ai fait des recherches et je n'ai rien trouvé sur « *Porto libre* ». Cela m'embête un peu de ne pas savoir à quoi cette association sert et ce qu'elle fait. Cela m'intéresse.

Ensuite, j'aimerais juste vous signaler une faute d'orthographe pour une association où vous avez oublié un « o ». Cela s'appelle « *Furens Nouba* » et non « *Furens Nuba* ». Merci.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup.

Monsieur CASTRE : Oui. C'est une faute de frappe.

Monsieur le Maire : Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstentions : 2 voix (Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Madame Samira SALOMON rentre en séance (avec la procuration de Fabien ABERT).

Messieurs Patrick VIGNAL et Rabii YOUSSEF entrent en séance.

Madame Michèle DRAY-FITOUSSI et Monsieur Mustapha MAJDOUL sortent de séance.

24. Réalisation d'un groupe scolaire dans le quartier de la Restanque

Afin de répondre à la pression démographique très forte que connaît la Ville de Montpellier, la réalisation de 11 nouvelles écoles, à construire ou reconstruire d'ici à 2025, est programmée par la collectivité.

Dans ce contexte, la construction d'un groupe scolaire dans le nouveau quartier de la Restanque est souhaitée pour la rentrée 2021.

Partie intégrante du quartier Près d'Arènes, le quartier de la Restanque, créé sous forme d'une zone d'aménagement concertée (ZAC), est un secteur à fort enjeu pour la Ville de Montpellier. Ce quartier, en début d'urbanisation, engage la transformation de la zone industrielle des Prés d'Arènes, par une opération de renouvellement urbain intégrant des logements (collectifs, maisons de ville ...), de locaux d'activités (bureaux et commerces), et d'équipements de proximité, en particulier dans le domaine de l'éducation.

Le programme général de cette opération comprend :

- 10 classes élémentaires, auxquelles seront rajoutés les locaux annexes indispensables (bureaux, salle multimédia, salle d'activité)
- 5 classes maternelles, ainsi que tous les locaux annexes (bureaux, dortoirs, salle de psychomotricité, salle multimédia)
- l'espace périscolaire : accueil de loisirs, restaurant scolaire et offices de restauration
- les espaces extérieurs.

Soit une superficie totale d'environ 3 400 m².

Le coût global de l'opération est estimé à 11 millions d'euros TTC.

Pour la réalisation de cette opération, la maîtrise d'œuvre sera confiée à une équipe désignée par le

biais d'un concours restreint d'architecture parmi 5 candidats retenus conformément aux articles 88 à 90 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Il convient de constituer un jury en application de l'article 89 dudit décret. Il sera composé des membres de la commission d'appels d'offres et de personnes qualifiées (architectes ou maître d'œuvre) représentants au moins un tiers des membres du jury.

Il est proposé d'attribuer une prime forfaitaire de 28 000 € HT aux candidats admis à concourir.

La conduite de cette opération est confiée à la Direction Architecture et Immobilier de la Ville de Montpellier.

Enfin, afin de réaliser ces travaux, il conviendra d'une part de déposer les autorisations d'urbanisme, et d'autre part de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de réaliser l'opération et d'approuver le programme général décrit ci-dessus,
- De lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération, et notamment un concours restreint d'architecture conformément aux articles 88 à 90 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- De décider que les cinq candidats admis à concourir après sélection recevront une prime maximale d'un montant de 28 000 € H.T. par équipe,
- De passer, avec le lauréat du concours, un marché public pour une mission complète de maîtrise d'œuvre,
- D'autoriser, si nécessaire, la prise en charge par la commune d'indemnités pour le temps passé et les frais engagés par les personnes qualifiées invitées à participer aux réunions du jury,
- De solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation de ce projet,
- De dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la Ville de Montpellier,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme afférentes.

Monsieur le Maire : Madame MARSALA, allez-y et ne nous épargnez aucun détail parce que notre politique en matière de construction et de réhabilitation des écoles est exemplaire.

Madame MARSALA : Certainement, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Oui, mais dites-le. Je veux l'entendre de votre bouche.

Madame MARSALA : Je vais le dire et le redire.

Monsieur le Maire : Dites aussi comment c'était avant. Je veux tout savoir. Je suis le béotien de l'affaire. Expliquez-moi. Je demande à être convaincu.

Madame MARSALA : J'en prends le chemin avec grand plaisir. Je voudrais déjà vous parler rien que de la Restanque. Cette école est attendue depuis très longtemps. C'est une école qui se trouve près du quartier Prés d'Arènes. A l'heure actuelle, les enfants vont à l'école Diderot qui est de l'autre côté de la voie rapide après le rond-point de Prés d'Arènes ou à l'école Ronsard qui est

derrière l'avenue de Villeneuve d'Angoulême. C'est un trajet très long et très dangereux. C'est un quartier qui est en train de se peupler. C'est un quartier qui le mérite largement et qui réclame depuis plus de dix ans d'avoir une construction scolaire. C'est pourquoi, nous le faisons.

Comme je le dis à chaque fois, nous accueillons à peu près 400 à 500 nouveaux élèves chaque année dans les écoles de la ville. Nous avons inauguré l'école Malraux en 2015. C'était la seule école prévue par la mandature précédente. J'ai cherché si d'autres projets étaient en cours. Il n'y en avait pas. Je suis même remontée sur le programme du parti socialiste 2014. Il n'y a rien. Il faut savoir quand même qu'il faut quatre ans pour construire une école : du moment où on la décide au moment où on l'ouvre. Ce manque de prévoyance m'est incompréhensible. Je n'ai pas d'explication. Il n'y a eu aucune anticipation sur les écoles de la ville.

400 à 500 enfants représentent une école qu'il faut ouvrir chaque année. En sachant tout cela, nous avons décidé de mettre en place un programme de construction de onze nouveaux établissements scolaires d'ici 2024. Je vous ai déjà parlé de l'ouverture en 2018 d'Ovalie avec l'école Germaine Richier de quinze classes. En 2019, nous aurons l'école Benoîte Groult qui ouvrira au quartier Malbosc avec quinze classes. Nous aurons aussi à l'EAI l'école que nous souhaitons appeler Jeanne Moreau. Pour l'instant, le nom est encore en demande. Il y aura vingt classes, y compris les cinq classes de La Calandrette que nous désirons reloger et qui sont actuellement dans des conditions de vétusté inacceptables pour des petits Montpelliérains. En 2019, nous aurons également l'extension de l'école Celleneuve qui permettra de remettre l'école à jour avec trois nouvelles classes.

Monsieur le Maire : Nous avons acquis une maison qui va nous permettre d'étendre l'école. C'est demandé par les habitants du quartier Celleneuve depuis des lustres. Ce n'est pas la faute de quelqu'un. Il faut être honnête. C'est parce que les opportunités foncières n'étaient pas présentes à l'époque. Nous avons eu une opportunité et nous ne l'avons pas laissée s'échapper. C'est déjà bien. Parfois, on laisse échapper les choses. Au début, on a des bonnes intentions, mais on les laisse s'échapper. Vous voyez ce que je veux dire Madame HART ?

Madame MARSALA : Oui. On avait un gros problème. Cette école prévue pour six classes en contenait déjà neuf. Cela veut dire que les enfants ne bénéficiaient plus des salles d'usage : de la bibliothèque, d'une salle de repos, etc. Cela va nous permettre de travailler sur le bâtiment plus ancien en remettant tout à jour et d'avoir une nouvelle école en annexe. Effectivement, nous avons eu de la chance que ce terrain se libère. Je remercie tout particulièrement Madame JANNIN qui a été très réactive à l'époque pour pouvoir regarder ce terrain et voir que la ville pouvait l'acquérir. Nous l'avons fait très vite.

Monsieur le Maire : Ce n'est pas de la chance. C'est le travail.

Madame MARSALA : Certainement. En 2020, au quartier Rive Gauche / Port Marianne, c'est la quatrième école qui ouvrira avec quinze classes. Toujours en 2020 à Prés d'Arènes, c'est l'école dans le quartier de la Restanque, celle dont je vous parle aujourd'hui. Puis, il y aura une école qui sera à cheval entre Mosson et Pierres vives. Cela nous permettra de bien travailler sur ce quartier et de créer cette fameuse mixité dont tout le monde me parle. Si elle n'est pas créée en amont, ce n'est pas une fois qu'une école tourne qu'un quartier est fixé et que l'on peut travailler la mixité sur les écoles. Nous y pensons et nous y travaillons en amont. En 2021, il faudra travailler aussi sur Boutonnet où nous avons une école prévue autour de huit classes. Ensuite, il y aura quatre autres établissements d'ici 2025.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Madame MARSALA pour cet exposé très complet. Monsieur

RIVAS, vous pouvez peut-être nous donner le montant des investissements pour les travaux dans les écoles de la ville.

Monsieur RIVAS : Monsieur le Maire, mes chers collègues, il y a eu 9 900 000 euros dépensés dans les travaux des écoles. Nous avons eu 78 chantiers durant l'été. Ce sont les chiffres exacts pour l'année 2017.

Monsieur le Maire : Merci de vous en occuper avec Madame MARSALA comme la prunelle de vos yeux.

Monsieur le Maire : Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

*Madame Michèle DRAY-FITOUSSI entre en séance.
Monsieur Thibault RASSAT sort de séance.*

25. Conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre d'attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2017 - 2018

La Ville de Montpellier contribue au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire par un partenariat fort avec les associations. C'est aussi en collaboration avec ces associations que la Ville développe sa politique de réussite éducative et d'insertion dans la vie active.

La Ville de Montpellier attribue par an à 270 associations, plus de 80 000 heures de créneaux à titre gratuit, afin qu'elles puissent mener leurs activités et entraînements.

L'offre sportive montpelliéraine est extrêmement riche car diversifiée quant aux publics, aux âges, aux disciplines.

Les critères d'attribution prennent en compte le caractère local, sportif et non lucratif de l'association, l'aspect social des pratiques, la diversification et le développement des disciplines, la participation à des événements locaux, les publics ciblés et le développement du sport comme outil de prévention.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier met en place une convention pour l'attribution des créneaux annuels qui permet de contractualiser et formaliser un fonctionnement et d'afficher la contrepartie financière réelle que constitue l'attribution de créneaux. Le montant global de la subvention en nature offerte aux associations représente la somme de 4 046 377,56 €.

En effet, ces autorisations d'occupation du domaine public constituent des subventions en nature. Les montants ainsi valorisés (nombres d'heures utilisées x tarif horaire) sont calculés en vertu de la Délibération du Conseil Municipal en date du 15 Décembre 2016 fixant les tarifs pour 2017 applicables au domaine public occupé.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte de l'occupation du domaine public à titre gratuit, eu égard à l'intérêt que représente la pratique sportive des associations dont la liste est annexée à la présente délibération ;
- d'approuver les subventions en nature valorisables aux montants indiqués sur cette même liste soit 4 046 377,56 €;
- de dire que ces montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans les comptes administratifs de la Ville et des associations ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer les conventions afférentes.

Monsieur le Maire : Qui veut la parole ? Monsieur BOUMAAZ.

Monsieur BOUMAAZ : Cela va être très rapide. Je vais juste vous donner des explications par rapport à mon vote. Je vais m'abstenir, Monsieur le Maire, sur l'attribution des créneaux annuels sur la saison 2017-2018. C'est simplement pour des raisons d'insalubrité et de sécurité. Pour exemple, je vous invite à aller voir le stade Gilles Fayard sur le quartier Croix d'Argent. En termes d'insalubrité, il faut vraiment aller y faire un tour. Il y a quand même des gamins qui jouent. Ensuite, on a des branchements électriques sur le terrain de Grammont qui deviennent très dangereux. Le club ASPTT s'en plaint. Il faudra aller jeter y un coup d'œil.

Monsieur le Maire : La parole est à Monsieur DUMONT.

Monsieur DUMONT : A ce sujet, vous avez parlé tout à l'heure des délégations. J'ai une question concernant les sports. Qui est en charge de la délégation des sports ?

Monsieur le Maire : Vous le saurez avant Noël.

Monsieur DUMONT : C'est laissé en jachère comme les deux pelouses des stades de football et de rugby qui font rire l'hexagone et la France entière. A Montpellier, on a une mauvaise pelouse parce que l'on n'a pas d'adjoint au sport. A moins que ce soit vous l'adjoint au sport, vous qui voulez toutes les délégations. Avec la délégation d'urbanisme et du sport, on voit votre compétence au niveau des pelouses.

Monsieur le Maire : Monsieur DUMONT, quand on est bon, on est bon sur tous les terrains. Lorsque j'entends des équipes qui m'expliquent qu'elles ont perdu à cause de la pelouse. Cela me fait rire doucement parce qu'il y a toujours quelque chose. Il fait chaud ou il fait froid ou il y a du vent. J'ai été sportif et j'ai fait du sport pendant toute ma vie. On ne va pas dire que c'est à cause de la pluie, de la neige ou du vent. Le vent, la neige et la pluie sont aussi pour l'autre équipe.

Monsieur DUMONT : Monsieur le Maire, on a fait match nul contre le PSG grâce à la pelouse.

Monsieur le Maire : Non, mais il y avait des champignons. On a pensé que ça leur ferait plaisir d'avoir des champignons de Paris. On a fait 0/0. C'est un excellent résultat pour notre équipe. Que voulez-vous que je vous dise ? Je ne sais plus qui a dit qu'il n'avait pas joué sur un terrain comme celui-là depuis l'âge de quinze ans au Brésil. C'est Thiago Silva.

Monsieur DUMONT : Je crois qu'il n'était pas là.

Monsieur le Maire : Oui, c'est vrai. Il ne jouait pas. Lorsque je jouais au tennis, c'était toujours la faute du filet, de l'arbitre ou des balles qui tombaient d'un côté et de l'autre.

Monsieur DUMONT : En tout cas, on n'a pas d'adjoint au sport à Montpellier.

Monsieur le Maire : Un jour. Je vous ai dit que vous le saurez avant Noël. Vous avez déjà occupé le poste ? Vous êtes aussi dans l'hologramme. Je voulais juste vous dire que je n'ai pas vocation à stocker les délégations. J'attends qu'un certain nombre de choses soit réglé. Ensuite, je nommerai des adjoints. J'ai d'ailleurs trois postes d'adjoints à nommer pour porter le total à 25 adjoints. Pour l'urbanisme, c'est Madame MARION. Quant à Monsieur YOUSSEF, il est adjoint au centre-ville. Puis, Monsieur BARRAL s'occupe du patrimoine.

Pour le moment, je n'ai fait que ces modifications mineures, mais je vais arriver à des modifications un peu plus importantes et je les ferai avant Noël. C'est une bonne période avant Noël. Peut-être le 2 décembre, le jour d'Austerlitz. On verra, mais je n'ai pas vocation à garder les délégations. Croyez-moi parce que c'est beaucoup de travail.

Je mets donc cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstentions : 2 voix (Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

26. Activités de Gymnastique et de Randonnée

Convention de service

Ville de Montpellier - Centre Communal d'Action Sociale

La Ville de Montpellier a toujours manifesté son intérêt pour le bien-être des seniors et le maintien de leur autonomie, en lien avec le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.), dans le cadre de son action générale de développement social sur la Ville.

L'importance des activités de gymnastique et de randonnée pour cette population n'est plus à démontrer. Elles permettent de réduire certains risques par la mise en place de programmes prévention-santé, prévention des chutes, d'entretien corporel, ou dans le maintien du lien social. Des animations et activités sont proposées aux personnes âgées, retraitées, âgées d'au moins 62 ans ou en possession d'une carte d'invalidité (80 % au moins), résidant sur Montpellier, munie de la carte Age d'or délivrée gratuitement par le C.C.A.S.

Dans le cadre des activités de gymnastique et de randonnée, le C.C.A.S. ne possédant ni le personnel compétent, ni les structures en nombre suffisant et adaptées à cette pratique, la Ville peut apporter les concours et moyens nécessaires au fonctionnement de cette pratique sportive. Ainsi, la Ville peut mettre à disposition du C.C.A.S. les moyens humains et les installations pour assurer les prestations définies, une convention fixant les modalités et contributions de chaque entité.

Toutefois, la contribution de la Ville à titre gratuit, eu égard à l'intérêt général du projet mis en œuvre, est assimilable à une subvention en nature valorisable à un montant de 57 000 € (salaires, mises à disposition de salles et matériels pédagogiques).

Le montant de cette subvention en nature sera porté aux comptes administratifs de la Ville et du C.C.A.S.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention fixant les modalités d'intervention de la Ville et du Centre Communal d'Action Sociale pour la saison sportive 2017-2018;
- d'autoriser la mise à disposition à titre gratuit des moyens humains et techniques de la Ville pour les activités de gymnastique et de randonnée eu égard à l'intérêt général qu'elles représentent ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 57 000 € ;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subvention dans les comptes administratifs de la Ville et du C.C.A.S. ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Personne. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité

**27. Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes
Délégation de gestion du Département à la Ville de Montpellier
Convention 17/C0159**

Le Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes (FDAJ) a pour but de venir en aide aux jeunes en difficulté, âgés de dix-huit à vingt-cinq ans, en leur attribuant des aides destinées à favoriser leur insertion sociale et professionnelle et, le cas échéant, leur apporter des secours temporaires de nature à faire face à des besoins urgents. En 2016, plus de 1 100 demandes d'aide ont été traitées et près 900 jeunes montpelliérains soutenus dans leurs démarches. Par ailleurs des actions collectives ont été déployées sur le territoire en partenariat avec 5 structures associatives (ISSUE-CHORUS, l'Institut de Victimologie/ML3M, l'Amicale du Nid, le Passe-Muraille, DEFI).

Le Conseil municipal a approuvé par délibération du 24 avril 2008, la délégation par le Conseil Général de l'Hérault à la Ville de Montpellier de la gestion du Fonds Départemental d'aides aux Jeunes. Pour permettre une gestion plus cohérente de ce fond, la Ville en a transféré la gestion au CCAS par convention votée au Conseil Municipal du 24 avril 2008 renouvelable par tacite reconduction.

Dans ce cadre, l'organisation financière du FDAJ sur la ville de Montpellier se décline de la manière suivante :

- le montant de la dotation prévue par le Département au fonds délégué pour 2017 est de 198 000€.
- Cette délégation est réalisée moyennant le remboursement des frais de gestion fixés au titre de l'année N à 4 % des dépenses versées en aides de l'année N-1, sur la part dépensée de l'enveloppe versée par le Département soit au maximum 7920€.

- la participation de la Ville pour 2017 comprend 97 000 € au titre des aides (individuelles et collectives) et 30 000 € correspondant au salaire brut chargé d'un agent de catégorie C assurant le secrétariat, le suivi des commissions d'attribution et l'exécution des décisions au sein de la Direction Accueil et Insertion du CCAS.

Cette participation de la Ville est intégrée à la subvention accordée au Centre Communal d'Action Sociale par la Ville de Montpellier au titre de son budget 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention 17/C0159 ;
- d'approuver le transfert de la participation du département au Centre Communal d'Action Sociale, augmentée des frais de gestion prévus dans la convention qui lie la Ville au Département ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui veut des explications auprès de Madame YAGUE, adjointe et vice-présidente ? Personne. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Messieurs Thibault RASSAT et Mustapha MAJDOUL entrent en séance.

Mesdames Isabelle MARSALA, Chantal LEVY-RAMEAU, Valérie BARTHAS-ORSAL et Maud BODKIN sortent de séance.

28. Crèche Henri SALVADOR

Convention de délégation de service public Ville / Les Petits Chaperons Rouges Dénomination de la crèche

Par délibération du 7 novembre 2011, le Conseil Municipal a lancé le projet de la création d'une nouvelle crèche située dans le quartier des Arceaux au 6 rue Boussinesq. Cette nouvelle crèche offrira 89 places d'accueil collectif et 12 places d'accueil familial aux enfants montpelliérains.

Parallèlement, et de façon partagée, la Ville, le Conseil Départemental et la Caf de l'Hérault constatent que de nombreuses familles en démarche d'insertion professionnelle rencontrent des difficultés pour trouver un mode de garde adapté aux contraintes de déplacement et/ou d'horaires imposées par leur parcours d'insertion. Par ailleurs, l'augmentation de la flexibilité des horaires de travail et les changements qui affectent la structure et l'organisation familiale suscitent des besoins d'assouplissement ou d'extension des horaires d'accueil. La Ville a donc souhaité que le projet de cette nouvelle crèche soit adapté aux besoins du territoire et basé sur des principes qui répondent aux attentes de ces publics spécifiques :

- Adaptation du projet d'accueil et mobilisation de places au profit de ces familles au moyen de contrats d'accueil à temps partiels ou irréguliers ;
- Ouverture de l'établissement sur une amplitude horaire élargie tôt le matin et tard le soir.

Un tel projet nécessite une organisation apte à mobiliser et mettre en œuvre des moyens inhabituels pour assurer une exploitation dimensionnée à la hauteur de l'enjeu et notamment en matière de gestion des personnels. Le recours à la délégation de service public pour la gestion de cet établissement est une solution qui permet de répondre à ces besoins d'accueil spécifiques tout en conservant une maîtrise publique de ce service par la collectivité.

C'est pourquoi, par délibération du 28 avril 2016, le Conseil Municipal a approuvé le principe de la gestion de cette crèche dans le cadre d'une délégation de service public ainsi que le lancement de la procédure de mise en concurrence telle que définie dans l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et de son décret d'application n°2016-86 du 1^{er} février 2016 ainsi que les articles L.1411-1 et suivants et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Suite aux formalités de publicité lancées le 23 décembre 2016, la commission de délégation de service public, réunie le 30 janvier 2017, a ouvert les plis contenant les dossiers de candidature des 10 candidats suivants : People & Baby, Les Petits Chaperons Rouges (LPCR), Mutualité Française Grand Sud, Crèche attitude, IFAC, La Maison Bleue, Léo Lagrange Méditerranée, Groupe Objectifs, BébéBiz', et VIVADOM Petite Enfance.

Après examen des candidatures, il a été proposé à la commission du 23 février 2017 de retenir 7 candidats, à savoir : People & Baby, LPCR, Mutualité Française Grand Sud, Crèche attitude, La Maison Bleue, BébéBiz' et VIVADOM Petite Enfance. Sur ces 7 candidats, la commission de service public, réunie le 5 mai 2017, a réceptionné les offres des 4 candidats suivants : People & Baby, LPCR, Mutualité Française Grand Sud et La Maison Bleue. Cependant, considérée irrégulière, il est à noter que l'offre proposée par le candidat « La Maison Bleue » a été rejetée car elle ne respectait pas les « conditions et caractéristiques minimales indiquées dans les documents de la consultation » au sens de l'article 25 du décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016. Par conséquent, ont été examinées les offres et les variantes des 3 candidats suivants : People & Baby, LPCR, Mutualité Française Grand Sud.

Dans l'objectif de les départager définitivement, ces 3 candidats ont ensuite été invités à remettre une offre finale à l'issue de séances de négociation qui se sont déroulées le 29 juin 2017. Les 3 candidats ont transmis leur offre finale dans les délais impartis et l'ouverture des plis s'est déroulée le 27 juillet 2017. Le candidat People & Baby a fait deux offres, une offre de base et une variante portant sur la commercialisation de places. Concernant la variante, plusieurs erreurs matérielles et imprécisions dans les documents fournis ne permettaient pas son analyse. En conséquence, la variante proposée par People & Baby, jugée irrecevable, a dû être rejetée.

Après l'analyse des offres finales jugées recevables, la proposition de la société « Les petits Chaperons Rouges » s'est révélée la plus intéressante pour la Ville (cf. rapport d'analyse des offres après négociations en annexe) ; Monsieur le Maire propose donc de la retenir.

Les principales caractéristiques de cette délégation de service public et du contrat à signer entre la Ville et la société « Les Petits Chaperons Rouges » sont les suivantes :

- Délégation de service public pour une durée de 5 ans et 7 mois : du 1^{er} janvier 2018 au 31 juillet 2023 ;
- Mise à disposition de locaux en partie équipés (cuisine et buanderie) appartenant à la Ville ;
- Prise en charge de l'acquisition du mobilier par le délégataire ;

- Accueil assurée par 28,6 professionnels pour le multi-accueil collectif (1,1 Directrice Puéricultrice, 1 Adjointe Puéricultrice, 1 Adjointe EJE, 1 psychomotricien, 3 EJE, 8 AP, 9 CAP, 2,5 agents techniques, 1,5 cuisinier et 0,5 secrétaire) et 4 assistantes maternelles pour le multi-accueil familial ;
- Horaires élargis : pour le multi-accueil collectif, les enfants seront accueillis, du lundi au vendredi, sur une amplitude horaire journalière de 11h (7h30 à 18h30). Le multi-accueil familial proposera une amplitude horaire journalière de 14h (6h à 20h) ;
- Crèche de garde : modalités de fonctionnement prévoyant une ouverture pendant la période d'été (20 jours au mois d'août). Pendant cette période, les enfants des autres établissements municipaux fermés pourront bénéficier d'un accueil temporaire dans l'établissement délégué ;
- Projet de crèche pour répondre aux attentes spécifiques du territoire : engagement du délégataire à garantir la mixité sociale au sein de l'établissement par l'accueil d'un minimum de 40% d'enfants à temps partiels (durée inférieure à 4 jours par semaine) ; mise en place d'une organisation pour l'accueil des enfants des familles en démarches d'insertion et/ou orientées par la Plateforme Garde d'Enfants (PGE) de la Caf de l'Hérault (engagement à apporter une réponse dans un délai de 24 heures) ;
- Repas préparés sur place et élaborés à partir de produits frais et de qualité : au moins 1 produit bio par jour ;
- Participation financière de la Ville assise sur la fréquentation horaire des enfants selon la formule **P = 0,873 € par heure facturée** permettant d'optimiser les taux d'occupation ;
- Engagement formel des Petits Chaperons Rouges de ne pas solliciter l'aide de la Ville en cas de déficit d'exploitation.

Enfin, le Conseil municipal souhaite nommer cette nouvelle structure « Henri Salvador » en hommage au célèbre chanteur et humoriste français. Henri Salvador est né à Cayenne, en Guyane, le 18 juillet 1917 et mort à Paris le 13 février 2008. Compositeur et guitariste, artiste populaire apprécié d'un large public, on lui doit de nombreuses chansons qui, aujourd'hui encore, demeurent dans les mémoires. En presque 70 ans de carrière, Henri Salvador aura parlé à toutes les générations, et deviendra même l'idole des très jeunes à travers ses interprétations des Fables de La Fontaine et de classiques de Walt Disney.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de dénommer la future crèche située 6 rue Boussinesq « Crèche Henri Salvador ».
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer avec la société « Les Petits Chaperons Rouges » le contrat de délégation de service public annexé et tous les documents relatifs à cette affaire ;
- de prévoir la participation de la Ville telle que définie dans le contrat et d'imputer la dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville au chapitre 934.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Je ne prendrai pas part au vote. Qui demande des explications à Monsieur LEVITA ? Monsieur MARTIN, Mademoiselle LLEDO et Monsieur LEVITA.

Monsieur MARTIN : Merci Monsieur le Maire. C'est un projet qui date du mandat précédent sur la crèche Boussinesq qui était le transfert de la crèche Lagreze, accompagné d'une augmentation du nombre de places de l'ordre d'une vingtaine de places supplémentaires. On s'était déjà exprimé sur ce dossier lors du passage en délégation de service public. Aujourd'hui, il ne s'agit que de désigner qui va s'en occuper. Ce projet a été modifié dans le temps parce qu'à l'origine, il était prévu qu'il se

fasse avec des agents publics de la mairie. Vous avez pris la décision de le confier au privé par le biais d'une DSP.

Je retrouve, dans la délibération qui nous est proposée aujourd'hui, un argument qui nous avait été donné lors du passage en DSP. C'est d'ailleurs l'autre particularité de cette crèche, qui porte sur le projet d'origine avec l'ouverture de l'établissement sur une amplitude horaire élargie. La justification nous est donnée ici, à savoir : « *Un tel projet nécessite une organisation apte à mobiliser et mettre en œuvre des moyens inhabituels pour assurer une exploitation dimensionnée à la hauteur de l'enjeu et notamment en matière de gestion des personnels. Le recours à la délégation de service public pour la gestion de cet établissement est une solution...* » J'avais déjà expliqué la dernière fois que je ne voyais pas pourquoi les horaires élargis ne pouvaient être utilisés de façon efficace que par le privé et non par les agents publics de la mairie. Je pense que les agents fonctionnaires publics et territoriaux qui occupent ces emplois étaient tout à fait à même de pratiquer ces horaires particuliers, à condition d'en discuter avec eux au préalable.

Depuis longtemps, dans les crèches de Montpellier, le niveau de qualification des employés de crèche est plus élevé que le niveau de qualification rendu obligatoire de par la loi. Je crois d'ailleurs que l'on peut s'enorgueillir. Là aussi, c'est quelque chose que l'on risque de perdre avec le passage à une entreprise privée « *Les Petits Chaperons Rouges* ». Je vois assez mal comment une entreprise peut répondre à des injonctions contradictoires qui seraient d'un côté de maximiser son profit et de l'autre côté de continuer d'employer des niveaux de qualification supérieurs à la loi.

Nous voterons contre cette délibération puisqu'à l'origine cela devait être des agents publics qui allaient s'occuper de cette crèche. Le projet avait été prévu avec eux et vous avez fait le choix de le confier à une entreprise privée. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Vous n'aimez pas le privé ?

Monsieur MARTIN : Ce n'est pas ce que je dis. J'ai déjà eu l'occasion de vous répondre car vous m'avez déjà fait cette remarque. Je n'empêche absolument aucune entreprise de monter sa structure et de l'ouvrir au public, y compris « *Les Petits Chaperons Rouges* » et « *People & baby* » qui est déjà installé sur Montpellier. Ils font ce qu'ils veulent. Je n'ai absolument rien contre la liberté d'entreprise. Ce n'est pas le sujet aujourd'hui ni l'argumentation que je viens de donner.

Monsieur le Maire : La parole est à Mademoiselle LLEDO.

Mademoiselle LLEDO : Je vous avoue que je suis assez partagée sur le fond de cette délibération. Tout d'abord, je suis ravie du nom qui est choisi pour cette crèche. Henri SALVADOR a bercé mon enfance et je suis ravie qu'il berce l'enfance d'autres bambins montpelliérains. C'est la première chose.

Monsieur le Maire : Quelle est la chanson que vous préférez Mademoiselle LLEDO ?

Mademoiselle LLEDO : « *Jardin d'hiver* ». Je la trouve magnifique.

Monsieur le Maire : Pour moi, c'est « *Syracuse* ». Vous voyez ?

Mademoiselle LLEDO : Est-ce que je peux continuer quand même ? On parlera musique un peu plus tard. J'ai fait des recherches sur « *Les Petits Chaperons Rouges* » parce qu'il me semble que la dernière fois j'avais déjà émis des doutes sur cette société. Du coup, je me suis dit : « *Qui de mieux*

pourra m'en parler que les employés des Petits Chaperons Rouges ? » Je suis allée chercher sur internet les avis et je pense qu'ils vont vous intéresser. Je vais vous en lire quelques-uns : « Usine à enfants : c'est du chiffre, uniquement du chiffre. » « Mise en danger de la vie des enfants. » « Etablissement surblindé. » « 25 enfants pour 5 auxiliaires. » « Problème d'hygiène : les bavoirs et les serpillères sont mélangés dans les machines à laver. » « La politique de l'entreprise est ciblée sur le chiffre et la rentabilité. On oublie trop souvent les enfants. »

Je ne suis pas dans cette crèche. On est d'accord, mais il n'empêche que je suis inquiète et j'espère que vous saurez avoir l'œil sur ce qu'il se passera dans cette crèche Henri Salvador pour que les enfants des Montpelliérains soient en sécurité. Je pense que c'est quelque chose de primordial. Ensuite, j'espère que la politique du chiffre ne s'appliquera pas dans cette crèche car je crois que cela n'a pas sa place dans une crèche. Merci.

Monsieur le Maire : Vous êtes vraiment partagée. Je donne la parole à Monsieur LEVITA.

Monsieur LEVITA : Je vais essayer de vous expliquer et de lever un certain nombre de vos appréhensions. D'abord, il y a une réglementation nationale concernant l'accueil en crèche. Cette réglementation nationale est surveillée par la CAF qui intervient et qui subventionne largement les places en crèche. De plus, les crèches qui sont en délégation de service public sont contrôlées par la ville. Qu'avons-nous comme éléments ? Ils nous font des rapports. Nous vous en présenterons tout à l'heure. Il y a éventuellement des plaintes des parents auprès de la CAF ou auprès de nous.

Je n'ai pas la charge de ce domaine. C'est Madame DASYLVA qui pouponne en ce moment. C'est la raison pour laquelle je la remplace. Nous n'avons enregistré aucune plainte de parents. Le fonctionnement nous paraît donc satisfaisant. Dans le cas où ce serait faux, nous ferions une enquête. C'est d'ailleurs prévu dans le contrat qui nous lie.

Le second point porte sur la délégation de service public. Je me mets dans le clan du service public. Le seul ennui est que je suis aux finances. Cela donne donc des problèmes de cohérence. Le problème se joue sur un seul domaine. Nos agents dans les crèches sont parfaitement compétents. Le maire n'a jamais émis la moindre réserve sur ce point. Sur le point où nous ne sommes pas compétitifs avec les entreprises qui ne fonctionnent pas comme nous, c'est sur le problème de taux de remplissage. Lorsque vous donnez votre enfant, vous ne le donnez pas obligatoirement de 8 heures à 18 heures. Vous pouvez le donner de 8 heures à 12 heures, de 14 heures à 16 heures, etc. Il y a donc des trous dans l'emploi du temps. Dans une entreprise privée ou dans une entreprise qui cherche à équilibrer son fonctionnement, on cherche à remplir ces trous. Le problème est là.

Dans ces délégations de service public, je ne vous dirai pas l'écart de prix en ce qui nous concerne. En ce moment, les prix diminuent. Ils nous sont offerts par des entreprises privées. Ma conception du service public est que nous soyons compétitifs. Personne n'est obligé d'être d'accord avec moi. C'est vrai que dans nos crèches il y a des employés avec des qualifications supérieures à ce qui est exigé. Pourquoi ? Dites-moi quelle est la raison. Cela ne me paraît pas nécessaire puisque ce n'est pas obligé. En plus, les collectivités locales sont aujourd'hui dans une conjoncture économique, financière et fiscale particulière. Ce qui explique le choix que nous estimons cohérent. J'ai eu des discussions très approfondies avec Madame DASYLVA sur ce point. C'est la raison pour laquelle je suis ravi de vous présenter aujourd'hui sa proposition. J'enregistre avec plaisir votre accord sur Henri Salvador qui est effectivement un excellent choix pour lequel je n'y suis strictement pour rien.

Monsieur le Maire : Merci. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 50 voix

Contre : 6 voix (Michaël DELAFOSSE avec la procuration de Françoise BONNET, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE)

Abstentions : 2 voix (Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Madame Isabelle MARSALA entre en séance.

Monsieur Jérémie MALEK sort de séance.

29. Relais Assistants Maternels Appel à projets CAF de l'Hérault Demandes de financement 2017

La Ville de Montpellier compte actuellement six Relais Assistants Maternels (RAM) qui regroupent plus de 1000 assistantes maternelles indépendantes et offrent une capacité d'accueil pour environ 2 756 enfants. Cette offre d'accueil représente près de 50% de l'offre globale de la commune.

Ces relais ont un rôle d'information et d'accompagnement des parents dans une démarche de recherche d'un mode de garde en accueil familial ainsi qu'un rôle d'animation pour les enfants accueillis chez ces assistantes maternelles. Malgré l'essor des RAM depuis quelques années, les tendances du secteur révèlent une baisse préoccupante du nombre et de l'activité des assistants maternels, un recours encore marginal à la formation continue et la recherche d'un mode de garde, hélas compliquée pour les familles de jeunes enfants.

C'est pourquoi, afin de s'adapter aux grands enjeux de ce secteur, une nouvelle circulaire du 26 juillet 2017 de la Caisse Nationale des Allocations Familiales renforce et actualise les missions et les moyens attribués aux RAM. Il s'agit de :

- Renforcer l'accompagnement des familles avec un positionnement central du RAM en « guichet unique d'information » et le traitement des demandes d'accueil des familles formulées directement sur le site internet de la CAF (Mission 1) ;
- Promouvoir l'activité des assistants maternels en améliorant leur employabilité (Mission 2) ;
- Augmenter les départs en formation continue des assistants maternels (Mission 3).

Les relais volontaires pour mettre en œuvre au moins une des deux missions (2 et/ou 3), ouvertes dès 2017, peuvent solliciter auprès de la CAF de l'Hérault, dans le cadre d'un appel à projet, un financement forfaitaire supplémentaire de 3 000 euros par relais.

Afin de toujours mieux répondre aux attentes des familles montpelliéraines, la Ville souhaite inscrire les 6 RAM dans cette démarche, au titre des missions 2 et 3, et donc répondre à l'appel à projet de la CAF « *Relais assistants maternels missions renforcées* » pour 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe de répondre à l'appel à projet de la CAF « *Relais assistants maternels missions renforcées* » pour 2017 et de solliciter le financement de 3 000 euros par relais auprès de la CAF de l'Hérault ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée, à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Personne. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Madame Dominique MARTIN-PRIVAT sort de séance.

30. Convention de partenariat avec l'Agence Nouvelle des Solidarités Actives pour le projet Parler Bambin. Demandes de subventions auprès de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault

Par délibération du 30 mars 2017, le Conseil Municipal a autorisé la signature d'une convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Agence Nouvelle des Solidarités Actives (ANSA).

En effet, la Ville de Montpellier s'est engagée dans un programme de développement précoce du langage, le Parler Bambin. Ce dispositif de lutte contre les exclusions a vocation à œuvrer en faveur de l'égalité des chances. Il s'inscrit donc dans un programme de recherche et d'expérimentation sur le langage comme facteur d'intégration.

Ce programme national permet la mise en place, dans les établissements municipaux d'accueil du jeune enfant de Montpellier, pour les 3 années à venir, d'un soutien opérationnel mené par l'ANSA. Cette association, à but non lucratif créée en janvier 2006, a pour objet principal de lutter contre la pauvreté et les exclusions en mettant en œuvre des projets en faveur de l'égalité des chances.

La convention a été conclue pour une durée de 4 ans du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2020. Elle pourra faire l'objet d'un renouvellement ou d'une prolongation par avenant dans les conditions définies par les deux parties, en tant que de besoin, à l'initiative de l'une ou de l'autre.

Afin de poursuivre ce projet, il est proposé de solliciter auprès de la CAF de l'Hérault une subvention à hauteur de 80% du budget engagé sur la durée de la convention, soit 30 400 € pour 2018 (frais de personnel compris).

Après étude, il est proposé au Conseil municipal :

- De solliciter une subvention pour 2018 auprès de la CAF de l'Hérault et d'éventuels autres partenaires ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Personne. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

31. Culture et Patrimoine

Attribution de subventions à des associations culturelles

Exercice 2017

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpellierain.

L'accès à la culture est à nos yeux l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpellierains, son impact économique et social est essentiel pour notre commune.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Les arts plastiques, la littérature, le patrimoine ainsi que le spectacle vivant sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 5 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant de 6 300 € au titre de l'exercice 2017.

Code	Nom de la Structure	Nature	Montant
	ARTS PLASTIQUES		
6220	2L2M LE LIEU MULTIPLE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 000
	LIVRE		
4299	J'OSE LIRE ET CLAIR DE PLUME	Fonctionnement	500
	PATRIMOINE		
4813	LA POESIA	Fonctionnement	3 000
	SPECTACLE VIVANT /Danse		
6612	URBAN DEEJAY SCHOOL	Projet	800
	SPECTACLE VIVANT / Théâtre		
1733	ATOUT CLOWNS	Fonctionnement	1 000

TOTAL	6 300
--------------	--------------

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- De proposer l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement types le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2017 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 6 300 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Personne. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

32. Théâtre Jean Vilar

Convention de partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre des crédits Politique de la Ville

Le théâtre Jean Vilar, situé dans le quartier prioritaire de la Mosson, propose chaque année une programmation variée et de qualité, à destination de tous les publics et plus particulièrement de ceux traditionnellement éloignés de la culture.

Depuis 2016, le projet associé au Bar du théâtre répond parfaitement à cet objectif, en proposant de petites formes, dans un lieu chaleureux et convivial, dont la configuration permet une plus grande proximité entre les artistes et un public souvent peu familier des salles de spectacle traditionnelles.

La programmation de la saison artistique 2017-2018 s'articule autour de trois axes :

- Proposer la diffusion de formes adaptées au lieu et à son environnement social et culturel
- Construire des projets avec les habitants et les associations
- Développer l'éducation artistique et la médiation culturelle de proximité.

Le projet répond ainsi aux objectifs opérationnels définis dans le cadre de la politique de la Ville en participant à l'appropriation d'un équipement culturel par un territoire et ses habitants et à la construction d'un parcours de pratiques avec les événements et équipements culturels de ce territoire.

Il est ainsi proposé de conclure un partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole pour la

réalisation de ce projet, le théâtre Jean Vilar se voyant confier sa mise en œuvre, Montpellier Méditerranée Métropole s'engageant à le soutenir financièrement à hauteur de 30 000 € au titre de l'exercice 2017.

Ce partenariat prendra effet à la date de signature de la convention afférente et jusqu'au 30 juin 2018.

Il est ainsi proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de partenariat, jointe en annexe, entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la mise en œuvre d'un projet culturel et artistique au sein du bar du théâtre Jean Vilar ;
- De dire que le montant du soutien financier de Montpellier Méditerranée Métropole, soit 30 000 € au titre de l'exercice 2017, sera inscrit en recettes et en dépenses au budget de la Ville, sur les lignes du théâtre Jean Vilar, chapitre 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Personne. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO)

Abstention : 0

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

33. Théâtre Jean Vilar

Convention de partenariat avec l'association Musique Sans Frontières

La Ville de Montpellier ambitionne d'offrir une programmation théâtrale variée et de qualité au plus grand nombre et plus particulièrement aux personnes les plus éloignées de la culture. Le Bar du Théâtre Jean Vilar représente un outil de proximité particulièrement adapté à la poursuite des objectifs d'ouverture vers le quartier.

Il devient un nouveau lieu de vie au cœur de la Mosson, grâce à l'association d'une activité conviviale et d'une offre culturelle inventée spécifiquement avec et pour les habitants.

L'association Musique Sans Frontières, installée depuis 2007 dans le quartier de la Mosson, anime un centre culturel international ouvert à tous où une attention particulière est apportée aux jeunes et aux plus démunis. Elle promeut la diversité des cultures du monde à travers la création artistique, développe la curiosité et la bienveillance à l'égard de l'autre, la solidarité et le goût du « faire ensemble ». Elle est soutenue par la Ville au titre de l'aide au fonctionnement des associations culturelles.

Compte tenu de leurs objectifs respectifs, la Ville et l'association proposent la mise en place d'un partenariat spécifique et l'organisation, entre octobre 2017 et mars 2018, de quatre concerts pédagogiques à destination des élèves scolarisés sur le quartier, de six soirées conviviales d'échanges et de découvertes et d'un concert de musique du monde.

La Ville de Montpellier contribuerait à ce projet à hauteur de 7 000 € versés à l'association pour lui permettre de régler les dépenses liées au projet : cachets des artistes, salaires des intervenants, mise à disposition d'instruments de musique, frais techniques et logistiques. Ce montant s'inscrit dans un projet plus vaste d'animations pour un montant total de 30 000 € au titre des crédits « Politique de la Ville ».

Compte tenu de l'intérêt de ce projet, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de partenariat avec l'association Musique Sans Frontières, jointe en annexe ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Personne. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

34. Théâtre Jean Vilar

Convention de mise à disposition à titre gratuit au service pénitentiaire d'insertion et de probation de l'Hérault de l'espace bar du Théâtre

Le Ministère de la Justice, au travers de son service pénitentiaire d'insertion et de probation de l'Hérault (SPIP), porte des parcours de libération sous contrainte et organise notamment des ateliers de théâtre d'improvisation, sous la conduite pédagogique de la compagnie Moustache. La Ville de Montpellier souhaite pouvoir participer à ces parcours en mettant à disposition, gratuitement, l'espace Bar du Théâtre municipal Jean Vilar pour la tenue de quatre ateliers, les 13, 20, 27 novembre et 4 décembre 2017.

Les sessions de travail ont pour objectif de se conformer aux recommandations européennes des « programmes de prévention qui consistent à apprendre aux délinquants à réfléchir aux conséquences de leur conduite criminelle, à les amener à mieux se connaître et à mieux se contrôler... et à leur donner la possibilité de mettre en pratique des comportements pro-sociaux. »

Ce parcours concerne une dizaine de détenus de la prison de Villeneuve-lès-Maguelone et du milieu ouvert de Montpellier, il sera prolongé par un travail de médiation culturelle proposant une visite pédagogique du Théâtre et le visionnage d'un des spectacles de la saison 2017-2018.

Conformément à la délibération n°2016/500 du 17 décembre 2016, cette mise à disposition de l'espace bar du théâtre Jean Vilar correspond à une redevance de 1706 € par jour, soit un total de 6 824 €.

Compte tenu de l'intérêt de ce projet, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention de mise à disposition du théâtre Jean Vilar au service pénitentiaire d'insertion et de probation, jointe en annexe et d'autoriser la mise à disposition à titre gratuit du lieu ;
- De dire que le montant correspondant à la redevance, soit 6 824 €, sera considéré comme une subvention en nature et, à ce titre, inscrite au compte administratif de la collectivité et dans les comptes du bénéficiaire
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Je donne la parole à Madame KERANGUEVEN.

Madame KERANGUEVEN : Il vous est proposé de voter cette convention de mise à disposition gratuite au service pénitentiaire d'insertion et de probation de l'Hérault de l'espace convivialité du Théâtre pour la tenue de quatre ateliers à une dizaine de détenus de la prison de Villeneuve-lès-Maguelone. Ces ateliers leur permettent tout simplement de se mettre en scène, de mieux se connaître et donc de mieux se contrôler. Cela permet d'avoir une réinsertion plus facile par la suite.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. Qui demande la parole ? Personne. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

35. Archives Municipales

Reconduction de la convention de mise à disposition de locaux de la Médiathèque Emile Zola aux archives municipales de Montpellier

A la suite des délibérations du 28 novembre 2002 de la Ville de Montpellier et du 29 novembre 2002 de Montpellier Agglomération portant transfert de la ville à l'agglomération du bâtiment dénommé alors Bibliothèque centrale, la Communauté d'Agglomération de Montpellier mettait à disposition de la Ville de Montpellier des locaux déjà destinés aux Archives municipales. Dans cette optique, une convention a été signée entre les deux institutions. Elle précisait les modalités de mise à disposition et les conditions de remboursement des charges du bâtiment à hauteur de 8% des dépenses, ceci en rapport avec la surface occupée.

Cette convention prenait effet au 1^{er} janvier 2003 et pour une durée de quinze ans, renouvelable par reconduction expresse. Cette convention arrivant à échéance fin 2017, il convient de la prolonger de cinq années supplémentaires, puisque le projet d'installation des Archives municipales, ainsi que des Archives métropolitaines, dans l'ancien bâtiment des Archives départementales de l'Hérault, doit aboutir à l'horizon de l'année 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la reconduction de la convention de mise à disposition de locaux de la médiathèque centrale Emile-Zola aux Archives municipales de Montpellier jusqu'à fin 2022 ;
- autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications particulières ? Personne. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Mesdames Chantal LEVY-RAMEAU, Maud BODKIN, Dominique MARTIN-PRIVAT et Monsieur Jérémie MALEK entrent en séance.

36. Actualisation des représentations dans les organismes extérieurs - Désignations de nouveaux représentants de la Ville de Montpellier

Il est proposé d'actualiser la liste des représentations dans les organismes extérieurs suivants :

- Commission Locale de l'Eau du SAGE du bassin versant Lez-Mosson-Etangs Palavasiens
- Association Office du Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole
- Conseil d'UFR Faculté des Sciences Pharmaceutiques et Biologiques
- Association languedocienne pour l'aide aux insuffisants mentaux (ALPAIM) (Foyer Beaurevoir)
- Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine
- Sociétés Locales d'Epargne Groupe Caisse d'Epargne
- Commission permanente de suivi de la source du LEZ
- Commission de suivi de site de l'usine de méthanisation Amethyst

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De procéder à ces désignations.

Monsieur le Maire : Si vous en êtes d'accord, je vous propose de voter à main levée. S'il y a des élus contre, nous sommes obligés de voter à bulletin secret. Il faut donc préparer les urnes.

Le premier vote concerne la Commission locale de l'eau du SAGE du bassin versant Lez Mosson Etangs palavasiens. Est-ce que tout le monde a des bulletins ? Il faut des bulletins. Qui s'occupe de la logistique de l'assemblée ? Si vous êtes d'accord, on plie en deux les bulletins et on ne met pas

d'enveloppe. Je vous explique la règle du jeu. S'il n'y a qu'un seul candidat ou une seule candidate, il ou elle est élu(e). Je vous propose les candidatures de Monsieur Sauveur TORTORICI et de Monsieur Luc ALBERNHE.

Y a-t-il d'autres candidats ? S'il n'y a pas d'autres candidats, ce n'est pas la peine de faire passer l'urne, ils sont élus. S'il n'y a pas d'autres candidats, êtes-vous d'accord pour voter à main levée ? Je recommence. Je vais être obligé de faire revoter ce que je vous avais dit l'autre fois pour les commissions parce qu'elles doivent être représentatives de l'électorat. C'est pour cela que je vous avais proposé la candidature de Madame Audrey LLEDO pour le Front National. Le préfet m'a donné raison dans un courriel. Vous en savez plus que moi, alors que j'ai les papiers. C'est marrant quand même. Puisque personne ne souhaite voter à bulletin secret, on vote à main levée. Je recommence.

Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 48

Contre : 1 (Audrey LLEDO)

Abstentions : 13 (Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD avec la procuration de Cédric de SAINT-JOUAN, Michaël DELAFOSSE avec la procuration de Françoise BONNET, Jean-Pierre MOURE, Hervé MARTIN, Julie FRECHE, Clare HART, Jacques DOMERGUE avec la procuration de Nancy CANAUD et Christian DUMONT avec la procuration de Gérard LANNELONGUE)

Monsieur Sauveur TORTORICI et de Monsieur Luc ALBERNHE sont élus à la majorité pour la Commission locale de l'eau du SAGE du bassin versant Lez Mosson Etangs palavasiens.

Le deuxième vote concerne l'Association de l'Office de tourisme et des congrès de Montpellier Méditerranée Métropole. Je vous propose de désigner Monsieur Guy BARRAL, Madame Caroline NAVARRE, Madame Chantal LEVY-RAMEAU et Monsieur Thibault RASSAT. Y a-t-il d'autres candidats ? Il n'y a pas d'autres candidats. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 48

Contre : 1 (Audrey LLEDO)

Abstentions : 13 (Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD avec la procuration de Cédric de SAINT-JOUAN, Michaël DELAFOSSE avec la procuration de Françoise BONNET, Jean-Pierre MOURE, Hervé MARTIN, Julie FRECHE, Clare HART, Jacques DOMERGUE avec la procuration de Nancy CANAUD et Christian DUMONT avec la procuration de Gérard LANNELONGUE)

Monsieur Guy BARRAL, Madame Caroline NAVARRE, Madame Chantal LEVY-RAMEAU et Monsieur Thibault RASSAT sont élus à la majorité pour l'Association de l'Office de tourisme et des congrès de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le troisième vote concerne l'Université de Montpellier, conseil de l'UFR de la Faculté des Sciences pharmaceutiques et biologiques. Je vous propose de présenter Madame Caroline NAVARRE et Madame Maud BODKIN. Y a-t-il d'autres candidats ? Il n'y a pas d'autres candidats. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 48

Contre : 1 (Audrey LLEDO)

Abstentions : 13 (Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD avec la procuration de Cédric de SAINT-JOUAN, Michaël DELAFOSSE avec la procuration de Françoise BONNET, Jean-Pierre MOURE, Hervé MARTIN, Julie FRECHE, Clare HART, Jacques DOMERGUE avec la procuration de Nancy CANAUD et Christian DUMONT avec la procuration de Gérard LANNELONGUE)

Madame Caroline NAVARRE et Madame Maud BODKIN sont élues à la majorité pour l'Université de Montpellier, conseil de l'UFR de la Faculté des Sciences pharmaceutiques et biologiques.

Le quatrième vote concerne l'Association languedocienne pour l'aide aux insuffisants mentaux. Je vous propose de désigner Madame Sophia AYACHE. Y a-t-il d'autres candidats ? Il n'y a pas d'autres candidats. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 48

Contre : 1 (Audrey LLEDO)

Abstentions : 13 (Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD avec la procuration de Cédric de SAINT-JOUAN, Michaël DELAFOSSE avec la procuration de Françoise BONNET, Jean-Pierre MOURE, Hervé MARTIN, Julie FRECHE, Clare HART, Jacques DOMERGUE avec la procuration de Nancy CANAUD et Christian DUMONT avec la procuration de Gérard LANNELONGUE)

Madame Sophia AYACHE est élue à la majorité pour l'Association languedocienne pour l'aide aux insuffisants mentaux.

Le cinquième vote concerne la Société d'équipement de la région montpelliéraine. Je vous propose de désigner Monsieur Max LEVITA, Monsieur Pascal KRZYZANSKI, Monsieur Sauveur TORTORICI, Monsieur Patrick RIVAS et Monsieur Thibault RASSAT. Y a-t-il d'autres candidats ? Il n'y a pas d'autres candidats. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 48

Contre : 1 (Audrey LLEDO)

Abstentions : 13 (Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD avec la procuration de Cédric de SAINT-JOUAN, Michaël DELAFOSSE avec la procuration de Françoise BONNET, Jean-Pierre MOURE, Hervé MARTIN, Julie FRECHE, Clare HART, Jacques DOMERGUE avec la procuration de Nancy CANAUD et Christian DUMONT avec la procuration de Gérard LANNELONGUE)

Monsieur Max LEVITA, Monsieur Pascal KRZYZANSKI, Monsieur Sauveur TORTORICI, Monsieur Patrick RIVAS et Monsieur Thibault RASSAT sont élus à la majorité pour la Société d'équipement de la région montpelliéraine.

Le sixième vote concerne les Sociétés locales d'épargne Groupe Caisse d'Epargne. Je vous propose de désigner Madame Mylène CHARDES, Madame Valérie BARTHAS-ORSAL et Madame Véronique PEREZ. Y a-t-il d'autres candidats ? Il n'y a pas d'autres candidats. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 48

Contre : 1 (Audrey LLEDO)

Abstentions : 13 (Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD avec la procuration de Cédric de SAINT-JOUAN, Michaël DELAFOSSE avec la procuration de Françoise BONNET, Jean-Pierre MOURE, Hervé MARTIN, Julie FRECHE, Clare HART, Jacques DOMERGUE avec la procuration de Nancy CANAUD et Christian DUMONT avec la procuration de Gérard LANNELONGUE)

Madame Mylène CHARDES, Madame Valérie BARTHAS-ORSAL et Madame Véronique PEREZ sont élues à la majorité pour les Sociétés locales d'épargne Groupe Caisse d'Epargne.

Le septième vote concerne la Commission permanente de suivi de la source du Lez. Je vous propose de désigner Monsieur Sauveur TORTORICI, Monsieur Pascal KRZYZANSKI, Monsieur Robert COTTE, Madame Stéphanie JANNIN, Madame Maud BODKIN et Monsieur Vincent HALUSKA. Y a-t-il d'autres candidats ? Il n'y a pas d'autres candidats. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 48

Contre : 1 (Audrey LLEDO)

Abstentions : 13 (Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD avec la procuration de Cédric de SAINT-JOUAN, Michaël DELAFOSSE avec la procuration de Françoise BONNET, Jean-Pierre MOURE, Hervé MARTIN, Julie FRECHE, Clare HART, Jacques DOMERGUE avec la procuration de Nancy CANAUD et Christian DUMONT avec la procuration de Gérard LANNELONGUE)

Monsieur Sauveur TORTORICI, Monsieur Pascal KRZYZANSKI, Monsieur Robert COTTE, Madame Stéphanie JANNIN, Madame Maud BODKIN et Monsieur Vincent HALUSKA sont élus à la majorité pour la Commission permanente de suivi de la source du Lez.

Le huitième vote concerne la Commission de suivi du site de l'usine de méthanisation AMETYST. Je vous propose de désigner Monsieur Fabien ABERT comme titulaire et Monsieur Vincent HALUSKA comme suppléant. Y a-t-il d'autres candidats ? Monsieur Christophe COUR. Il y a deux candidats, en sachant qu'il vous faut un suppléant. Madame Anne BRISSAUD. Je mets cette délibération aux voix.

Qui est favorable à la deuxième liste Monsieur Christophe COUR (titulaire) et Madame Anne BRISSAUD (suppléante) ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? La première liste est donc élue. Je vous remercie.

Liste 1 proposée par Monsieur le Maire : ***Fabien ABERT (titulaire) et Vincent HALUSKA (suppléant)***

Liste 2 proposée par Christophe COUR : ***Christophe COUR (titulaire) et Anne BRISSAUD (suppléante)***

Suite à un vote à main levée, les votes se décomposent de la façon suivante :

Liste 1 proposée par Monsieur le Maire : 47

Liste 2 proposée par Christophe COUR : 5 voix (Christophe COUR, Anne BRISSAUD avec la procuration de Cédric de SAINT-JOUAN, Djamel BOUMAAZ et Audrey LLEDO)

Abstentions : 10 (Michaël DELAFOSSE avec la procuration de Françoise BONNET, Jean-Pierre MOURE, Hervé MARTIN, Julie FRECHE, Clare HART, Jacques DOMERGUE avec la procuration de Nancy CANAUD et Christian DUMONT avec la procuration de Gérard LANNELONGUE)

Monsieur Fabien ABERT comme titulaire et Monsieur Vincent HALUSKA comme suppléant sont élus à la majorité pour la Commission de suivi du site de l'usine de méthanisation AMETYST.

37. Election des membres des commissions municipales

Le Conseil municipal forme, à l'occasion de son installation, des Commissions municipales destinées à faciliter le fonctionnement de la gestion de la ville et le débat démocratique.

Elles sont au nombre de deux : « Finances » et « Affaires générales » et comprennent 11 membres dont le Maire, président de droit. Elles apportent un avis consultatif sur les affaires qui lui sont présentées, préalablement à leur soumission au vote du Conseil municipal.

Par délibération en date du 24 avril 2014, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a désigné les membres des Commissions municipales. Ces commissions ont été depuis plusieurs fois modifiées suite à des démissions successives.

Par un courrier reçu le 24 octobre 2017, et suite à la modification de la composition des commissions en séance du Conseil du 28 septembre 2017, la Préfecture de l'Hérault a alerté la Ville de Montpellier sur la nécessité du respect de la représentation du pluralisme politique de l'assemblée au sein de ces instances.

Il est donc proposé au Conseil d'approuver une nouvelle composition de ces deux commissions respectant ces préconisations.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De procéder à l'élection des membres des Commissions municipales « Finances » et « Affaires générales ».

Monsieur le Maire : Je vous propose pour la Commission « Finances » la composition suivante : Gérard LANNELONGUE, Patrick RIVAS, Séverine SCUDIER, Henri MAILLET, Nicole LIZA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Luc ALBERNHE, Hervé MARTIN, Michèle DRAY-FITOUSSI et Audrey LLEDO. Je vous propose de voter à bulletin secret avec l'urne parce que c'est trop important pour les commissions municipales de fonctionnement de la ville.

Mademoiselle LLEDO : Je vous remercie d'avoir pris en compte mon courrier que vous avez reçu par courrier recommandé le 4 octobre dernier. J'en ai la preuve ici. Je remercie aussi Monsieur le Préfet d'avoir pris en compte mon courrier. J'en ai aussi la preuve ici.

Monsieur le Maire : J'avais dit la même chose en séance publique, Mademoiselle LLEDO.

Mademoiselle LLEDO : Oui, mais vous avez dit : « *C'est moi et c'est le préfet.* » Non. C'est moi qui ai dit au préfet de vous dire qu'il y avait des articles de loi qu'il fallait respecter. J'ai le courrier et j'ai même le courrier de Monsieur le Préfet qui me remercie de l'avoir mis en garde.

Monsieur le Maire : D'accord. Vous avez le courrier de Monsieur le Préfet, mais admettez que dans la dernière séance pour la représentativité de l'électorat j'avais plaidé le fait qu'il y ait une commission qui soit composée par votre candidature.

Mademoiselle LLEDO : Je l'admets, mais rendez à César ce qui est à César. Merci.

Monsieur le Maire : La parole est à Monsieur BOUMAAZ.

Monsieur BOUMAAZ : C'est vrai Monsieur le Maire que vous aviez proposé la candidature de

Mademoiselle LLEDO, mais c'est vrai aussi que vous avez modifié cette candidature. A la Commission des « Affaires générales » lorsque je siégeais et que j'étais missionné à cette commission, c'est quand même un membre du parti socialiste qui m'a remplacé, alors qu'Audrey LLEDO s'était présentée à ma place à cette époque.

Monsieur le Maire : Qui vous avait remplacé ?

Monsieur BOUMAAZ : Je crois que c'était Monsieur Mustapha MAJDOUL qui est passé dans votre groupe.

Monsieur le Maire : Il n'a jamais été socialiste, Monsieur Mustapha MAJDOUL.

Monsieur BOUMAAZ : Il est En Marche.

Monsieur le Maire : Non, pas du tout.

Monsieur BOUMAAZ : Il est du groupe socialiste, mais comme c'est la journée de la gentillesse...

Monsieur le Maire : Ce n'est pas une tare d'être socialiste.

Monsieur BOUMAAZ : Oui, ce n'est pas une tare. Oui, c'est sûr. On a vu les dégâts des trente dernières années sur Montpellier.

Monsieur le Maire : Attendez. Ce n'est pas parce que le parti traverse en ce moment les quarantièmes rugissants qu'être socialiste est une tare.

Monsieur BOUMAAZ : Grâce à qui ? C'est la journée internationale de la gentillesse, Monsieur le Maire. Oui ou non ? Oui, tout à fait. Monsieur le Maire, cette affaire me laisse dubitatif et je ne sais pas s'il faut sincèrement en rire ou en pleurer. Comme je le dis souvent : « *SAUREL, un mandat, puis basta.* » Avec cette affaire, c'est finalement le même combat. Cette affaire nous montre un nouveau couac dans la gestion technique des affaires. Se prendre un carton rouge par le préfet. Chapeau bas. C'est une première. Quelle perte de temps aujourd'hui encore et toutes les autres fois pendant que nous votions cette délibération et que vous vous amusiez avec les différentes candidatures ! Monsieur le Maire, vous ne travaillez pas les dossiers de fond. Soit cela ne vous intéresse pas. Soit vous acceptez d'être entouré par l'incompétence. Au final, j'ai l'intime conviction encore une fois qu'il y a un peu des deux. Max LEVITA se régale à me regarder. Il n'en peut plus. Peut-on accepter de tenir comme cela pendant douze ans ? Les Montpelliérains ne peuvent l'accepter, Monsieur le Maire. Pour en terminer, Monsieur le Maire, vivement 2020 !

Monsieur le Maire : Merci de votre brillante intervention. Je propose la composition suivante pour la Commission « Finances » : Gérard LANNELONGUE, Patrick RIVAS, Séverine SCUDIER, Henri MAILLET, Nicole LIZA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Luc ALBERNHE, Hervé MARTIN, Michèle DRAY-FITOUSSI et Audrey LLEDO. Y a-t-il d'autres listes de candidats ? Il n'y en a pas. Nous allons faire passer les urnes. Je commence. On écrit « Liste 1 » puisqu'il n'y en a qu'une. C'est Mademoiselle LLEDO et Mademoiselle BODKIN qui seront scrutateurs.

Madame BRISSAUD vote pour Monsieur DE SAINT-JOUAN, Christophe COUR, Djamel BOUMAAZ, Robert BEAUFILS, Christian DUMONT vote pour Nancy CANAUD, Alex LARUE, Jacques DOMERGUE vote pour Gérard LANNELONGUE, Clare HART, Michaël DELAFOSSE vote pour Françoise BONNET, Hervé MARTIN, Julie FRÊCHE, Patrick VIGNAL, Jean-Pierre

MOURE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Mustapha MAJDOUL, Séverine SCUDIER, Thibault RASSAT, Véronique DEMON vote pour Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU, Patrick RIVAS, Samira SALOMON vote pour Fabien ABERT, Dominique MARTIN-PRIVAT, Vincent HALUSKA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Sophia AYACHE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER, Patricia MIRALLES, Jean-Luc COUSQUER, Sauveur TORTORICI vote pour Henri DE VERBIZIER, Jérémie MALEK, Pascal KRZYZANSKI, Mylène CHARDES, Chantal MARION, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Guy BARRAL, Sonia KERANGUEVEN, Rémi ASSIE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Marie-Hélène SANTARELLI, Gérard CASTRE, Isabelle MARSALA, Rabii YOUSOUS, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE vote pour Abdi EL KANDOUSSI, Annie YAGUE, Robert COTTE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA vote pour Titina DASYLVA, votre serviteur et il restera Maud BODKIN et Audrey LLEDO qui n'ont pas voté tout à l'heure parce qu'elles étaient scrutateurs.

Résultats des votes à bulletin secret :

- Nombre de bulletins : 63
- Bulletins litigieux (nuls et blancs) : 6
- Nombre de suffrages exprimés : 57
- Majorité absolue : 29
- Nombre de voix obtenue par la liste 1 : 57

La liste 1 est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Maintenant, nous allons voter pour la Commission 2 « Affaires générales ». Je vous donne la composition de cette commission : Samira SALOMON, Henri MAILLET, Véronique PEREZ, Véronique DEMON, Thibault RASSAT, Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL, Nancy CANAUD, Clare HART et Audrey LLEDO. Est-ce que quelqu'un demande un vote à bulletin secret ? Personne. Je mets cette délibération aux voix à main levée. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, les votes se décomposent de la façon suivante :

Pour : 63 voix

Contre : 0

Abstention : 0

La liste 1 proposée par Monsieur le Maire est élue à l'unanimité.

Monsieur Djamel BOUMAAZ sort de séance définitivement.

Monsieur Jacques DOMERGUE sort de séance (avec la procuration de Monsieur Gérard LANNELONGUE).

38. Changement de nomenclature comptable au 1er janvier 2018

En application des dispositions de l'article 110 de la loi NOTRe, et conformément à la convention signée entre la Ville et la Cour des Comptes dans le cadre de la certification des comptes, il est proposé d'adopter, dès le 1^{er} janvier 2018, le référentiel budgétaire et comptable M57 applicable aux métropoles.

Ce changement de nomenclature permettra d'uniformiser le cadre comptable avec celui de Montpellier Méditerranée Métropole et amènera ainsi une lecture facilitée du budget de la Ville et de la Métropole.

Par courrier en date du 6 avril 2017, Madame Blanès, Trésorière du Centre des Finances Publiques de Montpellier Municipale, a émis un avis favorable à ce changement de nomenclature.

Le référentiel budgétaire et comptable M57 présente des règles budgétaires assouplies offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires notamment en matière de fongibilité des crédits. Il est ainsi possible d'autoriser, dans la limite de 7.5% des dépenses réelles de chacune des sections, la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

Sur le plan budgétaire, la nomenclature M57 reprend les principes communs aux trois référentiels M14 (communes et EPCI), M52 (Départements) et M71 (Régions) concernant le vote du budget. Le budget est voté soit par nature, soit par fonction avec une présentation croisée selon le mode de vote qui n'a pas été retenu.

Conformément à l'article L.2312-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, déterminant les modalités de vote du budget par nature ou par fonction et afin de préserver un niveau d'information par secteur d'activité, il est proposé de conserver un vote de l'assemblée par chapitre budgétaire.

La table de correspondance des chapitres budgétaires M14/M57 est décrite ci-dessous :

La table de correspondance des chapitres budgétaires M14/M57 est décrite ci-dessous :

Liste des chapitres budgétaires			
M14		M57	
Section d'investissement			
900	Services généraux des administrations publiques locales	900	Services généraux
901	Sécurité et salubrité publiques	901	Sécurité
902	Enseignement-formation	902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage
903	Culture	903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs
904	Sport et jeunesse		
905	Interventions sociales et santé	904	Santé et action sociale
906	Famille		
907	Logement	905	Aménagement des territoires et habitat
908	Aménagement et services urbains, environnement	907	Environnement
		908	Transports
909	Action économique	906	Action économique
910	Opérations patrimoniales	925	Opérations patrimoniales
911	Dettes et autres opérations financières	923	Dettes et autres opérations financières
912	Dotations, subventions et participations non affectées	922	Dotations et participations
913	Taxes non affectées	921	Taxes non affectées
914	Transferts entre sections	926	Transferts entre les sections
Section de fonctionnement			
920	Services généraux des administrations publiques locales	930	Services généraux

921	Sécurité et salubrité publiques	931	Sécurité
922	Enseignement-formation	932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage
923	Culture	933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs
924	Sport et jeunesse		
925	Interventions sociales et santé	934	Santé et action sociale
926	Famille		
927	Logement	935	Aménagement des territoires et habitat
928	Aménagement et services urbains, environnement	937	Environnement
		938	Transports
929	Action économique	936	Action économique
933	Impôts et taxes non affectées	940	Impositions directes
933	Impôts et taxes non affectées	941	Autres impôts et taxes
932	Dotations et participations non affectées	942	Dotations et participations
931	Opérations financières	943	Opérations financières
936	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	944	Frais de fonctionnement des groupes d'élus
		945	Provisions et autres opérations mixtes
934	Transfert entre sections	946	Transferts entre les sections
935	Opérations d'ordres à l'intérieur de la section de fonctionnement	947	Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement
95	Produit des cessions d'immobilisations (recettes)	954	Produit des cessions d'immobilisations (recettes)

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- Adopter la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable et l'application de la M57, pour le Budget Principal, à compter du 1^{er} janvier 2018 ;
- Conserver un vote par fonction pour le Budget Principal à compter du 1^{er} janvier 2018 ;
- Autoriser la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, et ce, dans la limite de 7.5% des dépenses réelles de chacune des sections. Les crédits relatifs aux dépenses de personnel sont exclus de ce dispositif ;
- Autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui veut des explications auprès de Max LEVITA ? Personne. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

39. Attributions de Compensation définitives pour l'exercice 2017

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a impliqué des transferts de compétences. Ces transferts de compétences s'accompagnent d'un transfert de charges.

La fixation de l'attribution de compensation a pour objectif d'assurer la neutralité budgétaire de ces transferts de compétences, en trouvant un juste équilibre entre la préservation des équilibres financiers des communes et la capacité à agir de la Métropole

Dans ce contexte, le calcul des attributions de compensation constitue un élément important du passage en Métropole. Il conditionne les relations financières qui lient Montpellier Méditerranée Métropole à ses communes membres et détermine le niveau des moyens dont la Métropole disposera pour exercer les compétences transférées. A cet égard, les méthodes d'évaluations ont été établies dans le cadre d'une concertation approfondie entre la Métropole et les communes.

Conformément à l'article [1609 nonies C](#) du Code Général des Impôts, le montant prévisionnel des attributions de compensation a été notifié aux communes le 6 février 2017, après délibération du Conseil de Métropole du 25 janvier 2017.

Les membres de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de charges (CLET) se sont réunis le 19 septembre 2017 afin de rendre leurs conclusions sur l'évaluation des charges nettes transférées à intégrer dans les attributions de compensation définitives. Par rapport aux Attributions de Compensation provisoires, ces évaluations prennent en compte les correctifs des données individuelles communales portant sur la compétence Voirie/Nettoisement et sur les emprunts transférés, ainsi que le transfert de charges lié à la compétence Habitat/Logement pour la commune de Montpellier. La CLET a émis un avis favorable sur l'évaluation de ces charges transférées.

En application de la loi n°2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, « le montant de l'AC et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées en tenant compte du rapport de CLET ».

Ainsi et conformément au rapport de CLET joint au présent rapport pour information, les attributions de compensation définitives 2017 s'établissent comme suit :

Communes	Attribution de Compensation définitive 2017	Attribution de Compensation définitive 2017
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Baillargues	466 775,52	
Beaulieu	153 702,50	
Castelnau-le-Lez	2 124 752,83	
Castries	248 530,55	
Clapiers	586 900,33	
Cournonsec	82 686,23	
Cournonterral	525 836,69	
Le Crès	992 957,65	
Fabrègues		141 005,71
Grabels	659 604,87	
Jacou	739 985,75	
Juvignac	1 922 733,69	
Lattes	479 561,04	
Lavérune		605 577,89
Montaud	97 022,86	
Montferrier-sur-Lez	633 851,82	
Montpellier	41 096 750,07	
Murviel-lès-Montpellier	163 643,08	
Pérols	1 596 997,66	
Pignan	419 033,23	
Prades-le-Lez	719 184,29	
Restinclières	195 080,82	
Saint-Brès	194 590,17	
Saint-Drézéry	162 888,15	
Saint-Geniès-des-Mourgues	190 097,43	
Saint-Georges-d'Orques	298 476,35	
Saint-Jean-de-Védas	485 035,88	
Saussan	168 057,65	
Sussargues	237 608,33	
Vendargues		1 404 512,12
Villeneuve-lès-Maguelone	493 460,84	
TOTAL	56 135 806,30	2 151 095,71

Attribution de Compensation définitive 2017 versée par la Métropole de Montpellier aux Communes	2 151 095,71
Attribution de Compensation définitive 2017 versée par les Communes à la Métropole de Montpellier	56 135 806,30

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- d'approuver le montant de l'attribution de compensation définitive 2017 du tableau sus visé,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Pour Montpellier, nous avons 41 096 750,07 euros à verser. C'est l'attribution de compensation que nous reversons à la Métropole. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO)

Abstention : 0

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Monsieur Jacques DOMERGUE entre en séance (avec la procuration de Monsieur Gérard LANNELONGUE).

Mesdames Dominique MARTIN-PRIVAT et Caroline NAVARRE sortent de séance.

40. Délibération relative à la mise en place d'une convention constitutive de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier

- Prestations de logiciel de gestion de sinistres et de contrats en matière d'assurances - Autorisation de signature de la convention et des marchés

Dans un objectif de coordination et de groupement des achats, afin d'aboutir à des économies d'échelle et de rationaliser les achats et la dépense publique, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole propose de mutualiser la procédure de mise en concurrence relative à l'achat d'un logiciel de gestion des sinistres et de contrats en matière d'assurances.

Pour ce faire, la constitution d'un groupement de commandes en application de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics est nécessaire.

La convention de groupement de commandes proposée définit les modalités de fonctionnement du groupement et désigne la Métropole comme coordonnateur.

A ce titre, la Métropole sera chargée de procéder à l'ensemble de la procédure de mise en concurrence, dans le respect de l'ordonnance susvisée et du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, de désigner l'attributaire et de lui notifier le marché ou l'accord cadre.

La procédure de passation sera conduite sur la base des besoins fonctionnels globaux suivants : recensement des besoins et planification, rédaction des pièces administratives et financières du dossier de consultation des entreprises, suivi administratif de la procédure de mise en concurrence, suivi technique et financier du marché, interfaces avec un logiciel financier, formation.

Montpellier Méditerranée Métropole sera responsable de la totalité de l'exécution du marché ou accord-cadre conclu à l'issue de la procédure de mise en concurrence, avec la mise en œuvre d'une refacturation à la Ville sur la base des volumes des dossiers et contrats intégrés au logiciel pour son

compte.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la constitution d'un groupement de commandes avec Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de prestations d'un logiciel de gestion des sinistres et de contrats en matière d'assurances ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la présente convention constitutive du groupement de commandes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : La parole est à Monsieur DUMONT.

Monsieur DUMONT : Merci. Sur cette question, il est quand même regrettable de voir qu'il se crée encore des groupements de commandes entre la Ville de Montpellier et la Métropole, alors qu'il serait bien plus efficace à notre avis de mutualiser les services des achats publics de la Ville de Montpellier et la Métropole. Par exemple, il y a des villes comme Strasbourg et Le Mans qui ont une administration mutualisée à 100 % avec leur intercommunalité. A l'heure où toutes les villes mutualisent leurs services à grands pas avec leur intercommunalité, Montpellier qui a entrepris cette démarche en 2015 est un peu en retard en continuant à utiliser les groupements de commandes ou en ayant deux accueils différents au sein de l'Hôtel de Ville : un pour la Ville de Montpellier et un pour la Métropole.

Monsieur le Maire : Je l'entends bien, Monsieur DUMONT. Vous avez raison sur le fond. Nous progressons sur les mutualisations. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

41. Mise en place d'une convention constitutive de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour l'achat de prestations d'organisation de séjours (acquisition de titres de transport, d'hébergements hôteliers et de prestations annexes)

Dans un objectif de coordination et de groupement des achats, afin d'aboutir à des économies d'échelle et de rationaliser les achats et la dépense publique, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole proposent de mutualiser la procédure de mise en concurrence relative à l'achat de prestations d'organisation de séjours (acquisition de titres de transport, hébergements hôteliers et prestations annexes).

Pour ce faire, la constitution d'un groupement de commandes en application de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics est nécessaire.

La convention de groupement de commandes proposée définit les modalités de fonctionnement du

groupement et désigne la Métropole comme coordonnateur.

A ce titre, la Métropole sera chargée de procéder à l'ensemble de la procédure de mise en concurrence, dans le respect de l'ordonnance susvisée et du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, de désigner l'attributaire et de lui notifier le marché ou l'accord cadre.

La procédure de passation sera conduite sur la base des besoins fonctionnels globaux suivants : recensement des besoins et planification, rédaction des pièces administratives et financières du dossier de consultation des entreprises, suivi administratif de la procédure de mise en concurrence, suivi technique et financier du marché, interfaces avec un logiciel financier, formation.

Chacune des deux entités sera chargée de l'exécution du marché ou accord- cadre conclu à l'issue de la procédure de mise en concurrence, avec la mise en œuvre d'une facturation distincte pour la Ville et la Métropole sur la base des prestations réalisées pour leur compte.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la constitution d'un groupement de commandes avec Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de prestations d'organisation de séjours (acquisition de titres de transport, hébergements hôteliers et prestations annexes) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la présente convention constitutive du groupement de commandes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Personne. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

42. Avenant n° 1 à la convention constitutive de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Prestations de services postaux

Dans un objectif de coordination et de groupement des achats, afin d'aboutir à des économies d'échelle et de rationaliser les achats et la dépense publique, la Ville de Montpellier a approuvé par délibération en date du 22 juin 2017 la mutualisation avec Montpellier Méditerranée Métropole de la procédure de mise en concurrence relative à l'achat de prestations de services postaux.

Pour ce faire, la constitution d'un groupement de commandes en application de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics a été créée.

La convention de groupement de commandes proposée définit les modalités de fonctionnement du groupement et désigne la Métropole comme coordonnateur.

A ce titre, la Métropole sera chargée de procéder à l'ensemble de la procédure de mise en concurrence, dans le respect de l'ordonnance susvisée et du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, de désigner l'attributaire et de lui notifier le marché ou l'accord cadre.

Il est proposé à l’approbation du Conseil municipal un avenant n°1 à la convention de groupement de commande approuvée lors de la précédente délibération. En effet, le principe d’une refacturation a posteriori à la Ville par la Métropole des prestations est remplacé, pour des raisons d’efficacité des procédures budgétaires et comptables, par une facturation directe à chacune des deux entités des prestations exercées pour leur compte.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d’approuver cet avenant n°1 à la convention de groupement de commandes avec Montpellier Méditerranée Métropole pour l’achat de prestations de services postaux ;
- d’autoriser Monsieur le Maire à signer la présente convention constitutive du groupement de commandes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Personne. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s’abstient ?

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.

43. Attributions de subventions - Exercice 2017

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l’action de nombreuses structures qui participent à l’attractivité et à l’animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique **FINANCES** :

Code	Structure	Type	Montant
756	AMICALE DES RETRAITES MUNICIPAUX	Fonctionnement	3 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920

- Dans le cadre de la thématique **SOCIAL**:

- SOLIDARITE

Code	Structure	Type	Montant
3873	SERVICE DES TRADUCTEURS	Fonctionnement	2 000 €

	D'URGENCE		
--	-----------	--	--

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925

- Dans le cadre de la thématique **VIE ASSOCIATIVE**

Code	Structure	Type	Montant
317	COMITE DE QUARTIER TASTAVIN-LEMASSON-MAS DREVON-MARQUEROSE	Fonctionnement	500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920

- Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORTS:**

- SPORTS

Code	Structure	Type	Montant
1309	POMPIGNANE SPORT ET CULTURE	Fonctionnement	2 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédit 25722, nature 6574, chapitre 924

- Dans le cadre de la thématique **PEDT:**

Reports de séances de l'année scolaire 2016-2017 sur l'année scolaire 2017-2018 :

Aux termes des conventions d'attributions de subventions, les projets périscolaires ont vocation à être réalisés pendant l'année scolaire concernée, soit pour les projets 2016-2017 entre septembre 2016 et juillet 2017.

Toutefois, il apparaît à l'issue de l'action que certains projets n'ont pas pu être finalisés dans les temps en raison de l'annulation de quelques séances d'activités pour des raisons fortuites (intempéries, grèves, maladie de l'intervenant...), mais que les associations sont volontaires pour finir le projet pendant le premier semestre de l'année scolaire 2017-2018. Il convient pour cela de proroger la durée d'application de la convention jusqu'au 31 décembre 2017 pour les projets suivants :

Code	Association	Projet
3845	CENTRE DES ARTS DU CIRQUE BALTHAZAR	Atelier cirque Figuerolles Gambetta
6007	MOUVEMENT ART TOTAL	Jeux corporels autour de la danse contemporaine
5947	LE JARDIN DES NOTES	Projet musique
1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	Animathèque
4144	MUC VACANCES	Temps périscolaires éducatifs
6544	LIGUE NATIONALE CONTRE	TAP Alim

	L'OBESITE	
5842	ADN CITOYEN	EduCation culture numérique RECREANUM
3381	DIFED DYNAMIQUE D'INFORMATION ET DE FORMATION SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE	De l'environnement dans mon école
6322	SONIKETE FLAMENCO	Flamenco danse et musique

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 8 000 €;
- D'approuver les reports de séances dans le cadre des temps d'activités périscolaires comme présenté ci-dessus ;
- D'approuver la lettre d'engagement, les conventions et l'avenant types annexés à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications particulières à Max LEVITA ? Personne. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Madame Nicole LIZA entre en séance.

44. Cession de Certificats d'Economie d'Energie (CEE) - Autorisation de signer tous les documents relatifs à la cession

Dans le cadre de sa politique en faveur du développement durable et de la maîtrise de l'énergie, la Ville de Montpellier est inscrite sur le Registre National des Certificats d'Economies d'Energie (CEE) et y dépose en son nom propre les CEE liés aux travaux qu'elle réalise sur son patrimoine.

Le système des CEE permet de valoriser certaines actions d'économies d'énergie en comptabilisant l'économie d'énergie réalisée pendant la durée de vie estimée de l'équipement, l'unité est le kWh Cumac (énergie économisée cumulée actualisée).

Ces CEE sont valorisés en euros lors de leur vente.

La Ville de Montpellier a ainsi 22 333 854 kWh Cumac de CEE pour des dossiers déposés en 2013,

2014, 2015 et 2016. Ils proviennent d'actions diverses principalement réalisées lors des rénovations de chaufferie : changement de chaudières, de luminaires, ...

Les cessions (de gré à gré) au mieux offrant étant valables sur de courtes périodes (quelques heures à 1 jour), il est proposé de vendre au plus offrant la totalité des CEE disponibles, représentant les 22 333 854 kWh Cumac, à un prix minimum de 0.35 ct€/kWh Cumac. La transaction sera réalisée via la plateforme EMMY du Registre National des Certificats d'Economie d'Energie.

Le Conseil municipal sera informé une fois la transaction réalisée du nom de la société, du montant total de la transaction et du tarif proposé.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Approuver le principe de cession des CEE déposés par la Ville de Montpellier ;
- Approuver la signature de l'acte de cession ;
- Autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier-Adjoint, à signer tous les documents relatifs à cette affaire et notamment la cession des CEE.

Monsieur le Maire : La parole est à Monsieur LEVITA.

Monsieur LEVITA : Juste un mot pour rendre hommage à notre administration qui veille depuis plus de trente ans à économiser de l'énergie. Il existe un système de certification d'économie d'énergie. Nous avons 22 333 854 kWh Cumac que nous pouvons vendre. Il y a un marché pour ce genre de certificat qui peut nous rapporter aux environs de 80 000 euros. Un hommage sera rendu à notre administration qui veille comme la prunelle de ses yeux à faire ces économies.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix l'affaire 44. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO)

Abstention : 0

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

**45. Commission d'évaluation des transferts de charges de Montpellier Méditerranée
Métropole : adoption du rapport**

Conformément à l'article 86 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 qui organise la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre codifiée au Code Général des Impôts (article 1609 nonies C), la Communauté d'Agglomération de Montpellier a mis en place par délibération n°4693 en date du 24 juin 2002, modifiée par délibération n°12297 du 19 juin 2014, la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de charges (CLET).

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, a impliqué des transferts de compétences. Ces transferts de compétences s'accompagnent d'un transfert de charges dans de nombreux domaines.

L'évaluation de ces transferts a été examinée lors de la séance de la CLET du 19 septembre 2017. Au cours de cette réunion, le Président de la commission a présenté le projet de rapport d'évaluation des charges transférées, qui a été débattu et approuvé par la commission. En application de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, ce rapport de CLET, qui vous est présenté aujourd'hui, est soumis à l'approbation des communes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de charges, annexé à la présente délibération.

Monsieur le Maire : La parole est à Monsieur LEVITA.

Monsieur LEVITA : C'est la même chose que précédemment. Il y avait des modifications. Nous avons fait le transfert à la Métropole et il y a une correction, mais c'est le même rapport que celui que vous avez voté précédemment.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix l'affaire 45. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

46. Modalités de remboursement de la personne qualifiée par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault pour participer aux jurys de sélection professionnelle 2017

La loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires a prolongé de deux ans la durée d'application du dispositif de titularisation créé par la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire, à l'attention des agents contractuels remplissant les conditions d'éligibilité.

Dans ce cadre, par délibération n° 2016 / 523 en date du 15 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier a adopté le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire.

Les commissions d'évaluation professionnelle chargées d'auditionner les candidats sont présidées par une personne qualifiée, désignée par le Président du Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault (CDG 34).

Conformément à la délibération n°2011-12-09-22 du 9 décembre 2011 du Conseil d'administration du CDG 34, la personne qualifiée président de la commission d'évaluation percevra, du CDG 34, une rémunération à la vacation selon les taux suivants :

28,90 euros par audition d'un candidat ayant vocation à être titularisé dans un grade de catégorie A.

20,37 euros par audition d'un candidat ayant vocation à être titularisé dans un grade de catégorie B.

16,31 euros par audition d'un candidat ayant vocation à être titularisé dans un grade de catégorie C.

La mission de la personne qualifiée ne s'inscrivant pas dans le cadre des missions obligatoires financées par la cotisation obligatoire des collectivités et établissements affiliés au CDG 34, La Ville de Montpellier en charge de l'organisation des sélections professionnelles doit rembourser au CDG 34 la rémunération et les frais de missions versés à la personne qualifiée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de :

- Approuver les modalités de remboursement de la personne qualifiée par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault pour participer aux jurys de sélection professionnelle ;
- Imputer la dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville au chapitre 920 ;
- Autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : La parole est à Monsieur LEVITA.

Monsieur LEVITA : Il s'agit des modalités de rémunération du président des jurys du dispositif Sauvadet.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix l'affaire 46. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

47. Avenant à la convention de service commun de direction générale - pilotage des politiques de cohésion sociale et de vivre ensemble au sein de l'ensemble Ville - CCAS - Métropole

Dans le cadre de la nouvelle gouvernance du bloc communal, la Ville, le CCAS et la Métropole ont placé la coopération et le développement des synergies entre collectivités au cœur de leur projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont déjà mutualisé leur direction générale des services, leur cabinet, ainsi qu'un certain nombre de directions. Elles ont également un vaste chantier de convergence de leurs politiques de ressources humaines, auquel le CCAS est largement associé.

Sur la base d'une première phase de rapprochement des missions de directeur de la cohésion sociale et de directeur général du CCAS de la Ville de Montpellier, durant laquelle de nombreuses mises en cohérence de dispositifs publics et d'articulation de projets ont été opérées, il est proposé d'étendre, au domaine de la cohésion sociale et du vivre ensemble, cette synergie qui allie proximité, actions municipales et enjeux métropolitains.

Dans cet esprit, il est aujourd'hui proposé un avenant à la convention de service commun de direction générale entre la Ville et la Métropole, en associant le CCAS à cette convention, exclusivement pour le poste de Directeur général adjoint en charge de la solidarité et du vivre

ensemble, assurant également les missions de Directeur général du CCAS. Les ambitions de cette démarche sont multiples :

- Développer une politique de cohésion sociale cohérente à l'échelle de la Ville de Montpellier, qui articule dynamiques associatives et intervention publique de proximité ;
- Assurer des modalités d'intervention transversales et inscrire des orientations et des objectifs communs dans un souci de mise en œuvre efficiente de l'action sociale municipale ;
- Créer les conditions d'un portage renforcé de la politique de la ville métropolitaine et du contrat de ville qui en est la déclinaison.
- Contribuer activement à la coopérative de services engagée avec les 31 communes de la Métropole en matière d'action sociale et à la mise en réseau des CCAS communaux ;

Cette mutualisation permettra ainsi d'optimiser la coopération entre la Ville, le CCAS et la Métropole, tant dans l'articulation des interventions publiques que dans la gestion des fonctions supports, tout en facilitant une meilleure appropriation des enjeux de la politique de cohésion sociale à l'échelle du bloc communal dans son ensemble.

Pour mémoire, les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs "entre un établissement public de coopération intercommunale, une ou plusieurs communes membres et, le cas échéant, un ou plusieurs des établissements publics rattachés à un ou plusieurs d'entre eux".

La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'avenant à la convention de commun entre la Ville et la Métropole associera le CCAS de la Ville de Montpellier aux deux premiers signataires et portera exclusivement sur le poste de Directeur Général Adjoint Solidarité et Vivre Ensemble, assurant également les missions de Directeur général du CCAS. Cet avenant sera mis en place au 1er décembre 2017

Le service commun ainsi avenanté sera géré par Montpellier Méditerranée Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président du CCAS, du Maire de la Ville de Montpellier ou du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de cette convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par le CCAS et la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 10% pour la Métropole, 10% pour la Ville et de 80% pour le CCAS.

Les avis des Comités Techniques du CCAS, de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ont été sollicités sur cet avenant à la convention de service commun.

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'élargissement du service commun de direction générale au poste de Directeur Général Adjoint Solidarité et Vivre ensemble, assurant également les missions de Directeur général du CCAS et ce, dans les conditions susvisées ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention afférente qui se substitue à la convention initialement établie de création d'un service commun de direction générale ;
- D'inscrire les dépenses correspondantes au budget du personnel.

Monsieur le Maire : La parole est à Monsieur LEVITA.

Monsieur LEVITA : Ce poste de direction générale sera financé avec la répartition suivante : 10 % Ville de Montpellier, 10 % Métropole et 80 % CCAS.

Monsieur le Maire : Voilà une mutualisation, Monsieur DUMONT. Je mets aux voix l'affaire 47. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

48. Direction du Secrétariat général - Extension du service commun de direction et création d'un service commun du courrier- Approbation

Dans le cadre de la nouvelle gouvernance du bloc communal, la Ville et la Métropole ont placé la coopération et le développement des synergies entre collectivités au cœur de leur projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont déjà mutualisé leur direction générale des services, leur cabinet, ainsi qu'un certain nombre de directions.

Le conseil municipal du 20 Octobre 2016 a approuvé la création d'un service commun de direction du Secrétariat Général, géré par la Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Cette fonction de direction du Secrétariat Général est donc assurée de façon mutualisée depuis le 1^{er} novembre 2016 entre la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette mutualisation du seul poste de directeur a permis à la fois de créer une entité de « Secrétariat Général » identifiée et commune aux deux collectivités, référente de l'administration et des élus sur les questions relatives à la gestion de l'assemblée ou aux projets relatifs au traitement du courrier mais aussi de favoriser la transversalité entre les équipes.

Pour mémoire, les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs "entre un établissement public de coopération intercommunale, une ou plusieurs communes membres et, le cas échéant, un ou plusieurs des établissements publics rattachés à un ou plusieurs d'entre eux".

La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Aujourd'hui, il est proposé d'étendre et d'approfondir cette démarche qui a permis d'accentuer le processus d'harmonisation des administrations, à compter du 1^{er} décembre 2017 aux :

- Chargé(e) de mission du Secrétariat général : 1 fonctionnaire
- Assistante(e) de direction : poste vacant

Par ailleurs, il apparaît indispensable, au vu du nombre de flux croisés de courrier entre les deux entités et de l'imbrication croissante des compétences, que soit traité de manière commune et au sein d'un seul service, le courrier de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ce service commun procède de la mise en commun des effectifs suivants (hors postes vacants éventuels), à compter du 1^{er} janvier 2018 :

- Métropole – unité Courrier : 5 fonctionnaires
- Ville – service Courrier : 16 fonctionnaires et 1 agents non-titulaire territorial

Le Comité technique de la Ville a été saisi pour avis le 16 Octobre 2017 et celui de Montpellier Méditerranée Métropole le 19 Octobre 2017.

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'élargissement du service commun de direction de Secrétariat Général dans les conditions susvisées,
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention afférente qui se substitue à la Convention initialement établie de création d'un service commun de direction de secrétariat général.

Monsieur le Maire : Nous avons fait passer hier soir à la Métropole cette affaire qui est aussi une mutualisation.

Monsieur LEVITA : Avec une clé de répartition qui est proportionnelle aux effectifs transférés. Nous transférons 18 agents et nous participons à hauteur de 80 %. La Métropole transfère 5 agents et participe à hauteur de 19 %.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix l'affaire 48. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Madame Patricia MIRALLES sort définitivement de séance.

49. Remboursements des frais de mission du personnel et des élus - Approbation

1. Prise en charge des déplacements du personnel

Les modalités et conditions du règlement des frais de déplacements temporaires sont prévues par les dispositions combinées du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales, modifié en 2007, et du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

Pour ce qui concerne le montant des indemnités versées dans le cadre de ces déplacements en

France métropolitaine, ce dernier est fixé par arrêté ministériel de façon forfaitaire à 15.25 € pour les frais de repas et 60 € pour les frais d'hébergement (arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat).

Toutefois, et en application de l'article 7-1 du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 susvisé, lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières (telles que la réalité des prix, les déplacements fréquents en région parisienne contribuant à la bonne exécution des missions de service public de la Communauté d'Agglomération de Montpellier...), une délibération peut fixer, pour une durée limitée, des règles dérogatoires qui ne pourront en aucun cas conduire à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée.

Pour les frais d'hébergement, il est proposé, à titre dérogatoire, les règles de remboursement suivantes :

- 100 € pour une nuitée lorsque l'agent est en mission en Île-de-France ou dans une ville de plus de 200 000 habitants (petit déjeuner compris) ;
- 80 € pour une nuitée lorsque l'agent est en mission dans les autres villes de province (petit déjeuner compris).

Ce barème est fixé pour une durée limitée à 4 ans. Le remboursement sera effectué sur la base de la dépense réellement engagée dans la limite des plafonds définis ci-dessus.

Pour les frais de repas, il est proposé de fixer le remboursement sur la base forfaitaire précisé par l'arrêté du 3 juillet 2006 susvisé : 15,25 € par repas du midi ou du soir.

Dans le cadre d'un mandat spécial, les agents se verront remboursés l'intégralité de leurs frais de transport, hébergement et restauration sur la base de frais réels et sur justificatifs originaux.

2. Prise en charge des déplacements des élus

Le Maire et les élus de la Ville de Montpellier sont amenés à effectuer, en dehors de l'exécution des fonctions dont ils sont habituellement investis, des déplacements indispensables pour le développement et la représentation de la collectivité aussi bien sur l'ensemble du territoire national métropolitain qu'en outre-mer ou à l'étranger, dans le cadre de formation ou de mission de représentation.

Ces déplacements ont essentiellement pour objet la promotion et le développement des intérêts de la Ville de Montpellier auprès du gouvernement et des institutions européennes voire internationales ou auprès d'autres collectivités locales et groupements au niveau national appartenant à l'Union Européenne ou à des pays situés en dehors de celle-ci, la participation à des congrès, colloques ou autres manifestations organisées par des structures nationales ou internationales d'intérêt général développant de véritables expertises dans des domaines relevant des compétences de la Ville de Montpellier. Ils peuvent aussi concerner la représentation de la collectivité au sein des personnes publiques ou organismes précités, notamment lors de la remise de prix ou de récompenses consacrant les actions menées par la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, au titre du mandat spécial tel que défini ci-dessus, les élus sont amenés à engager des frais de mission (transport, hébergement, repas) et des frais de représentation. Les frais réels ainsi

justifiés dans le cadre du présent mandat spécial seront pris en charge par le budget de la Ville de Montpellier, conformément aux dispositions des articles L. 5211-14, L. 2123-18 du CGCT et à la circulaire du 15 avril 1992 relatives aux conditions d'exercice des mandats locaux.

En cas d'évènement exceptionnel nécessitant le déplacement de plusieurs élus et acteurs économiques et sociaux à l'étranger, une délibération dédiée interviendra.

En cas de déplacement d'élus non couvert par un mandat spécial (représentation ponctuelle, formation...), les règles applicables aux fonctionnaires telles que décrites dans le point 1 de la présente délibération s'appliqueront.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'adopter les modalités et conditions de prise en charge des frais de mission du personnel et des élus de la Ville de Montpellier tels que définis ci-dessus ;
- De dire que la prise en charge de ces frais s'effectue dans la limite des crédits votés à cet effet au budget de la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications à Max LEVITA ? La parole est à Mademoiselle LLEDO.

Mademoiselle LLEDO : (intervention hors micro)

Monsieur LEVITA : Avec une clé de répartition qui est proportionnelle aux effectifs transférés. Nous transférons 18 agents et nous participons à hauteur de 80 %. La Métropole transfère 5 agents et participe à hauteur de 19 %.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix l'affaire 48. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO)

Abstention : 0

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

50. Modification des modalités de mise en œuvre de l'astreinte sécurité civile

Par délibérations en date des 25 juin 2007 et 17 décembre 2015 ont été fixées les conditions d'exercice et modalités de paiement et de compensation des astreintes.

Les délibérations des 17 décembre 2012 et 29 avril 2016 présentent les modalités de mise en œuvre de l'astreinte plan communal de sauvegarde du service Sécurité Civile afin d'assurer, dès la confirmation d'un évènement de sécurité civile et sur validation de la hiérarchie, la mobilisation des moyens prévus par le Plan Communal de Sauvegarde.

Au regard de l'évolution du service, de la réalité opérationnelle et de la professionnalisation du dispositif d'astreinte, et suite à l'avis du Comité technique, il est proposé de faire évoluer l'astreinte

existante, renommée « Astreinte sécurité civile », selon les caractéristiques suivantes :

- Modification du type d'astreinte : astreinte de sécurité.
L'astreinte de sécurité concerne notamment les agents amenés à intervenir lorsque des impératifs de sécurité l'imposent (situation de crise ou de pré-crise).
- Périmètre des emplois concernés : élargissement du périmètre à l'Assistant technique et prévention du service Sécurité civile, en plus du Directeur de la Réglementation et de la Tranquillité publique, des cadres du service Sécurité civile et de l'agent de maîtrise.
- Période d'astreinte : ouverture à l'ensemble des périodes d'astreinte prévues dans la délibération du 17 décembre 2015, en fonction de la survenue de l'événement.

Les périodes d'astreintes couvriront les événements pour lesquels ce personnel doit être mobilisable et se limiteront à la période nécessaire, en dehors des heures d'ouverture du service, pour gérer ces événements.

En conséquence, le tableau des astreintes de la délibération du 17 décembre 2012, est modifié comme suit :

Direction	Service	Cadres d'emplois concernés	Types d'astreintes	Missions
D RTP	Sécurité Civile	Ingénieurs Attachés Technicien Agents de maîtrise	Semaine Week-end Nuit Samedi Dimanche et jour férié En fonction de la survenue de l'évènement	- Activer le Plan Communal de Sauvegarde - Participer à la mise en œuvre des actions communales

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'adopter les modifications décrites ci-dessus apportées à la délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2012 ;
- De prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications ? Personne. Je mets aux voix cette délibération. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

51. Création d'une vacation pour la réalisation des manifestations de la Ville de Montpellier

Pour la réalisation de ses manifestations, notamment culturelles et sportives, la Ville de Montpellier doit pouvoir solliciter les renforts et compétences indispensables à leur bon déroulement. Les agents d'autres services que le service organisateur de la manifestation sont ainsi mobilisés.

Des agents de la Ville de Montpellier sont ainsi amenés à réaliser des travaux supplémentaires pour

assurer leur réalisation.

Il peut également être nécessaire de faire appel à des agents extérieurs à la Ville de Montpellier, et notamment à des renforts et compétences transférés dans le cadre de la démarche de convergence et de mutualisations engagée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole. Les agents concernés interviendraient alors en cumul d'activité.

Réciproquement et dans les mêmes conditions, Montpellier Méditerranée Métropole pourrait être amenée à solliciter les renforts et compétences de la Ville de Montpellier pour ses manifestations, et notamment celles transférées dans le cadre de la démarche de convergence et de mutualisations de leurs administrations.

Il convient donc d'établir un cadre et des modalités de rétribution adaptées à ces interventions pour l'organisation des manifestations de la Ville de Montpellier.

Il est en conséquence proposé de créer une vacation et de définir des taux horaires de rémunération selon les plages ou jours d'interventions :

- Jour de 7h00 à 22h00 : 12.95 € / heure
- Dimanche et jour férié : 21.58 € / heure
- Nuit de 22h00 à 7h00 : 25.90 € / heure

Les agents concernés seront rémunérés en application de ces taux horaires et sur état de présence.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter la création d'une vacation et les taux horaires spécifiques de jour, de nuit et de dimanche,
- de prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes.

Monsieur le Maire : En l'absence de demande d'explications, je mets aux voix cette affaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Mesdames Dominique MARTIN-PRIVAT et Caroline NAVARRE entrent en séance.

52. Mise à disposition d'un agent de catégorie C auprès de la Caisse des Ecoles

Le programme de réussite éducative s'adresse aux enfants de 2 à 16 ans qui présentent des signes de fragilité ou ne bénéficient pas d'un environnement social, familial, culturel favorable à leur développement harmonieux. L'objectif du programme est d'offrir un mode d'intervention individualisé inscrit dans un parcours éducatif.

Selon les termes de la loi 2005-32 de programmation pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005, les projets de réussite éducative doivent obligatoirement être portés par une structure juridique ayant une compatibilité publique. Depuis 2006, la caisse des écoles de la Ville de Montpellier est la

structure porteuse de la plateforme de réussite éducative.

Il est proposé de renouveler la mise à disposition d'un agent de catégorie C à temps complet auprès de la plateforme. Les missions de cet agent sont d'assister le coordonnateur en assurant la gestion administrative et comptable.

Cette mise à disposition qui fera l'objet d'un remboursement intégral de la caisse des écoles auprès de la Ville de Montpellier, prendra effet le 1^{er} décembre 2017, pour une durée d'un an renouvelable sur la base de la pérennisation du dispositif de l'Etat.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le principe de cette mise à disposition d'un agent de catégorie C de la Ville de Montpellier, auprès de la Caisse des écoles ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention relative à cette mise à disposition ;
- D'inscrire les dépenses correspondantes au budget du personnel de la Ville.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Personne. Ne prennent pas part au vote : Isabelle MARSALA, Jean-Luc COUSQUER, Nicole LIZA, Samira SALOMON, Patrick RIVAS, Séverine SCUDIER, Guy BARRAL, Vincent HALUSKA, Michèle DRAY-FITOUSSI, Thibault RASSAT.

Je mets aux voix cette affaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 50 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 9 voix (Guy BARRAL, Michèle DRAY-FITOUSSI, Vincent HALUSKA, Nicole LIZA, Isabelle MARSALA, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Séverine SCUDIER).

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité

53. Modification du tableau des effectifs

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

Créations de postes :

Filière Animation :

Adjoint d'animation principal de 2ème classe : création de trois postes

Suppression de postes : conformément à l'avis du Comité Technique du 16 Octobre 2017

Filière Animation :

Adjoint d'animation : suppression de trois postes

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier."

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Personne. Je mets aux voix cette affaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

54. Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville

Aux termes de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les agents publics, titulaires ou non titulaires, peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection bénéficie également aux élus conformément aux articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales.

Cette protection peut leur être octroyée par l'administration dans trois hypothèses :

- Lorsque l'agent ou l' élu est victime d'atteinte à son honneur et à son intégrité en raison de ses fonctions (menace, violence, voie de fait, injure, diffamation, outrage) ;
- Lorsque l'agent ou l' élu est poursuivi civilement par un tiers pour faute de service et que le conflit d'attribution n'a pas été élevé ;
- Lorsque l'agent ou l' élu est poursuivi pénalement pour faute de service.

L'agent ou l' élu qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'agent, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Prise en charge des honoraires d'avocat utiles à la défense de la victime en cas de poursuites judiciaires engagées ainsi que les frais annexes de procédure, sur justificatifs ;
- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à la victime sur la base de la décision juridictionnelle définitive (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées), ainsi que les condamnations civiles.

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime,

donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle telles que précisées dans l'annexe à la présente délibération.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées aux élus et agents, et pour les faits tels que désignés dans la pièce annexée à la présente délibération ;
- D'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-920 200.

Monsieur le Maire : Je ne prends pas part au vote, ainsi que Monsieur EL KANDOUSSI. Qui demande la parole ? Monsieur DELAFOSSE.

Monsieur DELAFOSSE : Peut-on savoir pourquoi ?

Monsieur le Maire : Vous appellerez mon avocat. Si c'est dans l'annexe, vous le lisez. Je mets aux voix l'affaire 54. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 50 voix

Contre : 0

Abstentions : 7 voix (Michaël DELAFOSSE avec la procuration de Françoise BONNET, Julie FRÊCHE, Clare HART, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE)

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Abdi EL KANDOUSSI de par la procuration donnée à Luc ALBERNHE, Philippe SAUREL)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Monsieur Jean-Luc COUSQUER entre en séance.

55. Rapport annuel 2016 du délégataire EGS Enlèvement et Gardiennage Service - Fourrière automobile

Par délibération du 7 novembre 2011, la Ville de Montpellier a confié à EFFIA Stationnement l'exploitation du service public de fourrière automobile par convention de Délégation de Service Public pour une durée de six ans à compter du 01/01/2012.

Par délibération en date du 17/12/2015 une cession de contrat entre la société EFFIA Stationnement et la société Enlèvement et Gardiennage Service (E.G.S), sa filiale, a été validée et a fait l'objet d'un avenant. La société Effia Stationnement a souhaité créer un établissement administratif pour individualiser l'activité Fourrière.

Conformément à l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport a donné lieu à :

- une communication au Conseil Municipal par délibération du 20 juillet 2017 ;
- une présentation en Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public en date du 14 septembre 2017;
- une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 20 septembre 2017.

Suite à ces 3 étapes préliminaires, il est proposé l'analyse du rapport suivante :

1. **Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué**

○ Les moyens - Terrains et locaux

Dans le cadre de la délégation de service public, les locaux situés au 1945 avenue de Toulouse ont été aménagés et mis à disposition par la Ville. Cette mise à disposition a permis une amélioration des conditions d'accueil du public et offre des conditions de travail conformes à la législation tant pour le délégataire que pour les agents municipaux de l'unité fourrière.

En avril 2016, la fourrière municipale a fait l'objet d'un aménagement dans le cadre de l'agenda d'accessibilité programmé de la Ville de Montpellier afin de compléter l'accessibilité du site aux personnes handicapées.

Le renouvellement de l'agrément de gardien de fourrière, au nom du responsable d'exploitation, est intervenu par arrêté préfectoral en août 2016.

La superficie totale du terrain soit 6 970 m² se répartit ainsi :

- 5 580 m² de parking et surface ouverte de stockage comprenant des zones de stockage différenciées par catégorie : véhicules volés, épaves, infractions stationnement, ... ;
- 1 200 m² de hangar ouvert à usage de stockage notamment les véhicules judiciaires ;
- 110 m² de locaux à usage de bureaux, vestiaires et sanitaires pour la SARL E.G.S.

Ainsi que des bureaux pour l'unité fourrière de la police municipale.

Le terrain clos permet le stockage de 400 véhicules en moyenne. L'entrée principale est dédiée aux visiteurs et à la sortie de leurs véhicules. Un accès spécifique à l'arrière du terrain, chemin de Poutingon, est réservé à l'activité fourrière sécurisant ainsi les entrées et sorties des véhicules du délégataire ou de ses prestataires.

Le site est desservi par les transports en commun, bus et ligne de tram « arrêt Sabine ».

Depuis avril 2015 afin d'améliorer la sécurité du personnel et des biens confiés, le délégataire a installé un système de détection d'intrusion.

Les heures d'ouverture au public sont les suivantes : du lundi au vendredi de 7h00 à 20h00, le

samedi 9h00 à 18h00. En dehors de ces horaires, une permanence est assurée 24h/24 et 7j/7.

○ L'effectif

Au 31 décembre 2016, les effectifs s'élevaient à 11 salariés : 1 responsable d'exploitation (cadre), 1 responsable technique (agent de maîtrise), 2 personnels d'accueil et 7 chauffeurs. Les chauffeurs sont titulaires du permis de conduire requis selon la nature de leur mission.

Durant l'année 2016, pas d'augmentation d'effectif, à noter que 2 personnes ont été recrutées en contrat à durée déterminée pour remplacer le personnel en arrêt de travail.

La masse salariale s'élève à 588 160 €.

Des formations en matière d'E.P.I - 1^{er} secours – produits chimiques ont été suivies par 8 agents.

Une mise à jour du document unique des risques professionnels spécifiques au personnel des fourrières automobile a été réalisée également dans l'année.

Le gardiennage du site, la nuit, les dimanches et jours fériés, est confié à une société extérieure (4 personnes). La comptabilité est tenue au siège de l'entreprise et la direction est assurée par un cadre titulaire d'une capacité professionnelle en transport de marchandises, délivrée par le Ministère des Transports.

○ Véhicules d'enlèvement

Le parc de véhicules est constitué de 9 camions d'enlèvement : un camion plateau, 7 véhicules équipés d'un panier de remorquage et enfin un fourgon 9m³ pour l'enlèvement des deux roues (location).

L'ensemble des camions est soumis aux contrôles obligatoires.

Un outil informatique de géolocalisation de la flotte de véhicules de remorquage permet de rationaliser les trajets effectués et renforce la sécurité des équipages en mission.

Compte tenu des moyens humains et matériels la capacité de la fourrière est de 12 000 véhicules par an.

○ L'activité

Depuis 2015, le délégataire a opéré un transfert de sa base de données informatique sur un serveur centralisé pour sécuriser les informations sensibles liées aux mises en fourrière : identités des propriétaires, immatriculations, nature des infractions...

A cette occasion, l'ensemble du matériel informatique a été remplacé par du matériel neuf.

● Enlèvement de véhicules :

En 2016, le **nombre de réquisitions reçues et traitées** s'est élevé à **9 325** contre 9 680 en 2015. Cette baisse d'activité concerne la police nationale à hauteur de 305 véhicules.

Au final, **8 298 véhicules sont entrés en fourrière**, contre un total de 8 598 en 2015 incluant :

1 345 procédures pour police nationale (contre 1 644 en 2015)

6 953 pour la police municipale (contre 6 954 en 2015)

- 903 véhicules ont fait l'objet d'une restitution sur place,
- 29 ont fait l'objet d'un déplacement technique.

Soit au total 9 230 interventions en 2016.

Le **taux d'efficacité** d'EGS (nombre de réquisitions valables/nombre de réquisitions totales) s'élève à **98,98 %** contre 99,23 % en 2015.

- Sorties de véhicules :

En 2016, les véhicules se répartissent ainsi :

- **7 467 facturés à leur propriétaire** contre 7 522 en 2015
- **1 747 mis en destruction** contre 1 793 en 2015
- **101 vendus par les Domaines** contre 97 en 2015

Il est à noter que le nombre de véhicules sortants peut être supérieur, certains véhicules restitués ou détruits ayant fait l'objet d'une mise en fourrière sur l'exercice précédent. De plus les ventes pour ferrailage des véhicules dont l'enlèvement a été payé par le propriétaire sont comptés dans les postes « restitution » et « vente ferraille ».

En conclusion, l'année 2016 est la cinquième année d'activité de la délégation de service public fourrière automobile détaillée dans ce rapport. Concernant l'activité fourrière, il apparaît, comme pour l'année précédente, une optimisation nécessaire du parc de stockage compte tenu d'un volume important de véhicules judiciaires. Pour ces véhicules la rotation est moindre et les entrées sont excédentaires par rapport aux sorties entraînant une occupation du site au détriment de l'activité fourrière classique liée au stationnement gênant ou abusif.

Par délibération en date du 20 octobre 2016, la Ville de Montpellier s'est prononcée sur le principe de la délégation de service public. La mise à disposition d'un deuxième terrain a été pris en compte dans le cadre du nouveau contrat qui se mettra en place à compter du 1^{er} janvier 2018.

Néanmoins, le site actuel offre les conditions d'un service public de qualité qui a permis à la Ville d'envisager d'élargir le périmètre Qualiville à l'accueil fourrière de la police municipale. La certification Qualiville (AFNOR) obtenue en octobre 2013 par la Mairie de Montpellier incluant la fourrière municipale, a été reconduite en octobre 2016. La fourrière de Montpellier est la seule en France à détenir cette certification, gage de son engagement pour un service public de qualité.

2. Bilan financier de la délégation

En milliers d'€ HT	2015	2016	N/N-1
Chiffre d'affaires total dont:	1 380,8	1 315,1	-4,8%
CA Enlèvement	606,0	572,5	-5,5%
CA Opération préalable	11,4	10,2	-10,5%
CA Gardiennage journalier	150,1	155,8	3,8%
CA Expertise	17,6	17,9	1,7%
CA Facturation Ville et EDP	28,6	35,0	22,4%
CA Ferrailles	278,3	223,8	-19,6%

CA Saisie judiciaire	129,5	162,2	25,3%
CA Domaines	56,8	46,2	-18,7%
CA Facturation TP	90,1	85,7	-4,9%
Variation de stock	15,2	11,9	-21,7%
Divers	-2,7	-6,1	-125,9%
Chiffre d'affaires net	1 380,8	1 315,1	-4,8%
Personnel et sous-traitance	725,5	712,0	-1,9%
Entretien et réparations	88,5	66,9	-24,4%
Frais de gestion	79,3	91,0	14,8%
Autres charges de gestion	76,0	71,7	-5,7%
Autres charges	163,5	184,6	12,9%
Redevance Ville de Montpellier	165,8	133,1	-19,7%
Charges d'exploitation	1 298,6	1 259,3	-3,0%
Résultat d'exploitation (+ bénéfice / - perte)	82,2	55,8	-32,1%
Résultat financier (+ bénéfice / - perte)	0,0	0,0	N/A
Résultat exceptionnel (+ bénéfice / - perte)	-1,1	0,2	118,2%
Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)	81,1	56,0	-30,9%

a) Variation des recettes :

Le chiffre d'affaires de la structure diminue de 4,8% entre 2015 et 2016 représentant une baisse de 65,7 K€ des recettes. Cette variation s'explique en partie par la baisse du chiffre d'affaires lié aux activités *enlèvements* (-33,5 K€) et *vente de ferraille* (-54,5 K€). En effet, le nombre d'enlèvements est inférieur de 376 en 2016 par rapport à 2015 et le prix de la ferraille a fortement diminué sur cet exercice impactant les recettes à la baisse.

A l'inverse, on observe une hausse de 25,3% du chiffre d'affaires liée à la saisie judiciaire, soit +32,7 K€.

b) Variation des charges :

Les charges d'exploitation enregistrent une baisse de 3% entre l'exercice 2015 et 2016, soit une variation de 39,3 K€. Elle s'explique en partie par la diminution des charges de personnel de 1,9% (-13,5 K€) liée à la baisse de l'activité qui emmène une baisse des heures supplémentaires. Le poste *entretien et réparations* affiche une baisse de plus de 24%, soit -21,6 K€, l'année 2015 ayant été marquée par de grosses réparations sur les véhicules.

A l'inverse, on observe une progression des postes *frais de gestion*, et *autres charges* qui augmentent respectivement de 14,8% (+11,7 K€) et 12,9% (+21,1 K€).

Il s'agit essentiellement de +14,4 K€ de provisions pour clients douteux ; de l'effet année pleine de l'acquisition de véhicules en 2015 sur les amortissements à hauteur de +12,5 K€ ; et de l'impact sur le CET (+10,4 K€) de l'augmentation par l'administration fiscale de la base de calcul de la CET.

c) Redevance versée à la Ville :

On note également une diminution de 19,7% de la redevance versée à la Ville, la baisse du chiffre d'affaires impactant la redevance variable à hauteur de -32,7 K€.

d) Résultat :

Ainsi, les variations des recettes et des charges sur l'exercice 2016 impactent le résultat de près de -31% qui s'établit à 56 K€ à la clôture de l'exercice.

L'analyse du rapport 2015 faisait état d'une clarification nécessaire sur la qualification des biens de la délégation. Suite aux travaux de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et de la Commission de Contrôle des Déléataires de Service Public, le Conseil Municipal est informé que le délégataire a intégré à ce rapport les demandes de la Ville concernant les biens de la délégation. Ainsi, les véhicules de remorquage sont qualifiés de bien de retour, ils intégreront le patrimoine de la Ville à titre gratuit à l'issue de la DSP.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de prendre acte de ce rapport 2016.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications à Max LEVITA ? Personne. Je mets aux voix cette affaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

56. Rapport annuel 2016 du délégataire PEOPLE AND BABY - Crèche Joséphine Baker

Par délibération du 27 Juillet 2009, le Conseil municipal a programmé, dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Ovalie, la construction de la **crèche Joséphine Baker**, établissement d'accueil des jeunes enfants, d'une capacité de 60 places d'accueil collectif et de 9 places d'accueil familial.

A l'issue de la procédure d'appel d'offres, par délibération du Conseil Municipal du 26 mars 2012, la Ville de Montpellier a donc confié à la Mutualité Française de l'Hérault l'exploitation de cet établissement pour une durée de 3 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public qui a pris effet au 1^{er} septembre 2012 et s'est terminée le 31 août 2015.

Par délibération du 2 octobre 2014, la Ville de Montpellier a approuvé le principe du renouvellement de la gestion de la crèche « Joséphine Baker » dans le cadre d'une délégation de service public.

A l'issue de la procédure d'appel d'offres, par délibération du Conseil Municipal du 23 juillet 2015, la Ville de Montpellier a confié à l'entreprise People and Baby l'exploitation de cet établissement pour une durée de 6 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public qui a pris effet au 1^{er} septembre 2015.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales le délégataire produit chaque année avant le 1^{er} juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport a donné lieu à :

- une communication au Conseil Municipal par délibération du 20 juillet 2017;
- une présentation en Commission de Contrôle des Déléataires de Service Public en date du 14 septembre 2017 ;
- une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 20

septembre 2017.

Suite à ces 3 étapes préliminaires, il est proposé l'analyse du rapport suivante :

I- Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

➤ *Présentation et conditions d'exécution*

Les principales caractéristiques de cette délégation de service public sont les suivantes :

- Accueil des enfants sur une amplitude horaire journalière de 11h (7h30 à 18h30) ; l'établissement est ouvert du lundi au vendredi avec 5 semaines de fermeture annuelle. Pendant ces périodes de fermeture la continuité d'accueil des enfants est assurée grâce à une concertation étroite avec la ville ;
- Qualité d'accueil assurée par 24,6 professionnels : 1 puéricultrice, 1 infirmier, 4 éducatrices de jeunes enfants, 6 auxiliaires de puériculture, 6 CAP Petite Enfance, 2 agent d'entretien, 1 cuisinier, 0,6 secrétaire et 3 assistantes maternelles.
- Offre d'équipement conséquente et adaptée. Les repas sont préparés au sein de l'établissement par un cuisinier.
- Projet pédagogique : La crèche fonctionne avec 3 sections bébés, moyens et grands. Elle doit permettre à l'enfant de se découvrir, de découvrir les autres, de s'éveiller en compagnie des autres enfants et des professionnels. En 2016, de nouveaux ateliers ont été développés : ateliers massage, jardinage, langue des signes et musicothérapie ; pour les plus grands, un projet autour des différents pays du monde a permis de développer des activités de découverte des pays à travers les chants, les spécialités culinaires et la fabrication de totems, pinatas et autres chapeaux chinois.
- Dans l'objectif d'accompagner les parents et répondre à leurs questions, 3 « Cafés Crèches » ont été organisés en 2016. Il s'agit d'un moment d'échange entre les parents et les professionnels sous forme de petits déjeuners. Les thèmes sont choisis selon les attentes des parents et les réunions sont animées par le responsable de la structure et le pédiatre, le psychologue ou un intervenant extérieur selon les thématiques abordées.

➤ *Éléments d'analyse de la qualité du service*

A- Données d'activités du multi-accueil collectif

▪ Taux d'occupation

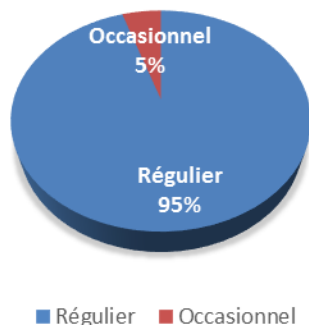
2016	Nombre d'enfants accueillis	Heures théoriques	Heures réalisées	TO heures réalisées	Heures facturées	TO heures facturées
Janvier	86	13 200	9 559,28	72,42%	11 038,59	83,63%
Février	87	13 860	10 019,59	72,29%	11 610,12	83,77%
Mars	88	14 520	11 785,18	81,17%	12 355,11	85,09%
Avril	102	13 860	10 293,57	73,88%	11 611,88	83,78%
Mai	107	12 540	10 398,80	82,93%	11 530,17	91,95%
Juin	107	14 520	11 783,96	81,16%	13 281,68	91,47%
Juillet	106	13 200	9 122,98	69,11%	10 308,56	78,09%
Août	67	1 320	495,87	37,57%	663,09	50,23%
Septembre	86	14 520	9 449,87	65,08%	11 093,70	76,40%
Octobre	88	13 860	8 433,79	60,85%	9 837,04	70,97%
Novembre	86	13 200	9 868,72	74,76%	11 053,21	83,74%
Décembre	85	11 220	7 109,31	63,36%	8 398,19	74,85%
TOTAL	/	149 820	108 320,92	72,30%	122 781,34	81,95%

- Taux d'occupation facturé 2015 : 74,32%
- Taux d'occupation facturé 2016 : 81,95%
- Taux de facturation 2016 : 113,35%

▪ **Caractéristiques des inscriptions**

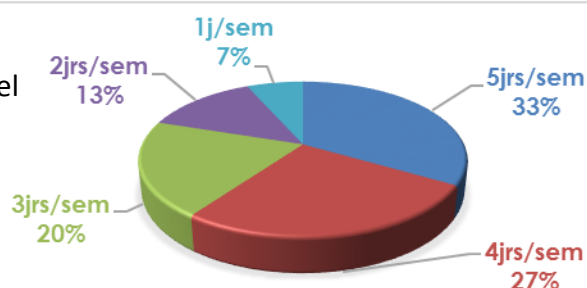
Type d'accueil (régulier / occasionnel)

2016	Heures théoriques	Heures réalisées	TO heures réalisées	Heures facturées	TO heures facturées
Régulier	149 820	102 231,97	68,24%	116 590,25	77,82%
Occasionnel	149 820	6 089,92	4,06%	6 191,09	4,13%
TOTAL	149 820	108 320,92	72,30%	122 781,34	81,95%

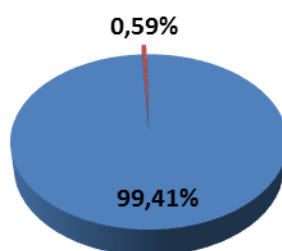


Durée des contrats d'accueil

40 % de contrats à temps partiel
(Moins de 4 jours /semaine)



Accueil par régime



■ Régime CAF ■ Régime MSA ■ Régime autre

B- Données d'activités du multi-accueil familial

■ Taux d'occupation

2016	Nombre d'enfants accueillis	Heures théoriques	Heures réalisées	TO heures réalisées	Heures facturées	TO heures facturées
Janvier	4	1 980	736,00	37,17%	741,5	37,45%
Février	4	2 079	743,76	35,77%	774,5	37,25%
Mars	5	2 178	759,00	34,85%	759,00	34,85%
Avril	5	2 079	713,00	34,29%	759,00	36,51%
Mai	5	1 881	657,39	34,95%	692,00	36,79%
Juin	5	2 178	634,54	29,13%	741,00	34,02%
Juillet	5	1 980	583,47	29,47%	623,50	31,49%
Août	0	198	0,00	0%	0,00	0%
Septembre	4	2 178	410,99	18,87%	465,50	21,37%
Octobre	4	2 079	558,65	26,87%	602,00	28,96%
Novembre	6	1 980	918,00	46,36%	918,00	46,36%
Décembre	6	1 683	726,04	43,14%	746,00	44,33%
TOTAL	/	22 473	7 440,84	33,11%	7 822,00	34,81%

- Taux d'occupation facturé 2015 : 15.18%
- Taux d'occupation facturé 2016 : 34.81%
- Taux de facturation 2016 : 105.12%

En 2015, il n'y avait qu'une seule assistante maternelle en activité au sein de la crèche familiale, accueillant 2 enfants. L'augmentation du taux d'occupation facturé en 2016, s'explique par le recrutement en 2016 de la 2^{ème} puis de la 3^{ème} assistante maternelle.

II- Eléments financiers

Le montant de la participation municipale s'élève à 361 764.15 €.

Montant de la participation municipale : 2.74 € / heure facturée pour l'accueil collectif et 3.24€/ heure facturée pour l'accueil familial.

L'exercice 2016 constitue le premier exercice en année pleine du délégataire people and baby. Il n'y a pas de comparaison possible avec l'exercice précédent. L'analyse portera sur les écarts avec le budget prévisionnel.

2016	Accueil collectif			Accueil familial		
	Nombre d'heures facturées	Prix unitaire	Total	Nombre d'heures facturées	Prix unitaire	Total
Janvier	11 038,59	2.74 €	30 245,74 €	741,5	3.24 €	2 402,46 €
Février	11 610,12	2.74 €	31 811,73 €	774,5	3.24 €	2 509,38 €
Mars	12 355,11	2.74 €	33 853,00 €	759,00	3.24 €	2 459,16 €
Avril	11 611,88	2.74 €	31 816,55 €	759,00	3.24 €	2 459,16 €
Mai	11 530,17	2.74 €	31 592,67 €	692,00	3.24 €	2 242,08 €
Juin	13 281,68	2.74 €	36 391,80 €	741,00	3.24 €	2 400,84 €
Juillet	10 308,56	2.74 €	28 245,45 €	623,50	3.24 €	2 020,14 €
Août	663,09	2.74 €	1 816,87 €	0,00	3.24 €	0,00 €
Septembre	11 093,70	2.74 €	30 396,74 €	465,50	3.24 €	1 508,22 €
Octobre	9 837,04	2.74 €	26 953,49 €	602,00	3.24 €	1 950,48 €
Novembre	11 053,21	2.74 €	30 285,80 €	918,00	3.24 €	2 974,32 €
Décembre	8 398,19	2.74 €	23 011,04 €	746,00	3.24 €	2 417,04 €
Sous total 2016	122 781,34	2.74 €	336 420,87 €	7 822,00	3.24 €	25 343,28 €
Total	361 764,15 €					

Compte de résultat 2016 :

	Réalisé 2015	Budget 2016	Réalisé 2016
<i>Recettes PSU</i>	205 512,20 €	746 901,54 €	649 132,81 €
<i>Participation de la collectivité</i>	112 765,08 €	419 646,47 €	361 780,01 €
<i>Autres recettes</i>	38 283,00 €	7 140,00 €	
Total des recettes	356 560,28 €	1 173 688,01 €	1 010 912,82 €
<i>60- Achats</i>	28 821,98 €	87 581,49 €	94 400,33 €
<i>61- Services extérieurs</i>	45 293,38 €	142 101,86 €	140 399,80 €
<i>62- Autres services extérieurs</i>	13 095,76 €	30 948,93 €	53 590,93 €
<i>63- Impôts et taxes</i>	12 688,50 €	55 016,15 €	65 948,68 €
<i>64- Charges de personnel</i>	245 083,34 €	807 650,57 €	719 380,09 €
<i>65- Charges de gestion courante</i>	13 711,52 €	37 180,67 €	42 748,47 €
<i>68- Dotations aux amortissements et provisions</i>	442,73 €	3 083,33 €	2 043,35 €
Total des charges	359 137,21 €	1 163 563,00 €	1 118 511,65 €
Résultat de l'exercice	- 2 576,93 €	10 125,01 €	- 107 598,83 €

a) Au niveau des postes de charges :

Le total des charges s'élève à 1 119 K€ contre 1 164 K€ dans le budget prévisionnel.

- Ecart de +7,5 K€ sur le poste entretien qui s'explique notamment par le remplacement d'une machine à laver, une intervention sur la chaufferie et l'amélioration de l'ampérage des prises électriques

- Ecart de 22,6 K€ sur les services extérieurs (recours à l'intérim)

- Des charges de personnel corrélées au taux de remplissage qui se sont établies à 719 K€

b) Au niveau des recettes :

Le total des produits s'élève à 1 011 K€ contre 1 174 K€ dans le budget prévisionnel

- Ecart de -98 K€ sur les recettes PSU lié au taux d'occupation constaté

- Ecart de -58 K€ sur la participation municipale de la Ville qui est assise sur le nombre d'heures facturées

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de prendre acte de rapport 2016.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Personne. Je mets aux voix cette affaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

57. MONTPELLIER GRAND CŒUR

Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)

Construction et aménagement des Halles et de la Place Alexandre Laissac

Avenant n° 1 au mandat de réalisation à la Société d'aménagement de la Métropole de

Montpellier (SA3M)

Depuis 2003, la Ville de Montpellier mène sur son centre-ville une intervention globale de renouvellement urbain qui comprend notamment la dynamisation du cœur marchand pour que celui-ci ait un rôle majeur dans le territoire métropolitain.

Situées en cœur de ville, en lien avec le boulevard du Jeu de Paume et à l'intersection de plusieurs lignes de tramway, les nouvelles halles Laissac sont un élément important de la stratégie commerciale mise en œuvre en cohérence avec le réaménagement de la Grand'Rue Jean Moulin en travaux, le boulevard du Jeu de Paume renouvelé. Elles contribuent à l'attractivité du centre-ville : cet équipement structurant est conçu comme le véritable pivot d'un circuit commercial, dans ce secteur en plein renouveau entre la gare, le futur MoCo – Montpellier Contemporain et l'Écusson au patrimoine architectural emblématique.

Pour ce faire, la Ville a approuvé et autorisé, par délibération n°2016/0448 du 16/12/2016, de confier la maîtrise d'ouvrage déléguée à la Société d'aménagement de la métropole de Montpellier (SA3M).

Ce mandat comprend deux opérations intimement liées que sont la reconstruction de nouvelles halles et l'aménagement des espaces publics afférents, en lien avec les commerces environnants. Ainsi, le traitement des halles et de la place sera étroitement coordonné. En effet, la maîtrise d'ouvrage est dorénavant unique puisque, par délibération n° 2016/6 du 28/01/2016, il a été approuvé et autorisé la signature d'une convention entre la Métropole et la Commune confiant la totalité de la maîtrise d'ouvrage de l'opération à la Commune. Ainsi, afin d'assurer pleinement cette cohérence d'ensemble, le mandat a été signé le 27 décembre 2016 et notifié à la SA3M le 17 janvier 2017.

Le bilan de l'année 2016 fait apparaître une dépense de 84K€ TTC correspondant à la rémunération de la SA3M.

Afin d'améliorer la gestion de la trésorerie de l'opération, il est proposé aujourd'hui de réajuster le versement des avances, sans incidence sur le montant de la rémunération du mandataire, ni sur le bilan global du projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- D'approuver le compte rendu annuel à la collectivité du mandat de réalisation des nouvelles halles Laissac et d'aménagement des espaces publics attenants, qui a été établi par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de la Ville à la date du 31 décembre 2016 ;
- De prendre acte à cet effet des termes de l'avenant n°1 qui modifie l'article 15.2 du mandat sur les modalités de financement et de règlement des dépenses engagées au nom et pour le compte du mandant par le mandataire ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou toute personne ayant délégation, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Je ne prends pas part au vote. Qui demande la parole ? Personne. Je mets aux voix cette affaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**58. Concession NOUVEAU GRAND CŒUR (SA3M)
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)
Avenant n° 5 au traité de concession d'aménagement**

Depuis 2003, la Ville de Montpellier mène sur son centre-ville une intervention globale de renouvellement urbain. L'objectif générique de l'opération est l'amélioration du cadre de vie pour ceux qui y habitent et y travaillent, en agissant sur 3 volets : le logement, le commerce et les équipements publics.

L'ambition de cette action de renouvellement urbain sur le quartier Centre a conduit à créer une nouvelle concession fin 2013 (Nouveau Grand Cœur) par délibération du Conseil municipal du 7 octobre, notifiée à la SAAM début décembre 2013, devenue la SA3M (Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole).

Pour mener à bien cette opération, la SA3M conduit les études, propose à la Ville des stratégies d'actions et met en place les outils d'aménagement nécessaires.

Le travail de programmation est réalisé conformément au programme et au bilan prévisionnel inscrit dans le traité de concession.

De 2013 à 2015, le programme a évolué et la concession a été prolongée jusqu'en 2022, nécessitant de modifier la convention initiale par avenants.

Depuis le début de la concession jusqu'à 2015, le total du bilan est passé de 39 120 400 € HT à 70 326 000 € HT et la participation de la Ville de 4 640 000 € à 11 742 000 €, dont 2 496 000 € en nature (foncier).

En 2016, les principales modifications de programme de l'opération de renouvellement urbain se déclinent au travers de :

- une modification de la répartition des acquisitions entre ce qui est destiné à la réhabilitation et à la production en constructions neuves ;
- un recalage des prix de cession ;
- une meilleure valorisation des loyers commerciaux ;
- une augmentation liée à la prise en compte des nouvelles acquisitions en rénovation impliquant des travaux en parties communes et remises aux normes des locaux avant cession.

Concernant l'opération Laissac, la démolition du parking et la relocalisation des étaliers sont terminées.

Aucune modification de programme n'est intervenue pour l'opération « Beausoleil » (ex caserne de Gendarmerie avenue de Lodève)

Pour l'opération « Route de Nîmes » (avenue François Delmas), le périmètre d'intervention passe de 4 à 7 hectares et la production de logements, bureaux et commerces est dimensionnée à 47 400 m² de surface de plancher (SDP).

La convention de trésorerie est inchangée.

Un avenant n°5 est présenté pour entériner l'actualisation du programme de l'opération « Route de Nîmes » (avenue François Delmas), la prolongation de la durée de la Concession nécessitée par cette opération et la baisse du taux de la rémunération du concessionnaire (SA3M) liée à la gestion financière.

Le total du bilan est ajusté à 77 323 000 € HT, la participation de la Ville est inchangée : 11 742 000 €, dont 2 496 000 € en nature (foncier). La TVA ne s'appliquant que partiellement, la participation TTC de la Ville est de 12 250 000 € sur 14 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « Nouveau Grand Cœur » qui a été établi au 31 décembre 2016, par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n°5 au traité de concession d'aménagement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Je ne prends pas part au vote. Qui demande la parole ? Personne. Je mets aux voix cette affaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention :

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**59. Concession GRAND CŒUR (SERM)
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)
Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives
de puissance publique (année 2016)
Avenant n°16 au traité de concession d'aménagement**

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour dynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ».

Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003 (suite à la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement). Il s'agit d'une opération d'aménagement dont le programme

porte sur le logement (production de logements publics et privés en requalification d'immeubles dégradés et en construction sur friches urbaines, conduite des opérations programmées d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain – OPAH RU), sur l'activité commerciale (remise sur le marché de locaux commerciaux requalifiés, prospection et installation d'enseignes dynamiques...), et sur des équipements publics.

De 2003 à 2015, le programme a évolué et la concession a été prolongée jusqu'en 2019, nécessitant de modifier la convention initiale par avenants.

Depuis le début de concession jusqu'à 2015, le total du bilan est passé de 65 928 600 € HT à 122 062 000 € HT et la participation de la Ville de 11 196 600 € HT à 26 954 000 € HT, soit 27 616 000 € (sur 16 ans), la TVA ne s'appliquant que partiellement.

En 2016, le programme prévisionnel a fait l'objet des adaptations opérationnelles suivantes :

- un ajustement des acquisitions et des reventes ;
- une augmentation des charges de gestion due à des travaux d'entretien d'un patrimoine dégradé ;
- une indexation de la rémunération forfaitaire et une augmentation liée à la prise en compte de la rémunération commerciale ;
- une augmentation des travaux restant à réaliser sur les locaux commerciaux avant commercialisation ;
- une augmentation du montant des quotes-parts « parties communes » pendant le temps de portage par l'aménageur.

Pour limiter les frais de portage, les avances de trésorerie infra annuelles demeurent mais sont inchangées (3 000 000 € en 2017 et 2018), ainsi que le remboursement de l'avance principale de 6 000 000 K€ en 2019.

La rémunération forfaitaire de la SERM pour la conduite d'opération est abaissée progressivement à compter du 1^{er} janvier 2017, pour les dernières années de la concession ; de 230 000 € annuel jusqu'à cette année, elle est de 182 000 € en 2017, 98 000 € en 2018 et 60 000 € en 2019. Cet abaissement fait l'unique objet de l'avenant n°16 annexé à la présente délibération.

Le total du bilan est ajusté à 122 857 000 € HT, et la participation de la Ville est inchangée : 26 954 000 € HT, soit 27 616 000 € (sur 16 ans), la TVA ne s'appliquant que partiellement.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2016 également présenté en annexe de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « Grand Cœur » qui a été établi au 31 décembre 2016, par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM ;

- de prendre acte du document identifiant les acquisitions, les cessions, les préemptions et les relogements effectués par la SERM entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016 ;
- de prendre acte du rapport spécial ci-joint établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2016 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n°16 au traité de concession d'aménagement, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Personne. Je mets aux voix cette affaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Monsieur Jérémie MALEK sort de séance.

60. Renouvellement urbain du quartier de la Pompignane **Concession d'aménagement Ville/SA3M** **Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)**

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a souhaité étudier le réaménagement du quartier de la Pompignane.

D'une superficie d'environ 100 hectares, ce quartier comprend notamment :

- Un parc industriel et technologique (IBM, Dell, Areva,...) ;
- Des commerces, services et équipements en cœur de quartier et sur l'avenue de la Pompignane ;
- Des zones pavillonnaires ainsi qu'un parc locatif social important concentré surtout au nord du secteur étudié.

Pour ce faire, la Ville a confié par décision en date du 20 décembre 2012, un mandat d'études à la SAAM signé le 21 décembre 2012. Les différentes études ont permis de mettre en évidence un remarquable potentiel de développement urbain fondé notamment sur la proximité avec le centre-ville, les caractéristiques d'une cité-jardin, la présence du fleuve le Lez, la densité urbaine et la mixité sociale du quartier, les possibilités de mutation foncière et le rôle de centralité de quartier à l'échelle de la ville.

Un dialogue compétitif a également été mené pour proposer un projet global de renouvellement urbain à l'issue duquel le cabinet d'urbaniste CASTRO/DENISSOF et Associés, associé au paysagiste PRAXYS et aux bureaux d'études BERIM et 2DKS a été désigné comme urbaniste en chef du projet en 2014.

La complexité d'une telle opération de renouvellement d'un tissu urbain existant et diversifié a imposé de définir ultérieurement les outils potentiels d'aménagement urbain pour se concentrer prioritairement sur le processus de définition du projet urbain.

Dans ce sens, le Conseil Municipal a approuvé par délibération du 25 février 2016 les objectifs et modalités de la concertation préalable au projet de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane, afin de recueillir l'avis de la population sur les principaux enjeux et objectifs de ce projet que sont :

- L'affirmation de la centralité urbaine du quartier (équipements publics, espaces publics, commerces & services, densité adaptée, forme urbaine, ...) ;
- Une programmation immobilière assurant le renouvellement urbain du quartier, et recherchant une plus grande mixité sociale et fonctionnelle ;
- L'amélioration et le développement des espaces publics et des modes de circulation doux (piétons, vélos) garantissant une transversalité inter-quartier et le lien avec le centre-ville ;
- L'accompagnement qualitatif des projets immobiliers d'initiative privée (espaces publics, paysage, architecture et intégration des projets dans leur site, ...) ;
- L'amélioration de la protection hydraulique du quartier et sa valorisation paysagère.

Par délibération du Conseil Municipal en date du 29 septembre 2016, la Ville de Montpellier a tiré le bilan favorable de la concertation préalable, et en conséquence, a souhaité confier la mise en œuvre opérationnelle de ce quartier à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Par délibération du 29 septembre 2016, la Ville de Montpellier a approuvé les termes d'une concession d'aménagement à conclure avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M). Cette concession d'aménagement a été signée le 14 novembre 2016, puis déposée en Préfecture de l'Hérault le 16 novembre 2016.

L'opération d'aménagement a notamment pour objet de permettre la réalisation de nouveaux équipements publics ou l'adaptation de ceux existants aux futurs besoins des habitants dont un certain nombre relèvent de la compétence métropolitaine (voiries, assainissement, eau potable, réseau de chauffage, ...). Dans l'objectif d'une maîtrise optimale des finances publiques et de la rationalisation des interventions sur l'espace public, le transfert de maîtrise d'ouvrage à la Ville ou son aménageur pour la réalisation du programme prévisionnel de travaux de ces équipements métropolitains a été fixé par convention approuvée en Conseil Municipal en date du 20 juillet 2016 et en Conseil Métropolitain le 21 juillet 2016.

La SA3M poursuit depuis les études de définition du projet de renouvellement urbain.

Au 31 décembre 2016, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 116 000 €. A la même date, aucune recette n'a été perçue sur cette opération.

Au 31 décembre 2016, le bilan prévisionnel s'équilibre en dépenses et en recettes à 52 241 000 €.

En conséquence, il vous est proposé :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 concernant la l'opération de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane, établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), titulaire de la concession d'aménagement ;

- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2016 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Je ne prends pas part au vote. Qui demande la parole ? Personne. Je mets aux voix cette affaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

61. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur
Concession d'aménagement Ville / SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)
Avenant n°12

Par convention de mandat du 10 février 1994, la Ville de Montpellier a confié à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) les études du quartier et du bassin Jacques Cœur.

Dans ce cadre, un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a été organisé en 1994. Le lauréat de ce concours, ARCHIMEDE, SARL constituée des architectes A. Garcia-Diaz, F. Fontès et Ph. Bonon, a procédé aux études préliminaires à la réalisation de ce nouveau quartier.

Un concours en vue du choix de bureaux d'études a été organisé pour compléter l'équipe de maîtrise d'œuvre. A l'issue de ce concours, les bureaux d'études INFRA-SUD et SIEE ont été retenus. Depuis lors, les études d'urbanisme et les études préliminaires d'infrastructures se sont poursuivies en vue de la préparation du dossier d'une première zone d'aménagement concerté (ZAC), dénommée Port Marianne - Jacques Cœur, sur un périmètre compris entre le Lez à l'ouest, l'avenue Raymond Dugrand à l'est, l'avenue Marie de Montpellier au nord et le bassin Jacques Cœur au sud.

Les objectifs et modalités d'association du public pour cette ZAC ont été adoptés par délibération du Conseil municipal du 24 juillet 1995. Par délibération du 6 janvier 1997, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a décidé de concéder les études et la réalisation du quartier Jacques Cœur à la SERM.

Le dossier de création de cette ZAC a été arrêté par le Conseil municipal du 27 février 1997 et approuvé par celui du 25 avril 1997.

Le dossier de réalisation de la ZAC, élaboré en association avec les services de l'Etat et soumis à concertation, a été arrêté par délibération du Conseil municipal du 22 octobre 1998. Après enquête publique et avis favorable de la commission d'enquête, ce dossier de réalisation a été approuvé par délibération du 27 juillet 1999. L'opération a été déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral du 26 octobre 1999.

Par délibération du 24 septembre 2002, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 à la convention publique d'aménagement afin de pouvoir engager durant l'année 2003 les études

nécessaires à l'extension de la ZAC au sud du bassin Jacques Cœur, compte tenu de la bonne commercialisation de la partie nord de l'opération. Ces études ont amené le Conseil municipal à approuver le lancement de cette extension par délibération du 31 mars 2004.

A l'issue de la concertation organisée auprès du public, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création et arrêté le dossier de réalisation de l'extension de ZAC par délibération du 7 octobre 2004. Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a ensuite approuvé le dossier de réalisation de l'opération ainsi que son programme des équipements publics.

Cette extension, qui porte à 9,6 hectares la superficie totale de la ZAC, permet de poursuivre la réalisation du quartier jusqu'à l'avenue Théroigne de Méricourt, au sud. L'ensemble de ce nouveau quartier, extension comprise, prévoit la réalisation d'environ 1 600 logements, des commerces, des locaux d'activités et des bureaux, répartis sur onze îlots.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement en vue d'autoriser la SERM à réaliser le bâtiment situé en bordure de la place Ernest Granier (îlot A), et de poursuivre ainsi la réalisation des façades de cet espace public majeur, amorcées avec celles du bâtiment dénommé « *Etoile Richter* », également réalisé par la SERM et situé sur l'îlot N de la ZAC Port Marianne - Richter.

Ce bâtiment, dénommé « *Arche Jacques Cœur* » a été inauguré le 20 juin 2007. Il abrite des bureaux sur une superficie totale d'environ 11 600 m², ainsi que des commerces en rez-de-chaussée.

Par délibération du 9 octobre 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 3 à la convention publique d'aménagement visant à étendre le périmètre de ladite convention aux voies primaires riveraines du quartier (les avenues Raymond Dugrand et Théroigne de Méricourt) au droit de l'opération.

Un avenant n° 4 a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 29 juillet 2004, afin de proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2008.

Un avenant n° 5, approuvé par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2004, a permis d'étendre le périmètre de la convention publique d'aménagement, de confier à la SERM l'étude et la réalisation de l'extension de la ZAC, d'approuver le bilan financier prévisionnel qui s'attache à cette extension et de proroger la durée de la convention publique d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2013.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

L'avenant n° 6, que le Conseil municipal a approuvé le 25 juillet 2005, a permis de modifier la concession d'aménagement pour ajuster, en le minimisant, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières, et réduire le périmètre de l'opération en excluant une partie de l'emprise de l'avenue Raymond Dugrand.

L'avenant n° 7, approuvé par le Conseil municipal le 26 juillet 2007, a autorisé la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur, celle-ci étant supprimée de la concession d'aménagement.

Le Conseil municipal a approuvé, par délibération du 27 juillet 2009, la modification du

programme des équipements publics de la ZAC afin d'y intégrer la réalisation d'un parking public. Ce parking public, comportant environ 740 places, est situé sous l'îlot H (*La Mantilla*) de la ZAC en bordure de l'avenue Raymond Dugrand et permet de répondre aux besoins en stationnement des nombreux programmes de commerces, de bureaux ou de logements en cours de construction ou à venir sur cette avenue. Pour permettre la réalisation de ce parking par la SERM, un avenant n° 8 à la concession d'aménagement a été approuvé lors de la même séance du Conseil municipal afin de proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2014.

Compte tenu des délais de poursuite de l'opération, et notamment ceux nécessaires à la réalisation du programme de *La Mantilla* et de son parking public, un avenant n° 9 à la concession d'aménagement approuvé en séance du Conseil municipal du 26 juillet 2010 a permis de proroger la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2018. Ce même avenant a par ailleurs amené à modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à l'opération pour le financement partiel de l'avenue Théroigne de Méricourt (pour un montant global de 1 933 000 € HT).

Par délibération du 3 octobre 2011, le Conseil municipal, actant la possibilité d'assurer le portage financier du parking de *La Mantilla* par un investisseur, a retiré cet ouvrage du programme des équipements publics de la ZAC.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°10 à la concession d'aménagement, signé le 25 novembre 2015 et tamponné préfecture le 15 décembre 2015, le versement à la SERM d'une rémunération forfaitaire complémentaire de 6 000 € HT lui permettant d'assurer le suivi et la gestion du parc de stationnement ouvert au public de *La Mantilla*.

Par délibération du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°11 à la concession d'aménagement permettant de compléter les missions de la SERM en ce qui concerne le suivi et la gestion des demandes d'implantations commerciales au sein de l'opération et de prévoir la rémunération correspondante. Cet avenant a également permis de modifier la concession pour permettre de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM pour les adapter au travail réellement effectué par la société.

Compte tenu du fait que le parc de stationnement de *La Mantilla*, actuellement géré par la SERM dans le cadre de la concession d'aménagement, ne peut être revendu à un investisseur privé en 2018, comme prévu initialement, compte-tenu des conditions de rentabilité très insuffisantes constatées aujourd'hui, un avenant n°12 est aujourd'hui proposé afin de prolonger la durée de la concession d'aménagement jusqu'en 2023. D'ici là, la SERM aura pour mission de stabiliser le fonctionnement de ce parc de stationnement, d'adapter ses tarifs et de mettre en œuvre tous moyens nécessaires pour rentabiliser cet équipement et le rendre attractif pour les investisseurs privés. Le bilan de la concession doit être adapté en conséquence afin d'intégrer les dépenses et recettes correspondant à la gestion, par la SERM, du parc de stationnement de *La Mantilla* jusqu'en 2023. Il est précisé que cette modification du bilan est équilibrée en dépenses et en recettes et n'entraîne pas de modification de la participation de la Ville à la concession.

Au 31 décembre 2016, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 72 150 000 € HT et les recettes perçues à 69 456 000 € HT. Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 78 070 000 € HT, en augmentation de 2 042 000 € HT par rapport au bilan précédent, s'expliquant par l'intégration dans le bilan des charges et recettes liées à la gestion du parc de stationnement de *La Mantilla* par la SERM entre 2019 et 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- de prendre acte du document joint identifiant les cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne – Jacques Cœur du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016 ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2016 ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°12 à la concession d'aménagement prolongeant la durée de la concession d'aménagement jusqu'en 2023 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Personne. Je mets aux voix cette affaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**62. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Richter
Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)**

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-Richter est située sur la rive gauche du Lez, délimitée à l'est par l'avenue Raymond Dugrand, au nord par le rond-point Christophe Colomb et au sud par l'avenue Marie de Montpellier.

Elle accueille notamment la faculté de sciences économiques et de gestion, une bibliothèque universitaire et un espace de restauration, ainsi qu'un parc public de 2,5 ha, des logements, des bureaux et des commerces.

Elle est très bien desservie par un réseau de voiries et de pistes cyclables (pont Zuccarelli, passerelle des Barons de Caravètes, avenue Marie de Montpellier), renforcé par une solide desserte par les transports en commun (bus et tramway).

La Ville a confié son aménagement à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) par un traité de concession signé le 10 mai 1994.

Son architecte coordonnateur est Adrien Fainsilber.

Le dossier de création de la ZAC Port Marianne-Richter a été approuvé par arrêté préfectoral du 2 août 1993. Son dossier de réalisation a été approuvé par arrêté préfectoral du 7 mars 1995.

Par délibération du 24 juillet 1995, le Conseil municipal a approuvé les termes d'un avenant n°1 au traité de concession et a fixé les objectifs et les modalités de concertation du public relatifs à la modification du plan d'aménagement de zone (PAZ) de la ZAC.

Par délibération du 31 juillet 1998, le Conseil municipal a approuvé les termes d'un avenant n°2 au

traité de concession prenant notamment en compte les dispositions de la loi n° 95-127 du 8 février 1995 précisant les modalités de contrôle des sociétés d'économie mixte par les collectivités dans la cadre des marchés publics et des délégations de service public.

A la suite d'une phase de concertation organisée en janvier 1999, dont le bilan a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 février 1999, et à l'issue d'une enquête publique organisée du 28 mai au 2 juin 1999, le Conseil municipal a approuvé cette modification de PAZ par délibération du 27 juillet 1999.

Par délibération du 28 juillet 2000, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 au traité de concession visant à proroger ledit traité jusqu'au 31 décembre 2006 pour permettre à la SERM de réaliser, notamment, un immeuble de bureaux situé en façade de la place Ernest Granier.

En application de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU), le Conseil municipal a approuvé par délibération du 25 juillet 2001 un avenant n°4 visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement et à définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°5 visant à permettre à la SERM de réaliser un bâtiment sur l'îlot E nord de la ZAC, en bordure de la place de la Révolution Française, qui marque l'achèvement des façades de cet espace public majeur du quartier sur 4000 m² de SHON environ. Ce bâtiment, désigné « Espace Jacques I^{er} d'Aragon », abrite à la fois des équipements publics et des bureaux privés.

Par délibération du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 en vue de permettre la réalisation d'un parking d'une capacité d'environ 300 places sur l'îlot M de la ZAC. Le parking prévu a été réalisé en surface avec une capacité de 80 places environ pour des raisons de coût et d'environnement.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°7 prorogeant la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2009 afin de permettre à la SERM de mener à bien sa mission, concernant, en particulier, l'achèvement de l'Espace Jacques I^{er} d'Aragon et l'aménagement définitif de la place de la Révolution Française.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée de la concession d'aménagement, un avenant n°8 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Considérant la possibilité de commercialisation à court terme du lot M de la ZAC, situé à l'arrière du bâtiment Etoile Richter, pour permettre la réalisation d'une nouvelle opération de bureaux, un avenant n°9 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 27 juillet 2008 prorogeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2014.

Compte-tenu du décalage dans le temps de la réalisation de l'opération de bureau sur le lot M (CNFPT), le Conseil municipal a approuvé un avenant n°10 par délibération du 25 novembre 2013, signé le 10 décembre 2013, permettant de proroger les missions de la concession de deux

ans, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°11 à la concession d'aménagement, signé le 25 novembre 2015, prolongeant les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2018, pour permettre la construction du siège du CNFPT (lot M).

Par délibération du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°12 à la concession d'aménagement prorogeant les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2019 afin de permettre la clôture de cette concession d'aménagement dans les meilleures conditions et permettre de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM pour les adapter au travail réellement effectué par la société.

Au 31 décembre 2016, les dépenses engagées s'élevaient à 46 929 000 € pour un montant total de recettes perçues de 47 461 000 €. Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 47 461 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Richter qui a été établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2016 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Personne. Je mets aux voix cette affaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

63. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jardins de la Lironde
Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)
Avenant n°13

Par délibération en date du 25 juin 1990, le Conseil municipal approuvait le dossier de réalisation de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-Jardins de la Lironde et concédait à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) les études et aménagements nécessaires à l'opération.

A la suite d'une mission d'études complémentaires menée par l'architecte en chef Christian de Portzamparc, désigné par la Ville, le Conseil municipal fixait, lors de la séance du 20 juin 1991, les objectifs et les modalités de concertation du public en vue d'une extension - modification de cette ZAC.

Par délibération du 28 juillet 1992, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 au traité de concession signé avec la SERM. Toutefois les difficultés du marché de l'immobilier des années

1992-1993, conjuguées aux difficultés juridiques liées à l'annulation du POS de Montpellier, ont conduit la Ville à différer l'engagement de l'opération.

Par la suite, la reprise du marché immobilier et l'excellente commercialisation des ZAC engagées sur Port Marianne (Blaise Pascal, Richter, Consuls de Mer), ont rendu nécessaire la relance de cette opération.

C'est dans ce contexte que, par délibération du 30 mars 1998, la Ville de Montpellier a fixé les objectifs d'un nouveau projet de ZAC et les modalités d'association du public. Lors de cette même séance, le Conseil municipal a approuvé la concession de l'opération à la SERM en intégrant, notamment, les engagements fonciers et financiers souscrits dans le cadre du traité initial.

Une nouvelle ZAC a par conséquent été créée par délibération du Conseil municipal du 20 décembre 1999.

Par délibération du 20 décembre 1999, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 à la concession d'aménagement visant notamment à adapter le périmètre du traité de concession à celui de la ZAC.

Les études, à nouveau menées par Christian de Portzamparc, ont conduit à l'élaboration du dossier de réalisation que le Conseil municipal a approuvé par délibération du 29 septembre 2000. Un bilan prévisionnel a été établi. Ce bilan intègre également les engagements fonciers et financiers souscrits dans le cadre du traité de concession initial.

Le programme des équipements publics de la ZAC a été approuvé par délibération du 29 septembre 2000. La ZAC prend en charge la totalité du coût des voiries et réseaux uniquement nécessaires à son fonctionnement, et une partie (40 %) du coût des voiries dites primaires, seulement pour la quote-part nécessaire aux besoins de la ZAC (rue Léonard de Vinci, avenue Albert Einstein et route de Vauguières partiellement).

Pour l'étude et la réalisation de ces voiries primaires, une convention de mandat a été confiée à la SERM, par délibération du Conseil municipal du 5 novembre 2001.

Par délibération du 25 juillet 2001, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 2 à la concession d'aménagement visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement et à définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 6 février 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 3 à la convention publique d'aménagement pour demander à la SERM d'étudier une extension de la ZAC de manière à intégrer l'ensemble des terrains anciennement gérés par l'ASPTT, d'une superficie de 2,6 ha acquis par la Ville auprès de La Poste, et situé en bordure de la rue Léonard de Vinci et du parc public.

Les études menées ont conduit le Conseil municipal à approuver, par délibération en date du 31 mars 2004, le lancement d'une procédure d'extension de la ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde sur ces terrains. C'est par délibérations du 25 juillet 2005 que le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants à cette extension de ZAC ont été approuvés.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Un avenant n° 4, approuvé par le Conseil municipal du 25 juillet 2005, est venu modifier la concession d'aménagement pour ajuster, selon un barème dégressif, le taux de rémunération de la

SERM en matière d'acquisitions foncières.

Par délibération du 27 octobre 2005, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 5 à la concession d'aménagement, permettant de modifier le bilan prévisionnel de la ZAC. Des études ont en effet montré qu'au moins la moitié des élèves du groupe scolaire prévu dans la ZAC seraient des enfants issus des logements construits dans le cadre de l'opération. C'est pourquoi l'avenant n° 5 a acté le versement d'un fonds de concours à la Ville d'un montant de 1 523 000 € en 2006 (au prorata de la prévision de fréquentation) pour la construction de ce groupe scolaire, et que, conformément à une délibération du 25 juillet 2006, le programme des équipements publics de la ZAC a été modifié pour tenir compte de cette évolution.

L'avancement de l'urbanisation du quartier Port Marianne et l'augmentation de la population ont conduit la Région Languedoc Roussillon à programmer la réalisation d'un lycée professionnel, dénommé « lycée Georges Frêche », sur l'îlot P de la ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde. Compte tenu de la nature de cet équipement, la Ville a décidé de procéder à la cession gratuite de ce terrain à la Région Languedoc Roussillon. Cette cession gratuite générant une perte de recette au bilan prévisionnel de 2 000 000 € HT, un avenant n° 6, approuvé par délibération du 25 juillet 2006, a permis de modifier le bilan prévisionnel de la concession d'aménagement pour compenser cette perte par une augmentation équivalente de la participation financière de la Ville à l'opération.

La bonne commercialisation de la ZAC, à cette époque, a généré un niveau de recettes suffisamment important qui a permis de compenser le montant de la participation financière de la Ville. Dans ce contexte, un avenant n° 7 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 afin de modifier le bilan prévisionnel de l'opération par la réduction de cette participation de la Ville pour un montant de 2 000 000 € HT. Cet avenant a également intégré les dispositions autorisant la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur après mise en concurrence, cette mission étant supprimée de la concession d'aménagement.

Afin de réaliser les aménagements de la partie ouest de la ZAC en particulier pour accompagner les constructions sur les îlots I, J, K, M2, N et Y, un avenant n° 8 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 en vue de proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2015.

La santé financière de l'opération a permis de dégager en 2010 un fonds de concours de 700 000 € au bénéfice de la Ville, dont 200 000 € ont été versés en 2011 et 500 000 € en 2012. Le fonds de concours total versé à la Ville par l'opération d'un montant de 3 743 000 € reste inchangé par rapport au bilan précédent.

Un avenant n°9 à la concession d'aménagement a été approuvé au Conseil Municipal du 25 novembre 2013 et signé le 20 décembre 2013 en vue de proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2017.

A la suite d'études hydrauliques menées sur l'ensemble du bassin versant de la Lironde, le cours d'eau qui traverse cette opération, un des îlots sur lequel était projetée une opération de logements (îlot Y) s'est révélé inondable et ne peut plus faire l'objet d'un projet de construction. Cette situation a entraîné par conséquent une perte de charge foncière de 476 000 €, ce qui a amené la SERM à solliciter une participation d'équilibre de la Ville d'un montant de 448 000 € programmée en 2017. En conséquence, un avenant n°10 au traité de concession permettant d'adapter la participation d'équilibre de la Ville a été approuvé par le Conseil Municipal du 6 novembre 2014

et signé le 10 décembre 2014.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°11 à la concession d'aménagement, signé le 25 novembre 2015, en vue de l'octroi d'une nouvelle participation d'équilibre à l'opération de 606 000 €. Cette modification a permis de porter la participation d'équilibre totale de la Ville à un montant total de 1 054 000 € pour un versement prévu en 2017.

Un avenant n°12 à la concession d'aménagement, approuvé par le Conseil Municipal le 20 octobre 2016, a permis de proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2020, de décaler sur 2018 la participation de la Ville et de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM.

Aujourd'hui, il est proposé, dans le cadre d'un avenant n°13 à la concession d'aménagement, de décaler en 2019 la participation prévue en 2018 compte tenu des capacités financières de l'opération,

Au 31 décembre 2016, les dépenses engagées s'élevaient à 44 939 000 € HT pour un montant de recettes perçues de 44 344 000 € HT. Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre à 45 457 000 € en dépenses et en recettes, sans modification notable par rapport au bilan précédent.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 de la ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2016 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°13 décalant d'un an le versement de la participation d'équilibre à l'opération pour un montant de 1 054 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Personne. Je mets aux voix cette délibération. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**64. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Rive gauche
Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)**

Poursuivant le projet urbain de Port Marianne et le développement de son territoire vers l'est, la Ville de Montpellier a décidé au début 2006 d'engager la réalisation d'un nouveau quartier en rive gauche du Lez. Par délibération du 6 novembre 2006, le conseil municipal a dénommé ce nouveau

quartier « Port Marianne - Rive gauche ». Conçu comme un écoquartier mettant en œuvre les principes du développement durable, le quartier Port Marianne - Rive gauche est situé dans le prolongement sud du quartier Jacques Cœur, entre le Lez et l'avenue Raymond Dugrand.

Le lancement d'un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre en vue de la conception et de la réalisation de ce nouveau quartier a été acté par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006. A l'issue de ce concours, le Conseil municipal a décidé, lors de sa séance du 15 novembre 2007, de confier le marché d'urbaniste-architecte coordonnateur et le marché de maîtrise d'œuvre de ce quartier à l'équipe Pierre TOURRE (architecte en chef) / Marc RICHIER (paysagiste) / TRIBU (Bureau d'études Energie et développement durable).

Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil municipal a défini les objectifs d'aménagement de la ZAC Port Marianne - Rive gauche et a établi les modalités de la concertation avec la population à mettre en œuvre tout au long de l'élaboration du projet. Le projet d'urbanisme voulu dans le cadre de cette ZAC répond notamment aux objectifs suivants :

- réaliser dans le respect des principes du développement durable, un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif, accueillant également bureaux et commerces ;
- développer l'urbanisation nouvelle à proximité du tramway, dans la perspective du passage programmé de la 3^{ème} ligne sur l'avenue Raymond Dugrand ;
- répondre aux besoins en matière d'habitat sur cette partie du territoire communal, dans le respect du principe de mixité sociale ;
- participer à la requalification de l'avenue Raymond Dugrand et à la composition de la place Pablo Picasso par la création d'un front urbain structuré et ordonnancé ;
- aménager les abords du Lez dans le prolongement des aménagements déjà réalisés en privilégiant les continuités piétons et cycles entre le fleuve, l'intérieur du quartier et les quartiers voisins.

Par délibération du 4 février 2008, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC Port Marianne - Rive gauche et a dressé le bilan de la concertation préalable. Une nouvelle phase de concertation a ensuite été organisée durant l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne - Rive gauche. A la suite de cette phase de consultation publique, le Conseil municipal, par délibération du 14 décembre 2009, a établi le bilan définitif de la concertation et arrêté le dossier de réalisation. Par délibérations du 29 mars 2010, le Conseil municipal a ensuite approuvé le dossier de réalisation de la ZAC ainsi que son programme des équipements publics.

A l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour la désignation d'un concessionnaire chargé de la réalisation des aménagements de la ZAC, conformément aux dispositions des articles L.300-4 et L.300-5 du code de l'urbanisme, le Conseil municipal a approuvé le 22 décembre 2008 les termes d'une concession d'aménagement à signer avec la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM). Ladite concession a été signée le 7 janvier 2009 puis notifiée à la SERM le 14 janvier 2009.

Un avenant n°1 à cette concession d'aménagement a ensuite été approuvé par délibération du Conseil municipal du 27 juillet 2009 afin de confier à la SERM les études et les travaux nécessaires à la réalisation d'un nouveau pont sur le Lez desservant directement la ZAC Rive gauche. Ce pont, désigné initialement sous l'appellation « Pont de la République », devenu depuis « pont André Lévy » assure la jonction entre l'avenue Théroigne de Méricourt et la rue des Acconiers pour l'ensemble des modes de déplacements (motorisés, piétons, cycles, ...), permettant ainsi le maillage des opérations de Port Marianne en rive gauche du fleuve avec celles de la rive droite (Consuls de Mer et l'Hôtel de Ville, les Aiguerelles, la Restanque, ...). Cet avenant a également permis d'adapter en conséquence le périmètre de la concession pour le rendre conforme à la nouvelle

mission de la SERM.

Par délibération du 14 décembre 2009, le Conseil municipal a arrêté le dossier d'enquête parcellaire et le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la ZAC Port Marianne – Rive gauche. Les enquêtes correspondantes se sont déroulées du 21 juin 2010 au 21 juillet 2010, à l'issue desquelles le commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif a formulé un avis favorable sur le projet proposé. Le Conseil municipal de la Ville s'étant prononcé favorablement sur l'intérêt général du projet lors de sa séance du 4 octobre 2010, Monsieur le préfet de l'Hérault, préfet de la région Languedoc-Roussillon, a ensuite, par arrêté du 10 février 2011, déclaré l'utilité publique de l'opération et prononcé la cessibilité des terrains nécessaires à sa réalisation.

Par délibération du 25 juillet 2011, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé les termes d'un avenant n°2 permettant à la SERM d'engager des études complémentaires liées au volet hydraulique de l'opération et de modifier sa rémunération en conséquence. Cet avenant a également acté la modification de l'échéancier de versement de la participation de la Ville à la concession d'aménagement pour la réalisation du pont de la République.

Par délibération du 23 juillet 2012, un avenant n°3 à la concession d'aménagement a été approuvé afin de modifier le montant et l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville, permettant ainsi d'intégrer au bilan de l'opération une actualisation des coûts de réalisation du pont de la République ainsi que la part de la Ville au financement des actions Ecocité, non prévues dans le bilan initial.

Afin de tenir compte au mieux des arbitrages budgétaires et d'ajuster en conséquence les participations versées par la Ville dans le cadre de la concession, un avenant n°4 permettant de réduire le montant de la participation de la Ville de 200 000 € et de modifier son échéancier de versement a été approuvé par délibération du 25 novembre 2013 et signé le 10 décembre 2013.

Un avenant n°5 à la concession, signé le 16 décembre 2016, a permis d'intégrer au programme de l'opération un nouveau complexe communal composé d'une crèche, d'une Maison pour Tous et d'un relais d'assistantes maternelles. En conséquence, le bilan de la concession a été augmenté de 6 750 000 €HT (soit 8 100 000 €TTC) correspondant au coût global de cet équipement, compensé par une participation équivalente en recette qui sera versée par la Ville sur les exercices 2018 et 2019.

L'avenant n°5 a également permis d'ajuster, compte-tenu de l'intégration de ces nouveaux équipements publics, le programme prévisionnel global des constructions pour le ramener à 110 000 m² de SDP, au lieu de 140 000 m² initialement.

Enfin, il a également prorogé la durée de la concession de la SERM jusqu'au 31 décembre 2022 et introduit une nouvelle rémunération correspondant à la gestion des demandes d'implantations commerciales sur le quartier.

Au 31 décembre 2016, les dépenses engagées s'élevaient à 23 929 000 € pour un montant total de recettes perçues de 29 204 000 €. Le bilan prévisionnel global s'équilibre en recettes et en dépenses à hauteur de 45 896 000 €. Ce bilan prévisionnel reste inchangé par rapport au bilan précédent.

Le bilan de l'opération prévoit également l'augmentation de 600 000 € du fonds de concours correspondant à la participation de la ZAC pour la réalisation d'un nouveau carrefour au sud de

l'avenue Raymond Dugrand afin, notamment, de favoriser et sécuriser les accès au quartier Rive Gauche.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Rive gauche, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2016 ;
- de prendre acte du document joint identifiant les cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne – Rive gauche du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Personne. Je mets aux voix cette affaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

65. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer

Concession d'aménagement Ville-SERM

Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)

Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2016)

Avenant n°14

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne - Consuls de Mer s'est développée dès le milieu des années 1990, en rive droite du Lez, entre le centre-ville et le Lez.

Elle a pour objet principal d'apporter à ce quartier, qui s'était urbanisé sans grande cohérence, les équipements et la configuration urbaine qui lui faisaient défaut.

Dans cet esprit, sa définition et sa coordination urbanistique, architecturale et paysagère ont été confiées à R. KRIER, architecte exerçant à Vienne et à Berlin, dont les travaux s'inspirent des formes de nos anciens cœurs de ville.

Plusieurs opérations de construction se sont ainsi développées sur ce quartier selon les principes de R. KRIER dans la conception des "maisons de ville" qui composent les îlots de la ZAC.

La convention publique d'aménagement, signée entre la Ville et la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) pour l'aménagement de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer, a été approuvée par délibération du 9 mai 1994 et modifiée par les avenants n° 1, 2 et 3, autorisés respectivement par les délibérations du Conseil municipal du 24 juillet 1995, du 2 décembre 1996, et du 31 juillet 1998. Un avenant n° 4 approuvé par délibération du 25 juillet 2001 est venu transformer la concession en convention publique d'aménagement.

Un avenant n° 1 à cette convention publique d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2002. Celui-ci a permis d'engager les études nécessaires à une

première extension de la ZAC au sud de l'avenue du Professeur Etienne Antonelli, sur des terrains devant accueillir le quartier accompagnant le nouvel hôtel de Ville.

Un avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement, approuvé par le Conseil municipal du 29 juillet 2004, désignait la SERM pour la réalisation des travaux d'aménagement et de construction de cette extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer. Cet avenant a également prorogé la durée de la convention publique d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2010 et fixé l'échéancier de la participation financière de la Ville à l'opération.

Le 25 juillet 2003, le Conseil municipal a adopté les objectifs et modalités d'association du public à cette 1^{ère} extension de ZAC. D'une superficie de 9 hectares environ, cette opération devait permettre, dans une perspective de mixité urbaine, de compléter le programme du quartier en logements et locaux d'activités, et d'accueillir le futur hôtel de Ville de Montpellier.

Le programme de cette 1^{ère} extension de ZAC prévoyait également la réalisation d'un parc public paysager de 4 hectares environ, comprenant en infrastructure un bassin d'orage d'une capacité de 20 000 m³, un parc de stationnement public d'environ 700 places, ainsi que des voiries et espaces publics nécessaires au fonctionnement du quartier (équipements aujourd'hui réalisés).

Les études relatives à l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer ont été confiées à l'équipe d'architectes urbanistes Jean Nouvel / François Fontès.

Le dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 31 mars 2004. Le dossier de réalisation a, quant à lui, été arrêté par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2004 et approuvé par délibération du 25 juillet 2005. Le programme des équipements publics correspondant a également été approuvé par délibération du Conseil municipal le 25 juillet 2005.

Après avoir déclaré l'intérêt général de cette extension par délibération du Conseil municipal du 9 mai 2005, la Ville a demandé à Monsieur le Préfet d'en déclarer l'utilité publique, qui a été prononcée par arrêté préfectoral du 20 juin 2005.

Par cette extension d'environ 9 hectares, la superficie totale de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été portée à 20,8 hectares.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Un avenant n° 3 approuvé par le Conseil municipal le 25 juillet 2005, a permis de modifier la concession d'aménagement pour ajuster, en le minimisant, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières.

Enfin, le calendrier de réalisation des équipements primaires de la ZAC ayant été décalé dans le temps, l'échéancier de versement des participations de la Ville correspondant à ces équipements a dû être adapté en conséquence et a donné lieu à un avenant n° 4 à la concession d'aménagement, approuvé par le Conseil municipal du 25 juillet 2006.

La première extension de la ZAC au sud de l'avenue du Professeur Antonelli, conçue autour du nouvel hôtel de ville, est entrée en phase opérationnelle au printemps 2006 et se poursuit aujourd'hui pour une livraison de l'ensemble des équipements qui la composent fin 2011.

Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil municipal a décidé le lancement d'une deuxième procédure d'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer dans le prolongement sud-ouest

du secteur du nouvel hôtel de ville, délimitée au sud par la rue des Acconiers. Cette délibération a également fixé les objectifs d'aménagement retenus pour ce projet et les modalités d'association du public.

Outre la nécessité de compléter l'offre en programmes de logements et de bureaux proposée sur le secteur de l'hôtel de ville, cette 2^{ème} extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer permettra d'assurer la continuité avec les quartiers existants, la construction d'une façade urbaine le long de la rue des Acconiers et de l'avenue Germaine Tillion (ancienne voie ferrée d'intérêt local) et, surtout, de renforcer l'urbanisation le long de la 3^{ème} ligne de tramway.

Dans ce contexte, par délibération du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 5 prorogeant la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2015 pour permettre à la SERM de mener les études relatives à ce nouveau projet d'extension de ZAC. Cet avenant n° 5 a également autorisé la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur, après mise en concurrence, cette mission étant supprimée de la convention publique d'aménagement. De même, pour donner suite à la modification du régime fiscal des participations et afin de garantir les droits de la collectivité en matière de récupération de TVA, cet avenant a intégré un modèle de fiches d'ouvrages permettant de déterminer les participations affectées par la collectivité à chaque ouvrage.

Enfin, cet avenant n° 5 a acté la réalisation par la SERM des bâtiments situés à l'ouest de la place Georges Frêche (« parvis » de l'hôtel de Ville) pour l'accueil d'environ 6 000 m² de surface hors œuvre nette (SHON) de bureaux et de commerces, opération traduite par une augmentation des dépenses dans le bilan prévisionnel de la ZAC compensée à un niveau équivalent par les recettes de cession attendues.

Un avenant n° 6 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération en Conseil municipal du 24 juillet 2008, afin d'adapter les versements de la participation de la Ville au titre des équipements publics à l'échéancier de réalisation de ces mêmes équipements. Cet avenant a également permis d'adapter le taux de rémunération de commercialisation de la SERM propre à la cession du volume du nouvel hôtel de ville.

Lors de cette même séance du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a acté l'abandon de la réalisation par la SERM des bâtiments situés à l'ouest de la place Georges Frêche, constatant la possibilité de réalisation de cette opération par la promotion privée du fait des bonnes conditions du marché. Le Conseil municipal a également approuvé le dossier de création de l'extension de la ZAC, déterminant ainsi le nouveau périmètre d'opération.

Pour donner suite à l'approbation de ce dossier de création, un avenant n°7 à la concession d'aménagement a été approuvé par le Conseil municipal le 9 février 2009, afin d'étendre les missions d'aménageur de la SERM sur une partie du nouveau périmètre de ZAC et d'adapter le bilan financier, et notamment la participation de la Ville et son échéancier de versement, à ces nouvelles missions.

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 8 à la concession d'aménagement afin de modifier les missions de la SERM et d'adapter le bilan de l'opération et l'échéancier de versement de la participation de la Ville aux évolutions du programme des travaux (prise en compte des travaux de la ligne 3 du tramway, mise en lumière du quartier par Yann Kersalé dans le cadre du programme « La nuit des liens », adaptation du réseau pluvial dans le secteur des Acconiers). Cet avenant a acté une augmentation de la participation de

la Ville de 2 096 000 € HT, portant son montant total à 25 394 400 € HT.

Désireuse de s'appuyer sur l'assistance technique de la SERM dans le cadre de la désignation du futur gestionnaire du parking public d'environ 700 places, la Ville a approuvé un avenant n° 9 par délibération du 26 juillet 2010. Les objectifs de cette assistance étaient de préciser les limites de prestation entre la SERM et le futur gestionnaire, de définir les travaux et équipements assurés par l'un et l'autre et de confier à la SERM les travaux ainsi définis. Cet avenant a également permis de modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à la concession d'aménagement pour tenir compte de l'avancement des équipements primaires de la ZAC.

Par ailleurs, un avenant n°10 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du 25 juillet 2011 afin de modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à l'opération pour tenir compte du calendrier de réalisation des équipements primaires.

En 2010, une phase de concertation portant sur le projet de dossier de réalisation de la deuxième extension de la ZAC (phase 3) a été menée du 29 novembre 2010 au 17 décembre 2010. A l'issue de cette phase de concertation, le Conseil municipal a approuvé, par délibération du 7 février 2011, le bilan complémentaire et définitif de la concertation et a arrêté le projet de dossier de réalisation de cette extension de ZAC.

Par délibérations du 9 mai 2011, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics de cette opération.

Par arrêté du 2 août 2012, la déclaration d'utilité publique a été prononcée par le Préfet de l'Hérault.

Parallèlement, le Conseil municipal a engagé, par délibération du 6 février 2012, une nouvelle procédure visant à adapter le périmètre de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer. Cette démarche, qui répond notamment à l'application du protocole d'accord signé le 8 juin 2011 entre la Ville et les consorts Agelou, propriétaires d'une parcelle située dans la 2^{ème} extension de la ZAC, permet aussi d'approfondir la réflexion sur l'affirmation du contexte urbain de la façade de l'avenue Germaine Tillion ainsi que du renouvellement urbain des parcelles situées en bordure de la rue du Moulins des sept Cans. L'élaboration du dossier de réalisation est actuellement en cours.

Le 23 juillet 2012, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°11 à la concession afin de modifier le montant et l'échéancier de versement de la participation de la Ville (à hauteur de 500 000 €) de manière à intégrer la réalisation du carrefour à l'intersection de l'avenue Germaine Tillion, de la rue des Acconiers et de l'avenue du Pont Trinquat. Par délibération du Conseil municipal du 25 novembre 2013, l'avenant n°12 à la concession est venu modifier l'échéancier de versement de cette participation afin de la répartir sur les années 2014 et 2015.

Compte-tenu des opérations qui restaient à engager par la SERM, notamment sur le secteur de la deuxième extension (phase 3), une prolongation de la concession de cinq années supplémentaires, soit jusqu'au 31 décembre 2020, a été approuvée par le Conseil municipal lors de sa séance du 6 novembre 2014 dans le cadre d'un avenant n°13 signé le 10 décembre 2014.

Au regard de l'avancement de l'opération au 31 décembre 2016, notamment en matière de réalisation d'équipements publics et de cession des droits à construire, une prolongation de la concession de quatre années supplémentaires, soit jusqu'au 31 décembre 2024, est aujourd'hui proposée dans le cadre d'un avenant n°14.

Au 31 décembre 2016, les dépenses engagées et les recettes perçues au titre de la concession d'aménagement s'élèvent respectivement à 104 452 000 € HT et à 107 242 000 € HT. A la même date, le bilan prévisionnel s'équilibre à 116 183 000 € HT en dépenses et en recettes, en augmentation de 755 000 € HT par rapport au bilan précédent du fait de la réalisation d'un bassin hydraulique.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2016 qui vous est présenté en annexe de cette délibération.

En conséquence, il vous est proposé :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2016 ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°14 à la concession d'aménagement actant sa prolongation jusqu'au 31 décembre 2024 ;
- de prendre acte du document joint identifiant les cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016 ;
- de prendre acte du rapport spécial joint, établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2016, et qui vous a été présenté ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Personne. Je mets aux voix cette délibération. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Madame Sonia KERANGUEVEN entre en séance.

**66. ZAC Port Marianne-Parc Marianne
Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)
Avenant n°10**

Dans le cadre du développement de Port Marianne, le Conseil municipal a décidé, par délibération du 12 mars 2003, l'engagement d'études de définition urbaine sur une zone située à l'est de l'avenue de la Mer (rebaptisée avenue Raymond Dugrand par délibération du Conseil municipal du 22 décembre 2008), couvrant les secteurs au nord et au sud du parc public Parc Marianne et leur environnement immédiat.

Par la même délibération, la Ville a confié à la SERM un mandat pour la réalisation, d'une part,

des études préalables aux études de définition urbaines et, d'autre part, des études préalables au montage d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) nécessaires à l'approbation d'une convention publique d'aménagement.

A l'issue des études de définition, le projet de l'équipe d'architectes-urbanistes « Architecture Studio – Imagine – Carrés Verts » a été désigné comme lauréat. Le contrat d'études avec ce groupement, approuvé par délibération du Conseil municipal du 3 juin 2004, a permis de préciser les orientations urbaines, architecturales et paysagères pour un premier périmètre d'aménagement et d'élaborer les dossiers techniques et administratifs afférents.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal a décidé de lancer la procédure de ZAC sur un premier secteur de 7 ha, délimité par l'avenue du Mondial 98 au nord, l'avenue Raymond Dugrand à l'ouest, la future rue Joan Miró à l'est et le parc Georges Charpak au sud, et désigné sous l'appellation « ZAC Port Marianne-Parc Marianne ». Le dossier de création de cette ZAC a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 7 octobre 2004 avec pour objectif principal la construction de logements collectifs et de bureaux.

Par ailleurs, la complexité et la diversité des opérations envisagées sur un même périmètre ont conduit la Ville à lancer le 12 février 2005, une procédure de mise en concurrence en vue de désigner le titulaire d'une convention publique d'aménagement (telle que prévue par les articles L.300-4, L.300-5 du code de l'urbanisme) sur un secteur de 40 ha environ, dénommé alors « Quartier Port Marianne – Parc Marianne, avenue de la Mer, Plaine du Mas de Carbonnier ».

Les objectifs principaux retenus pour ce secteur sont les suivants :

- réaliser la première ZAC de 7 ha, située entre l'avenue du Mondial 98 et le Parc Georges Charpak (capacité d'environ 100 000 m² de SHON – environ 1 000 logements, bureaux, commerces et services), créée par délibération du 7 octobre 2004 ;
- poursuivre l'urbanisation par l'aménagement d'une zone d'environ 6 ha au sud du parc (capacité d'environ 80 000 m² de SHON – environ 800 logements, commerces et services) ;
- aménager une zone de 8 ha environ, située entre l'emplacement réservé pour voirie C37 (future avenue Nina Simone) inscrit au plan local d'urbanisme (PLU), la rue du Mas Rouge et l'autoroute A9, dans le secteur de la plaine du Mas de Carbonnier, pour accueillir notamment des entreprises créées ou transférées – capacité d'environ 50 000 m² de SHON ;
- requalifier une zone de 4 ha environ située en bordure de la place Ernest Granier et de l'avenue du Mondial 98, aujourd'hui principalement occupée par des activités d'entrepôt et de commerce, afin d'accueillir des bureaux et logements (capacité d'environ 40 000 m² de SHON) ;
- aménager une zone de 5 ha environ, située au sud de l'avenue du Mondial 98 et à l'est de l'emplacement réservé pour voirie C99 (future rue Joan Miró), destinée à accueillir un établissement d'enseignement secondaire du 1^{er} degré, des logements et activités ;
- requalifier l'avenue Raymond Dugrand, entre la place Ernest Granier et l'autoroute A9, et aménager les voiries structurantes C37 (future avenue Nina Simone) et C99 (future rue Joan Miró).

La commission-jury réunie le 7 avril 2005 a décidé de retenir la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) comme aménageur. Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé les termes de la convention publique d'aménagement liant la Ville à la SERM.

Depuis, le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics de la ZAC ont été approuvés par délibérations du Conseil municipal du 29 septembre 2005.

Par délibération du 31 janvier 2006, le Conseil municipal a décidé de lancer la procédure d'extension de la ZAC « Port Marianne – Parc Marianne ». A la suite d'une phase d'études et de concertation avec le public, par délibération du 27 juin 2006, le Conseil municipal a approuvé de dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne-Parc Marianne ainsi que le bilan de la concertation à laquelle elle a donné lieu.

L'extension de la ZAC consiste à urbaniser trois secteurs dans le prolongement de la ZAC initiale :

- au sud de la ZAC initiale, sur environ 15 ha, un secteur intégrant le parc public déjà aménagé et les terrains situés entre ce parc et la future avenue Nina Simone, destinés à recevoir un programme d'environ 80 000 m² de surface hors œuvre nette (SHON) majoritairement de logements,
- un secteur d'environ 5 ha à vocation essentiellement d'activités (programme d'environ 30 000 m² SHON), situé dans la plaine du Mas de Carbonnier et délimité par les rues du Mas Rouge, du Mas de Barlet, la future avenue Nina Simone et l'autoroute A9,
- au nord-est, longeant l'avenue du Mondial 98, un secteur d'environ 2 ha destiné à accueillir un programme d'environ 10 000 m² SHON de logements.

Le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics ont été approuvés par délibérations du Conseil municipal du 7 février 2007.

L'opération a été déclarée d'utilité publique et ses terrains cessibles par arrêté préfectoral du 23 avril 2007.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Le 25 juillet 2006, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 à la concession d'aménagement modifiant l'article 16-6 de la concession pour supprimer la participation financière de la Ville d'un montant de 863 000 €, initialement prévue par l'échéancier prévisionnel des dépenses.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée du contrat de concession, un avenant n°2 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Pour donner suite à la modification du régime fiscal des participations et afin de garantir les droits de la collectivité en matière de récupération de la TVA, cet avenant a également intégré un modèle de fiches d'ouvrages permettant de déterminer les participations affectées par la collectivité à chaque ouvrage. Enfin, en raison de la bonne commercialisation de l'opération, cet avenant a acté la réduction de 3 000 000 € HT de la participation de la Ville prévue au bilan prévisionnel de la concession d'aménagement.

Par délibération du 17 novembre 2008, le Conseil municipal a approuvé la modification du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, pour intégrer un programme d'aménagement complémentaire du grand parc public Parc Marianne (aujourd'hui dénommé « parc Georges Charpak »), la réalisation d'un réseau de chauffage urbain utilisant une énergie renouvelable (biomasse), et la réduction de 90 à 80 % de la participation de la Ville au financement de la rue Joan Miró (voirie primaire).

Par délibération du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 à la concession d'aménagement actant l'augmentation de la participation financière de la Ville pour prendre en compte l'actualisation des travaux des infrastructures primaires de l'opération (avenue

Raymond Dugrand, avenue Nina Simone et rue Joan Miró).

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°4 à la concession d'aménagement en vue de recalculer dans le temps l'échéancier prévisionnel des participations financières de la Ville en fonction du calendrier de réalisation des ouvrages de l'opération.

Par délibération du 26 juillet 2010, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°5 à la concession d'aménagement en vue de diminuer de 1 126 000 € HT la participation financière de la Ville à la concession d'aménagement (du fait du versement d'une participation équivalente par la Communauté d'agglomération pour les aménagements de l'avenue Raymond Dugrand liés à la construction de la 3^e ligne de tramway) et de recalculer dans le temps l'échéancier de versement de cette participation.

Cet avenant n°5 avait également pour objectif de confier à la SERM une mission complémentaire d'évaluation et de suivi des performances énergétiques des constructions réalisées dans la ZAC dans le cadre d'une démarche « éco-quartier ».

Par délibération du 25 juillet 2011, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 à la concession d'aménagement en vue de prolonger sa politique de requalification et d'extension urbaine mise en œuvre sur le quartier de Port Marianne, en cohérence avec les quartiers déjà réalisés ou en cours, par l'aménagement d'une partie du secteur de la Baume sur une superficie d'environ 4 hectares, située dans le prolongement direct de la limite nord du périmètre de la concession d'aménagement, le long de l'avenue Raymond Dugrand et de la place Christophe Colomb.

Afin de procéder à la requalification urbaine de ce secteur, sur les moyen et long termes, la Ville a confié à la SERM sur le périmètre ainsi défini :

- une mission d'études pré-opérationnelles sur l'ensemble des parcelles concernées (4 ha),
- une mission d'aménagement opérationnel portant sur une emprise réduite de 2,5 hectares environ, correspondant aux parcelles les moins bâties.

La superficie globale de la concession est à présent d'environ 44 hectares.

En matière de développement durable, ce projet s'est illustré dès 2011 en recevant le prix « Approche écologique globale » dans le cadre du Palmarès national Eco-quartier venant récompenser la prise en compte des principes du développement durable dans la conception et la réalisation de ce nouveau quartier. La ZAC Port Marianne – Parc Marianne a également été choisie en 2013 pour être labellisée « Eco-quartier » dans le cadre d'une démarche nationale, labellisation confirmée en décembre 2015. Enfin, cette opération a été lauréate en 2014 des Victoires du Paysage.

Par délibération du 1^{er} octobre 2012, le Conseil municipal a approuvé une seconde modification du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, principalement afin d'intégrer à ce programme la réalisation du groupe scolaire Chengdu et de fixer la répartition de son financement entre la Ville (90%) et la concession (10%).

Par délibération du 25 novembre 2013, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 7 à la concession d'aménagement, en vue de modifier l'échéancier prévisionnel de versement des participations financières de la Ville à la réalisation des ouvrages de l'opération, compte-tenu du calendrier de réalisation des infrastructures primaires projetées dans le cadre de cette opération.

Par une délibération du Conseil municipal du 17 juin 2013, une convention d'avance de trésorerie

(art. L.1523-2,4° du code général des collectivités territoriales) entre la Ville de Montpellier et la SERM a été approuvée, puis signée le 24 juin 2013. Par délibération du 6 novembre 2014, afin de répondre au nouveau plan de trésorerie, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°1 à cette convention d'avance de trésorerie, permettant d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2020.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°8 à la concession d'aménagement, signé le 25 novembre 2016, prévoyant un réajustement de la participation de la Ville à un montant total de 37 160 341 € pour la réalisation d'équipements publics primaires et permettant de recaler dans le temps l'échéancier prévisionnel de versement correspondant.

Par délibération en date du 20 octobre 2016, le Conseil Municipal a approuvé un avenant n°9 à la concession d'aménagement ayant pour objet d'acter une diminution de la participation de la Ville pour la réalisation d'équipements publics primaires de l'ordre de 2 220 000 €TTC résultant d'économies substantielles sur la réalisation de certains espaces publics. Ce même avenant n°9 prévoyait par ailleurs d'intégrer une rémunération forfaitaire complémentaire pour les missions de suivi et de gestion des demandes d'implantations commerciales de la SERM, et de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM pour les adapter au travail réellement effectué par la société.

A la demande de la Ville, la SERM a proposé de modifier l'échéancier de versement de la participation d'équilibre due par la Ville sur les exercices 2017, 2018 et 2019 : cette modification doit faire l'objet d'un avenant n°10 à la concession d'aménagement qu'il est proposé d'approuver aujourd'hui. Ce même avenant propose par ailleurs une augmentation de la participation d'équilibre de la collectivité de 720 000 €TTC afin de permettre la réalisation d'un nouveau carrefour sur l'avenue Raymond Dugrand permettant d'optimiser le maillage viaire de l'ensemble du secteur.

Au 31 décembre 2016, le montant total des dépenses engagées au titre de la concession d'aménagement s'élève à 79 116 000 € pour un montant de recettes constaté de 79 160 000 €.

Le bilan prévisionnel total de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à un montant de 125 290 000 €. Ce bilan prévisionnel est en augmentation par rapport à l'exercice précédent afin d'intégrer notamment le montant global des travaux du nouveau carrefour à réaliser sur l'avenue Raymond Dugrand (travaux, études, rémunération...) tel que proposé dans l'avenant n°10.

En conséquence, il vous est proposé :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 concernant la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Parc Marianne, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SERM à la date du 31 décembre 2016 ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°10 à la concession d'aménagement permettant de modifier le montant de la participation d'équilibre et son échéancier de versement dans le temps ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Personne. Je mets aux voix cette affaire. Qui est

contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

67. ZAC Port Marianne - République
Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne et du développement de son territoire vers l'est, la Ville de Montpellier a décidé la réalisation d'un nouveau quartier dénommé Port Marianne – République d'une superficie de 21 hectares environ. Ce quartier s'inscrit dans la continuité des quartiers de Port Marianne - Parc Marianne, Port Marianne - Jacques Cœur et Port Marianne - Rive Gauche qui s'étendent en rive gauche du Lez.

Par délibération du conseil municipal du 4 juin 2008, la Ville a adopté le principe d'aménagement de ce nouveau quartier sous la forme d'une Zone d'Aménagement Concertée (ZAC), a désigné ce quartier sous l'appellation ZAC Port Marianne - République, et a défini les objectifs d'aménagement du projet ainsi que les modalités de concertation et d'association du public. Le bilan de la concertation et la création de la ZAC ont été approuvés par délibération du conseil municipal en date du 22 décembre 2008.

Par délibération du conseil municipal du 4 mai 2009, la Ville de Montpellier a décidé le lancement d'un concours d'urbanisme pour la conception et le suivi de ce nouveau quartier.

A l'issue du concours d'urbanisme, le conseil municipal a décidé, en sa séance du 4 octobre 2010, de confier le marché d'urbaniste - architecte coordonnateur de ce quartier à l'équipe Agence Nicolas Michelin et Associés /Nicolas Boudier (Atelier A5). Un plan-guide a été finalisé par l'architecte en chef de la ZAC en 2014, permettant d'engager la phase de réalisation de la ZAC qui reste à intervenir.

Soucieuse de maîtriser le développement durable de son territoire et eu égard à la complexité du projet qui tient notamment à :

- la protection hydraulique du bassin versant de la Lironde,
- l'existence d'un secteur de hameau à l'angle de l'avenue Nina Simone et de la rue du Mas Rouge,
- l'existence d'un secteur secondaire de faible emprise (secteur de la Cavalade) impacté par le projet d'internat régional inauguré en septembre 2016,
- la présence de lignes électriques haute tension nécessitant d'intervenir en plusieurs phases,

la Ville de Montpellier a souhaité confier la mise en œuvre opérationnelle de ce nouveau quartier à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), dans le cadre d'une concession d'aménagement.

C'est donc par une délibération du 19 février 2016 que la Ville de Montpellier a approuvé les termes d'une concession d'aménagement à conclure avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis la SA3M. Cette concession d'aménagement a par la suite été signée entre les parties le 7 avril 2016, puis déposée en Préfecture

de l'Hérault le 8 avril 2016.

Par délibération du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 à cette concession d'aménagement afin de compléter les missions de promotion et de commercialisation que doit assurer la SA3M et prévoir le versement de la rémunération qui s'y attache. Cet avenant proposait par ailleurs de modifier la participation d'équilibre à verser par la Ville à la SA3M pour intégrer le montant de la convention de participation du projet d'internat régional perçu par la Ville (171 160 €) portant la participation d'équilibre totale à 467 000 €.

Au 31 décembre 2016, le bilan de l'opération s'établit à 720 000 € en dépenses et 9 000 € en recettes. Le montant du bilan est inchangé par rapport au bilan de l'année précédente. Toutefois, quelques ajustements internes sont proposés (augmentation du poste travaux en fonction des études, adaptation du poste foncier...). Le montant de la participation d'équilibre à verser par la Ville reste inchangé par rapport à l'exercice précédent (467 000 €).

En conséquence, il vous est proposé :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 concernant la zone d'aménagement concerté Port Marianne – République, établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2016 ;
- de prendre acte du document joint identifiant les cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne – République du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Je ne prends pas part au vote. Qui demande la parole ? Personne. Je mets aux voix cette affaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**68. FONCIER
PORT MARIANNE**

**Mandat d'acquisitions foncières Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)**

Depuis son origine, l'opération Port Marianne a pour objectif de permettre le rééquilibrage de l'urbanisation de la Ville vers l'Est et vers la mer par l'aménagement de plusieurs quartiers, possédant chacun son caractère propre, organisés autour du bassin Jacques Cœur et du grand parc public Georges Charpak. Port Marianne est délimité à l'Ouest et au Nord par l'urbanisation existante et à l'Est et au Sud par l'autoroute A9.

Par plusieurs conventions de mandat passées entre 1986 et 1989, la Ville a chargé la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) de réaliser les acquisitions foncières sur

plusieurs secteurs de Port Marianne.

Dans un objectif de cohérence et d'homogénéité, le Conseil municipal a approuvé le 21 mai 1990 une convention confiant à la SERM les acquisitions foncières sur l'ensemble du périmètre de Port Marianne et succédant ainsi à l'ensemble des conventions particulières passées antérieurement.

Douze avenants à cette convention ont été approuvés depuis par délibérations du Conseil municipal du 20 juin 1991, du 27 février 1992, du 29 mars 1996, du 28 novembre 1997, du 25 juillet 2001, du 29 juillet 2004, du 25 juillet 2006, du 26 juillet 2007, du 24 juillet 2008, du 25 juillet 2011, du 23 juillet 2012 et du 5 novembre 2015.

Le coût de ces acquisitions est destiné à être intégré dans le bilan financier de chacune des futures zones d'aménagement concerté de Port Marianne. Ainsi, l'ensemble des coûts d'acquisitions, frais sur acquisitions, frais de société, quote-part des frais financiers afférents aux secteurs opérationnels ont fait l'objet d'une prise en charge financière définitive dans le cadre des opérations concédées correspondantes, soit 4 794 000 € au 31 décembre 2016.

Le solde des terrains acquis et non-intégrés dans les secteurs opérationnels constitue des réserves foncières que la Ville a décidé de reprendre à sa charge par délibération du Conseil municipal du 28 juillet 1993.

La Ville de Montpellier a ainsi régi le portage financier des terrains acquis dans les secteurs non-opérationnels en 1993.

Lors de l'ouverture de ces secteurs à l'urbanisation dans le cadre de ZAC, les terrains destinés à être aménagés ont été vendus par la Ville à l'aménageur. La valeur cumulée de ces terrains au 31 décembre 2015 représentait 19 356 000 €.

Au 31 décembre 2016, le montant total des charges prévisionnelles du mandat s'élevait à 24 070 000 € TTC. A la même date, le montant de dépenses réalisé était de 23 850 000 € TTC.

Ce nouveau bilan prend en compte le développement du quartier Port Marianne sur des secteurs encore non opérationnels et permet de donner suite aux opportunités constituées par les acquisitions foncières les plus récentes.

Dans le cadre de l'exercice de ses missions durant l'année 2016, la SERM n'a exercé aucune prérogative de puissance publique (application du droit de préemption, procédure d'expropriation ...).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de la convention de mandat d'acquisitions foncières de Port Marianne au 31 décembre 2016, qui a été établi par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), mandataire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine à la date du 31 décembre 2016 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Personne. Je mets aux voix cette affaire. Qui est

contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

69. ZAC MALBOSC
Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité
Exercice 2016

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs desservis par la ligne de tramway n°1, le Conseil municipal a confié un mandat d'étude à la société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) par délibération du 2 juin 1998, concernant le secteur de Malbosc situé à l'ouest de la route de Grabels.

Par délibération du 26 février 1999, le Conseil municipal a lancé la zone d'aménagement concerté (ZAC) Malbosc. Cette opération, d'une superficie de 38 hectares, a pour principaux objectifs :

- de répondre aux besoins en logements dans le secteur nord-ouest de la ville. A ce titre, le programme de la ZAC de Malbosc prévoit environ 2100 logements répartis en différents types : collectifs, intermédiaires et de façon plus marginale, individuels ;
- de constituer un quartier équilibré et animé : outre les logements, ce quartier comprend des commerces, des activités et services, deux groupes scolaires. Il est desservi par une station de tramway, autour de laquelle est organisé un vaste espace public sur lequel a ouvert en 2009 la maison pour tous Rosa Parks;
- de poursuivre l'intégration du quartier Mosson à la ville : la ZAC de Malbosc est très bien reliée aux nombreux équipements publics du quartier Mosson (maisons pour tous Léo Lagrange et Georges Brassens, centre nautique, théâtre J.Vilar, médiathèque J.J.Rousseau, stade et piscine de la Mosson...). De plus, ce nouveau quartier s'ouvre sur le parc de Malbosc qui, à terme, couvrira 30 hectares et offrira de multiples activités de plein air ;
- de mettre en valeur un site exceptionnel : la proximité du parc public, du château d'Ô, des boisements de l'aqueduc Saint Clément ou des mas proches de la rue Henri Lagatu, la topographie remarquable offrant des vues panoramiques proches et lointaines, sont autant d'éléments mis en valeur dans l'aménagement du nouveau quartier.

Le plan de composition de ce nouveau quartier prévoit un pourcentage important d'espaces verts publics et privés (56% de la surface de l'opération), avec notamment une coulée verte au centre, permettant de relier le parc public de Malbosc à la place centrale s'ouvrant sur la station du tramway.

Par délibération du 30 septembre 1999, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC de Malbosc et le traité de concession Ville-SERM concernant les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de l'opération.

Par délibération du 29 septembre 2000, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC de Malbosc valant déclaration d'utilité publique et notamment le programme des équipements publics à réaliser dans la zone, le plan d'aménagement de zone et les modalités

prévisionnelles de financement de l'opération.

En application de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain, un avenant n°1 a été signé le 6 septembre 2001. Il avait pour objet de transformer le traité et le cahier des charges de convention en convention publique d'aménagement et de définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 24 septembre 2002, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement qui intégrait une participation de la Ville au bilan de l'opération en vue de réaliser une part des ouvrages de rétention hydraulique nécessités par l'imperméabilisation des terrains du nouveau quartier.

Suite à la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement qui permettait d'ajuster la rémunération de la SERM, afin de tenir compte des évolutions des coûts du foncier.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée de la concession Ville-SERM, le Conseil municipal a approuvé le 26 juillet 2007 l'avenant n°4 autorisant la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence et prolongeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2015.

Par ailleurs, le 4 février 2008, le Conseil municipal a approuvé la modification du programme des équipements publics, permettant d'intégrer la réalisation de trois nouveaux équipements : la Maison pour tous « Rosa Lee Parks », la crèche « La Petite Sirène » et le groupe scolaire modulaire provisoire « François Rabelais ».

Par délibération du 23 juillet 2012, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°5 à la concession d'aménagement qui permettait d'inscrire une augmentation de la participation pour un montant de 180 000 € HT correspondant à des travaux de reprises complémentaires à réaliser sur les voiries et réseaux de la ZAC.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°6 pour proroger la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2017, afin de poursuivre la remise des ouvrages publics à la collectivité.

Par délibération du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°7 pour proroger la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2019 et achever les dernières opérations en cours et procéder à la remise des ouvrages publics à la collectivité.

Le nouveau bureau de poste de Malbosc, situé place Pierre Waldeck Rousseau, est en service depuis le 4 avril 2016 et la place aménagée a été inaugurée en juin 2017. Le dernier programme de logements privés a été livré le long de la rue de Malbosc.

Le bilan qui est présenté s'établit à 54 253 000 € en dépenses et 54 253 000 € en recettes, dont 53 383 000 € réalisés en dépenses et 54 246 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité, de la zone d'aménagement concerté Malbosc qui a été établi au 31 décembre 2016 par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville, joint à la présente délibération ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2016, joint à la présente délibération ;
- de prendre acte du document identifiant les acquisitions et cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2016, joint à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Personne. Je mets aux voix cette affaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

À l'issue d'un vote à main levée, le conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération.

Monsieur Jérémie MALEK entre en séance.

70. Zone d'Aménagement Concerté Nouveau Saint Roch Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)

Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2016)

Lors du Conseil municipal du 4 février 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation du futur quartier Nouveau Saint-Roch sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération ainsi que les modalités relatives à la concertation du public.

Son périmètre, de plus de 15 ha, est délimité approximativement par le pont de Lattes au Nord, la rue Colin à l'Est, le boulevard Vieussens au Sud et l'avenue de Maurin à l'Ouest. Il comprend notamment les emprises libérées par la SNCF et RFF, aujourd'hui en friches ou sous-utilisées compte tenu de leur situation.

L'aménagement de ces terrains permettra la naissance d'un nouveau quartier constituant un atout pour le centre-ville, avec la construction d'environ 1300 à 1 500 logements, de commerces et de bureaux, s'articulant autour d'un parc d'environ 1,2 hectare, dénommé René Dumont.

Ce quartier est de plus extrêmement accessible en particulier par les transports collectifs : il comprend le projet d'extension et de modernisation de la gare Saint-Roch, livrée mi-octobre 2014 et les quatre lignes de tramways le desservent.

Le Conseil municipal du 24 juillet 2008 a approuvé, à la vue du bilan de la concertation alors réalisée, le dossier de création de la ZAC Nouveau Saint-Roch.

Par ailleurs et à l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour la désignation d'un

concessionnaire chargé de la réalisation des aménagements de la ZAC, conformément aux dispositions des articles L.300-4 et L.300-5 du code de l'urbanisme, le Conseil municipal a approuvé le 4 mai 2009 les termes d'une concession d'aménagement qui a dès lors été signée avec la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Une nouvelle phase de concertation a ensuite été organisée durant l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC Nouveau Saint-Roch. Le Conseil municipal, par délibération du 26 juillet 2010, a établi le bilan définitif de la concertation et arrêté le dossier de réalisation. En conséquence, par délibération du 4 octobre 2010, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC ainsi que son programme des équipements publics.

Au printemps 2016, l'architecte lauréat du projet d'immeuble signal de l'ensemble immobilier plus vaste (lots 3 et 4) situé entre la rue du Grand Saint-Jean et la ligne 2 du tramway a été retenu et le projet présenté aux habitants. Les lots 3 et 4 ont depuis été affinés dans le cadre d'ateliers regroupant concepteurs, promoteurs, investisseur, aménageur et collectivité en vue d'un démarrage des chantiers en 2018.

La construction de commerces et d'une résidence étudiante (lot 12), à l'intersection du boulevard Vieussens et de l'avenue de Maurin vient d'être livrée à l'automne 2017.

La recette de cession correspondant au projet de complexe hôtelier (lot 1) dont les travaux ont débutés en 2017 a été perçue.

Début 2017, la voie principale d'accès au parking a été livrée afin d'en assurer un accès plus fluide et permettre la libération de l'emprise du parc, dont les travaux débutent à l'automne 2017.

Le bilan de la ZAC s'équilibre en recettes et dépenses à 63 375 000 €, montant inchangé par rapport au précédent CRAC.

Au 31 décembre 2016, les dépenses engagées par la ZAC s'élevaient à 39 947 000 € pour un montant total de recettes perçues de 33 289 000 €.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2016, qui est présenté en annexe de cette délibération, ainsi qu'un document identifiant les cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 de la zone d'aménagement concerté Nouveau Saint Roch, établi par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2016 ;
- de prendre acte des documents joints identifiant les acquisitions et cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Nouveau Saint Roch du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016 ;
- de prendre acte du rapport spécial établi par la SERM sur l'exercice de ces prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2016, joint à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Personne. Je mets aux voix cette affaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

À l'issue d'un vote à main levée, le conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération.

71. PETIT BARD - Concession d'aménagement Ville/SERM

Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)

Avenant n°10 à la concession

Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2016)

Avenant n°7 à la convention d'avance de trésorerie

Afin de poursuivre la restructuration des quartiers dits « sensibles » et dans le cadre du Programme National de Rénovation Urbaine lancé en 2004, la Ville de Montpellier a élaboré en partenariat avec l'Etat - ANRU, les Collectivités locales et la Caisse des dépôts et consignation, un projet de rénovation urbaine portant sur trois quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville : la Mosson, le Centre et les Cévennes (Petit Bard - Pergola).

La Convention Territoriale de Rénovation Urbaine pour le quartier des Cévennes a été signée le 25 novembre 2005.

Il s'agit d'un ambitieux projet de rénovation urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard - Pergola), qui doit permettre :

- d'améliorer les conditions de vie des habitants,
- de réaliser une mixité résidentielle et fonctionnelle comme support de la mixité sociale,
- de restructurer le quartier (création de nouvelles voiries et de nouveaux équipements, réaménagement des voiries existantes, création d'une centralité commerciale, ...) et de l'ouvrir sur la ville,
- de rénover complètement l'habitat dans le secteur du Petit Bard (scission de l'ensemble privé dégradé du Petit Bard en plusieurs copropriétés pour en faciliter la gestion, réhabilitation de 390 logements privés répartis sur 8 copropriétés, démolition de 462 logements privés dégradés, reconstruction sur site de 247 logements sociaux et d'environ 250 logements privés)
- et d'offrir aux habitants du quartier un parcours résidentiel.

Par délibération en date du 25 juillet 2005, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé les termes d'une concession d'aménagement, notifiée le 8 septembre 2005, confiant au Groupement d'Intérêt Economique Sud Habitat (GIE) la réalisation du projet de rénovation urbaine quartier du Petit Bard – Pergola.

Par arrêté préfectoral n°2006-01-2633 du 5 octobre 2006 de Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, ont été ouvertes les enquêtes publiques conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire dans le cadre de l'opération de rénovation urbaine des Cévennes (Petit Bard – Pergola) – 1° phase.

Les enquêtes publiques conjointes préalables à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et parcellaire se sont tenues du 14 novembre 2006 au 14 décembre 2006.

Par délibération en date du 26 mars 2007, et faisant suite à la décision de l'assemblée générale du GIE Sud Habitat de dissoudre le groupement, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la résiliation amiable de la concession d'aménagement relative à la rénovation urbaine du Petit Bard – Quartier Cévennes, notifiée le 8 septembre 2005 au GIE.

Par délibération en date du 26 mars 2007, le Conseil municipal a confié une concession d'aménagement à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), pour la réalisation d'une opération d'aménagement s'inscrivant dans le cadre du projet de rénovation urbaine pour le quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola).

Par arrêté préfectoral n°2007-01-939 du 14 mai 2007, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique la rénovation du quartier du Petit Bard – 1° phase, et cessibles en urgence les immeubles bâtis et non bâtis nécessaires à ladite opération au profit de la ville de Montpellier et de son concessionnaire, la SERM.

Par arrêté préfectoral n°2011-I-1538 du 11 juillet 2011, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique le projet de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola) – 2° phase. Par arrêté préfectoral n°2011-I-1988 du 13 septembre 2011, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré cessibles en urgence les biens et droits immobiliers bâtis ou non bâtis nécessaires à la réalisation de ce projet au profit de la ville de Montpellier ou de son concessionnaire, la SERM.

Par arrêté préfectoral n°2012-I-524 du 5 mars 2012, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a prorogé pour une durée de cinq ans, soit jusqu'au 12 mai 2017, la déclaration d'utilité publique du projet de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola) – 1° phase du 14 mai 2007.

En 2008, l'avenant n°1 à la concession d'aménagement entre la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) et la ville de Montpellier a acté d'une refaçon de la participation de la Ville de Montpellier de 872 775 € au bilan de l'opération.

En 2009, l'avenant n°2 prévoyait une prorogation de deux ans de la durée de la concession jusqu'au 31 mai 2014 et par conséquent une augmentation de la participation d'équilibre de la Ville de Montpellier de 2 376 000 €.

En 2010, l'avenant n°3 intégrait une participation complémentaire de la Ville de 273 000 € pour compenser le déficit de gestion locative.

En 2011, l'avenant n°4 intégrait l'évaluation objective du coût des travaux d'aménagement des espaces publics et la réalisation d'un dispositif de rétention des eaux pluviales dimensionné en fonction de débordements constatés plus en aval dans le bassin versant, conduisant à une participation supplémentaire de la Ville de 5,498 millions d'euros TTC.

En 2012, l'avenant n°5 intégrait l'acquisition de commerces en pied d'immeubles (résidence Guillaume Apollinaire et îlot M) en vue de la restructuration et de la revalorisation du tissu commercial de proximité et leur revente en fin d'opération. Il prévoyait par ailleurs un allongement de deux ans de la durée de la concession jusqu'au 31 mai 2016.

En 2013, l'avenant n°6 intégrait des ajustements des prix d'acquisition et des prix de cession des commerces et des logements réhabilités, ainsi que l'évolution des contreparties cédées à la Foncière Logement.

En 2014, l'avenant n°7 intégrait une réévaluation du coût des démolitions liée à l'évolution de la réglementation en vigueur, un ajustement du programme des espaces publics, des travaux

complémentaires liés à la complexité d'une intervention en site habité, ainsi qu'un allongement de la durée de portage. Il prévoyait également une prorogation de la concession de deux ans et demi jusqu'au 31 décembre 2018.

En 2015, l'avenant n°8 intégrait une augmentation des dépenses due à l'allongement de la durée de portage des logements restant à démolir et une prorogation de la concession de six mois jusqu'au 30 juin 2019 en cohérence avec l'avenant n°10 de clôture de la Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du quartier des Cévennes.

En 2016, l'avenant n°9 à la concession d'aménagement intégrait un ajustement des coûts et recettes liés aux contraintes opérationnelles.

Le bilan qui est présenté ici intègre en particulier la prolongation de la durée de la concession d'aménagement de 2,5 ans jusqu'au 31 décembre 2021, l'augmentation des coûts de travaux et honoraires, l'allongement de la durée du portage des logements restant à démolir, ainsi qu'une baisse des recettes de cessions.

Ainsi, le bilan est augmenté en dépenses et recettes de 1 850 000 € : il s'établit, au 31 décembre 2016, à 70 982 000 € en dépenses et 70 982 000 € en recettes, dont 59 087 000 € réalisés en dépenses et 46 299 000 € réalisés en recettes. Pour combler le déficit d'opération, la participation de la ville est augmentée de 3 095 166 € pour s'établir à 27 019 925 €.

Il est proposé un avenant n°10 à la concession d'aménagement pour acter cette augmentation.

Par délibération en date du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé la convention d'avance de trésorerie prévue à l'article 16.5 du traité de concession d'aménagement. Dans ce cadre, la ville verse une avance de trésorerie destinée à couvrir les besoins de l'opération, conformément aux dispositions de l'article L.1523-2,4° du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération en date du 27 juillet 2009, un avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement des avances financières jusqu'au 31 décembre 2012.

Par délibération en date du 25 juillet 2011, l'avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2013.

Par délibération en date du 25 novembre 2013, l'avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 mai 2016.

Par délibération en date du 6 novembre 2014, l'avenant n°4 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2018.

Par délibération en date du 5 novembre 2015, l'avenant n°5 à la convention d'avance de trésorerie a permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 30 juin 2019.

Par délibération en date du 20 octobre 2016, l'avenant n°6 à la convention d'avance de trésorerie a permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 30 juin 2019.

Afin de répondre au nouveau plan de trésorerie, l'avenant n°7 permet d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances, qui sont prolongées jusqu'au 31 décembre 2021 et augmentées de 14 millions d'euros pour être portées à un total de 47 millions d'euros.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,

la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2016 qui est présenté en annexe de cette délibération, ainsi qu'un document identifiant les acquisitions et cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prendre acte du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville, joint à la présente délibération ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2016, joint à la présente délibération ;
- de prendre acte du rapport spécial établi par la SERM sur l'exercice des prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2016, joint à la présente délibération ;
- de prendre acte des documents identifiant les acquisitions et cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2016, joints à la présente délibération ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°10 à la concession d'aménagement, joint à la présente délibération ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°7 à la convention d'avance de trésorerie, joint à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Madame JANNIN ne prend pas part au vote. Qui demande la parole ? Personne. Je mets aux voix cette affaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Stéphanie JANNIN)

À l'issue d'un vote à main levée, le conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération.

**72. Zone d'Aménagement Concerté des Grisettes
Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)**

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a lancé la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) des Grisettes, située au sud-ouest de Montpellier, entre l'avenue du Colonel Pavelet et le futur parc public du Mas Nouguier.

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a approuvé la création de la ZAC des Grisettes par délibération du 20 décembre 2005.

D'une superficie de 20 ha environ, cette opération prévoit, dans un objectif de mixité urbaine, la construction d'environ 1 900 logements sous forme d'immeubles d'habitat collectif diversifiés, accompagnés de commerces et de bureaux. Cette opération contribue également au développement des équipements dans le quartier, avec la reconstruction en septembre 2013 d'un groupe scolaire, à proximité et la création d'un parc public, l'agriparc du Mas Nouguier. Le programme global des constructions est de 140 000 m² de SDP dont 15 000 m² de bureaux et de commerces. Le quartier

s'organise autour de deux axes structurants : la grande Rambla et la petite Rambla, espaces publics majeurs du quartier.

Par délibération du 6 novembre 2006, le Conseil municipal a, par ailleurs, approuvé le contrat de concession d'aménagement confiant à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) la réalisation de la ZAC des Grisettes.

Par délibération du 24 avril 2008, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC, et le programme des équipements publics de la ZAC a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 4 juin 2008.

Par la suite, le Conseil municipal a prononcé l'intérêt général de cette opération et a adopté la déclaration de projet relative à cette ZAC par délibération du 9 février 2009. Le projet a fait l'objet d'une autorisation au titre de la loi sur l'eau par arrêté préfectoral du 10 Septembre 2009.

Le foncier de la ZAC est totalement maîtrisé depuis 2013.

Les 5 premières tranches de la ZAC, ainsi que la clinique Saint Roch sont aujourd'hui livrées.

L'année 2016 a été marquée par les travaux VRD et les travaux d'aménagement de la tranche 4, 5, 6 et 7.

2016 a vu également l'avancement de 3 actions innovantes dans le secteur des Grisettes : la livraison du projet d'habitat participatif porté par le groupe d'habitants Mascobado, la mise au point du projet de 40 « logements abordables » sur le lot 5D et le tout début des travaux du lot 1A1 qui regroupe 100 logements et un rez de chaussée commercial accueillant en 2017 une halle « gourmande » privée et une brasserie.

La réflexion sur un pôle de bureaux et la construction d'un parking silo en lieu et place du parking relais sont en cours d'étude avec Montpellier Méditerranée Métropole.

Au 31 décembre 2016, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 40 602 000 € et les recettes perçues à 43 676 000 €. A la même date, le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 46 369 000 €.

La hausse des dépenses est de 83 000 € due à une augmentation des provisions pour les impôts fonciers et une révision des prix des travaux notamment pour les frais spécifiques des concessionnaires de réseaux. Le montant du fonds de concours de 7 048 000 € reste inchangé.

Le montant des recettes est en hausse grâce à la bonne commercialisation des droits à bâtir.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de la ZAC des Grisettes, qui a été établi au 31 décembre 2016 par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2016 ;
- de prendre acte des documents identifiant les cessions foncières effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2016 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Personne. Je mets aux voix cette affaire. Qui est

contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 60 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

À l'issue d'un vote à main levée, le conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération.

73. Zone d'aménagement concerté Blaise Pascal Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Blaise Pascal est bordée par la rue de la Vieille Poste au nord, par l'avenue Pierre Mendès France au sud, par la rue Henri Becquerel à l'est et par les premières maisons du quartier de la Pompignane à l'ouest.

Il s'agit d'une opération publique d'initiative communale, concédée à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) par convention en date du 27 mars 1988 approuvée par délibération du Conseil municipal le 29 février 1988.

Le quartier a été conçu par l'architecte Claude VASCONI. La ZAC s'étend sur environ 31 ha et a permis la réalisation d'environ 1 400 logements, dont plusieurs ensembles de logements sociaux, de bureaux, de commerces ainsi que d'un important programme d'équipements publics, comprenant notamment le gymnase Mireille Bessière et le groupe scolaire Blaise Pascal/Sarah Bernhardt.

La ZAC a été créée par délibération du Conseil municipal du 26 juin 1987 et son dossier de réalisation a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 29 février 1988. Une procédure d'extension-modification de cette ZAC a fait suite à cette décision, initiée par délibération du Conseil municipal en date du 30 janvier 1990.

Cette délibération approuvait en outre les termes de l'avenant n°1 au traité de concession Ville-SERM permettant de renforcer le potentiel constructible de la ZAC et de mieux prendre en compte l'aménagement de ses abords, notamment le long de l'avenue Pierre Mendès France. Par délibération du 23 novembre 1990, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de cette extension-modification.

Un avenant n°2 au traité de concession a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 28 juillet 1992 supprimant, notamment, en cohérence avec les résultats d'une étude prospective sur l'immobilier d'entreprise, une partie des recettes de cession et des dépenses d'aménagement correspondantes.

Par ailleurs, un avenant n°3 visant notamment à proroger la durée du traité de concession a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 24 juillet 1995.

Un avenant n°4 a été ensuite approuvé par délibération du Conseil municipal du 31 juillet 1998 prenant notamment en compte les dispositions de la loi n° 95-127 du 8 février 1995 précisant les modalités de contrôle des sociétés d'économie mixte par les collectivités dans la cadre des marchés publics et des délégations de service public.

En application de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU), le Conseil municipal a approuvé par délibération du 25 juillet 2001 un avenant n°5 visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 à la convention publique d'aménagement prorogeant ladite convention jusqu'au 31 décembre 2006 afin de permettre à la SERM d'achever sa mission.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

L'achèvement de la ZAC nécessitant encore la réalisation de travaux d'aménagement sur la rue Hippolyte Fizeau et sur l'avenue Albert Einstein, un avenant n°7 à la concession d'aménagement prorogeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2009 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2006.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant retirée de la concession d'aménagement, un avenant n°8 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°9 à la concession d'aménagement visant à proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2011 pour permettre l'achèvement des derniers aménagements de voirie et de réseaux aux abords de l'avenue Albert Einstein et de la rue Robert Baden-Powell.

Par délibération du 26 juillet 2010, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°10 à la concession prorogeant la mission de la SERM jusqu'en 2015 pour permettre l'aménagement du dernier lot de la ZAC, en bordure de la place Tycho Brahé. Les acquisitions foncières liées à la réalisation de ce lot n'ayant toutefois pu se concrétiser que tardivement, une nouvelle prorogation de la mission de la SERM a dû être actée jusqu'en 2017 par un avenant n°11, approuvé par délibération du Conseil municipal le 23 juillet 2012.

Par délibération du 20 octobre 2016, le conseil municipal a approuvé un nouvel avenant (n°12) à la concession pour proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2018 et permettre de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM pour les adapter au travail réellement effectué par la société.

Au 31 décembre 2016, le bilan de l'opération s'établit à 19 341 000 € en dépenses et à 20 096 000 € en recettes. Le bilan prévisionnel de l'opération présente un montant de 19 640 000 € de dépenses et de 20 141 000 € en recettes, ce qui génère un résultat d'exploitation positif de 501 000 € qu'il est proposé de reverser à la Ville lors de la clôture de l'opération en 2018 dans le cadre d'un boni d'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 de la zone d'aménagement concerté Blaise Pascal, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement,
- d'approuver le bilan prévisionnel tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2016,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à

cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Personne. Je mets aux voix cette affaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

À l'issue d'un vote à main levée, le conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération.

74. ZAC OVALIE

Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003 de lancer la procédure de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Ovalie.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Par délibération du 28 février 2005, le Conseil municipal a approuvé, d'une part, le dossier de réalisation de la ZAC, d'autre part, le programme des équipements publics.

Par arrêté préfectoral en date du 13 avril 2005, les travaux et acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie ont été déclarés d'utilité publique.

Suite à la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Cette opération, d'une superficie de 32 hectares, est bordée par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le ruisseau du Rieucoulon à l'ouest. Elle a pour objectif d'offrir une offre de logements diversifiée, dans un cadre paysagé de qualité. Doté de commerces et services de proximité, et de nombreux équipements publics (crèche, groupe scolaire, EHPAD, parcs), ce nouveau quartier de 3300 logements à terme marquera l'entrée sud-ouest de la ville et la transition entre les espaces naturels et agricoles de la vallée du Rieucoulon et les tissus urbains constitués de Montpellier.

La proximité du complexe de rugby « Yves du Manoir », équipement métropolitain, participe de la valorisation de ce secteur de la ville. Le prolongement de la rue de Bugarel jusqu'à la rue du Pas du Loup permet quant à lui d'assurer une liaison forte avec le quartier de Bagatelle.

Par délibérations du 29 septembre 2005 et du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a respectivement approuvé un avenant n°1 à la concession d'aménagement fixant les conditions économiques et administratives propres aux acquisitions foncières et conduisant à adapter les rémunérations de la

SERM, et un avenant n° 2 autorisant la SERM à confier la mission "Sécurité et Protection de la Santé" à un prestataire extérieur après mise en concurrence.

Par délibération en date du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 à la concession d'aménagement prolongeant sa durée de 3 ans jusqu'au 31 décembre 2024, sans participation supplémentaire du concédant et sans modification de la Convention d'avance de trésorerie (avances infra-annuelles consenties par la ville conformément à l'article L.1523-2, 4° du Code Général des Collectivités Territoriales).

Le bilan qui est présenté s'établit, au 31 décembre 2016, à 83 882 000 € en dépenses et 83 882 000 € en recettes, dont 69 467 000 € réalisés en dépenses et 62 261 000 € réalisés en recettes.

Le bilan est augmenté de 692 000 € en dépenses en raison notamment de travaux supplémentaires pour l'aménagement des abords du secteur Carrefour/Providance. Cette hausse des dépenses est compensée par une augmentation des recettes de convention de participation et une baisse du montant des acquisitions.

La participation d'équilibre de la Ville reste inchangée : elle s'établit toujours à 3,6 millions d'euros. Elle est soldée depuis 2013.

La Convention d'avance de trésorerie, qui court jusqu'au 31 décembre 2019, reste inchangée.

Un document identifiant les cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2016 est présenté en annexe de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prendre acte du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement, joint à la présente délibération ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2016, joint à la présente délibération ;
- de prendre acte du document identifiant les cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2016, joint à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Madame JANNIN ne prend pas part au vote. Qui demande la parole ? Personne. Je mets aux voix cette affaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Stéphanie JANNIN)

À l'issue d'un vote à main levée, le conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération.

**75. Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque
Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)**

La Ville de Montpellier a décidé d'engager la transformation de la zone industrielle des Prés d'Arènes, par une opération de renouvellement urbain de grande envergure, pour créer le quartier de la Restanque, contigu aux quartiers existants de Saint Martin, et de Tournezy.

En effet compte tenu de sa position stratégique à proximité du centre-ville, proche de la 2^{ème} et desservi par la 4^{ème} ligne de tramways, la Ville vise sur ce site la réalisation d'un quartier de 125 ha regroupant de l'habitat diversifié (collectifs, maisons de ville ...), des bureaux, des commerces, des activités, et des équipements publics. Ce programme nécessite un ensemble de travaux de réseaux, de voiries, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser, pour répondre aux besoins des habitants ou usagers des constructions existantes ou à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Par délibération du conseil municipal du 24 avril 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation de ce nouveau quartier sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération, ainsi que les modalités relatives à la concertation du public. Le bilan de la concertation et la création de la ZAC ont été approuvés par délibération du conseil municipal en date du 30 mars 2009.

Les particularités de cette opération, notamment sa durée de 30 ans et une économie de projet fortement impactée du fait de l'occupation du site par des sociétés en activité, ont conduit la Collectivité à désigner la SPLA SAAM en qualité de concessionnaire d'aménagement, en application des dispositions des articles L.300-4 et L.300-5-2 du code de l'urbanisme.

Le 24 mai 2016, l'Assemblée générale extraordinaire de la SAAM a adopté une modification des statuts de la société, portant sur la forme de la société, son objet social ainsi que sa dénomination sociale. La SPLA SAAM est donc devenue une Société Publique Locale (SPL) dénommée Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Par délibération du Conseil Municipal en date du 25 juin 2012, la Ville de Montpellier a approuvé les termes du traité de concession d'aménagement de la ZAC de la Restanque et a désigné la SAAM comme titulaire de cette concession.

Courant 2013, la décision a été prise de temporiser le démarrage opérationnel de la ZAC de la Restanque. En effet, les enjeux et la complexité de l'opération qui a débuté dans un contexte économique tendu nécessite un suivi particulier en termes de gestion et d'équilibre financier. Dans ce contexte, la Ville a adopté par délibération du 17 février 2014 l'avenant n°1 à la concession d'aménagement, actant la nouvelle répartition de l'échéancier forfaitaire de la SAAM (devenue depuis SA3M) et une modification du phasage des participations financières de la Ville à cette opération.

En effet, pour commencer, la Ville a souhaité répondre prioritairement aux deux objectifs suivants pour la période 2014-2016 :

- mettre en place une méthode et une stratégie qui permettront, sur la base d'un îlot test opérationnel d'accompagner les mutations et de réaliser le programme de constructions en veillant au respect des équilibres financiers et des activités présentes sur le site;
- réaliser les études nécessaires à l'obtention des autorisations administratives, et notamment du dossier de réalisation de ZAC comprenant le programme des équipements publics ;
- et, en 2016, de saisir les opportunités d'achat de fonciers stratégiques et permettre la réalisation d'équipements publics tels qu'une école.

A ce titre, le bilan de l'année 2016 fait apparaître une dépense de 6 220 000 € HT correspondant, à

hauteur de 5 849 000 € aux acquisitions foncières, le reste concernant principalement la rémunération de la SA3M et des études d'urbanisme. Depuis le début de l'opération, les dépenses de la concession s'élèvent à 6 742 000 € HT.

Les études menées ces dernières années et le travail engagé avec les acteurs de terrain (propriétaires, promoteurs, ...) permettent d'envisager la réalisation des premières opérations de construction sur 2017-2018 (premiers permis de construire d'ores et déjà accordés), avec des programmes mixtes contenant logements et une part significative d'activités sur l'ilot test, à l'angle de la rue de l'industrie et de la rue du Lantissargues.

En outre, au 31 décembre 2016, le bilan financier prévisionnel global de l'opération, défini sur la base des études préalables, s'établit à 266 200 000 € H.T. en dépenses et recettes, montant inchangé par rapport au CRAC de l'année précédente.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de la ZAC de la Restanque, qui a été établi au 31 décembre 2016 par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de la Ville,
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2016 ;
- de prendre acte du document identifiant les acquisitions foncières effectuées par la SA3M en 2016 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Je ne prends pas part au vote. Qui demande la parole ? Personne. Je mets aux voix cette affaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

À l'issue d'un vote à main levée, le conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération.

76. Quartier Croix d'Argent
Secteur des Hauts de la Croix d'Argent
Mandat Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)
Avenant n°1

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, la Ville de Montpellier a décidé de lancer le réaménagement d'un périmètre situé dans le quartier Croix d'Argent, principalement entre la route de Toulouse, l'avenue Villeneuve d'Angoulême, la rue Jacques Bounin et la rue François Mireur-boulevard Pedro de Luna.

Ce secteur présente une forme urbaine héritée des années 60-70 qui se caractérise par une urbanisation résidentielle, sous forme d'immeubles collectifs notamment sociaux, accompagnés de lotissements développés au coup par coup. On note la présence d'équipements publics de quartier

(groupes scolaires, médiathèque ...) et le passage de la 2ème ligne du tramway le long de l'avenue Villeneuve d'Angoulême. Dans ce secteur de la ville, des projets d'envergure comme par exemple l'opération d'aménagement de l'EAI (logements, activités et commerces, grand parc public Montcalm de 20 ha) vont créer un contexte favorable à l'amélioration du cadre de vie et à la réhabilitation de certains immeubles collectifs dont les normes de confort sont aujourd'hui en dessous des exigences sociétales.

Dans ce contexte, la Ville a souhaité saisir l'opportunité de repenser l'organisation du secteur en termes de perméabilités, de liaisons avec les équipements publics, des possibilités de requalification d'espaces publics, tout en encadrant la forme et la mixité urbaines. Ce secteur présente donc aujourd'hui les signes tangibles d'une mutation urbaine qu'il est nécessaire d'encadrer pour préserver l'équilibre d'un quartier existant.

L'objectif recherché par la Ville de Montpellier vise à :

- renouveler le quartier sur un principe de mixités fonctionnelle et sociale,
- garantir une meilleure ouverture urbaine sur les quartiers alentours,
- conférer au quartier une image plus urbaine, en rapport avec sa proximité du centre-ville,
- assurer le renouvellement et le maintien de l'offre de services de proximité,
- redéfinir le rapport entre les espaces affectés à l'automobile et aux modes doux,
- analyser les usages et développer des espaces publics de qualité supports d'animations,
- valoriser la qualité paysagère du site.

Devant le constat d'une complexité de projet et afin d'affiner les conditions de réalisation de cette opération, la ville a décidé d'engager un programme d'études et d'expertises techniques complémentaires, en vue de désigner un architecte urbaniste en chef, accompagné d'un bureau d'études techniques pour réaliser une étude urbaine (plan de référence, phasage opérationnel ...).

Aussi, par décision du Maire du 19 novembre 2015, la Ville de Montpellier a souhaité confier à la SAAM un mandat d'études signé le 30 novembre 2015 et entré en vigueur le 4 décembre 2017, pour la réalisation des dites études pour une durée de 24 mois. Il faut noter que le 24 mai 2016, l'assemblée générale extraordinaire de la SAAM a adopté une modification des statuts de la société, son objet social ainsi que sa dénomination sociale. La SPLA SAAM est donc devenue une Société Publique Locale (SPL) dénommée Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Au cours de l'année 2016, SA3M a consolidé les éléments techniques du secteur que la Ville et ses partenaires avaient produit préalablement au mandat d'études, une étude phytosanitaire est venue compléter les études techniques. L'année 2016 a vu également le lancement de la consultation pour désigner l'architecte urbaniste en chef chargés d'élaborer le plan de référence du projet de renouvellement urbain du quartier. L'équipe lauréate devrait être désignée fin de l'année 2017.

Le bilan de l'année 2016 fait apparaître une dépense de 43 000€ correspondant à la réalisation d'études techniques dont l'étude phytosanitaire et à la rémunération de la SA3M.

Au 31 décembre 2016, le nouveau bilan financier prévisionnel global du mandat d'études s'établit à 203 000 € TTC en dépenses et en recettes avec une légère augmentation (+ 1000€) correspondant à l'actualisation financière du mandat.

Afin d'assurer le suivi des études confiées à l'équipe lauréate, et de poursuivre le travail de coordination entre les partenaires de l'opération, il est proposé de prolonger la durée du mandat d'études de 2 ans dans le cadre de l'avenant n°1 soit jusqu'au 4 décembre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 de l'opération de mandat d'études du secteur des Hauts de la Croix d'Argent, qui a été établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2016 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°1 qui prolonge la durée du mandat de 2 ans ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Je ne prends pas part au vote. Qui demande la parole ? Personne. Je mets aux voix cette affaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

À l'issue d'un vote à main levée, le conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération.

**77. Ecole d'Application de l'Infanterie
Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)
Approbation de l'avenant n°6**

Dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et de la réforme de la carte militaire, l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) a fermé ses portes à l'été 2010.

La Ville a décidé de répondre immédiatement en engageant de façon volontariste la transformation de ce site désaffecté pour le remobiliser au service de son développement, de son rayonnement et de la création d'emploi.

Il s'agit là d'une opportunité exceptionnelle de réaménager un site stratégique de 35 hectares au potentiel remarquable situé à proximité du centre-historique, doté d'un important patrimoine militaire et d'un vaste parc, auquel les montpelliérains témoignent un fort attachement. Par sa situation et son échelle, ce site est plus que tout autre, susceptible de devenir un "démonstrateur" de l'urbanisme du 21^{ème} siècle en étant aux années 2010 ce qu'Antigone a été aux années 1980, le signal d'un nouvel élan.

En date du 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis auprès de l'Etat le foncier de l'ancienne EAI d'une superficie de 356.019 m².

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de reconversion de l'E.A.I. sous la forme d'une concession d'aménagement.

Pour une bonne articulation du projet avec son environnement urbain, cette concession d'aménagement porte sur un périmètre opérationnel élargi. Elle prévoit, sur les terrains de l'ancienne EAI, la réalisation de 214.000 m² de surface de plancher dont 35 000 m² d'activités et de commerces, d'un programme d'équipements publics intégrant la réalisation d'un groupe scolaire et d'une crèche ainsi que la création d'un parc d'au moins 20 hectares, des voies nouvelles et de tous les réseaux nécessaires à l'aménagement de la zone. La SA3M acquerra auprès de la Ville une partie de l'ensemble immobilier acquis par celle-ci auprès de l'Etat en reprenant à son compte tous les engagements pris par la Ville suite aux accords passés avec l'Etat.

Par délibération du 25 novembre 2013, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 reventilant le montant annuel des versements de la participation de la Ville et intégrant une mission de gestion immobilière.

Par délibération du 11 décembre 2014, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°2 ajustant le programme de l'opération aux objectifs politiques de la nouvelle municipalité (agrandissement du parc de 15 à 20 ha, réduction de l'emprise constructible).

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 pour acter l'évolution de l'échéancier de versement de la participation du concédant, sans évolution du montant global.

Par délibération du 31 mars 2016, le conseil municipal a approuvé un avenant n°4 pour intégrer la réalisation d'un groupe scolaire dans l'opération.

Par délibération du 20 octobre 2016, le conseil municipal a approuvé un avenant n°5 pour intégrer les missions de suivi par l'aménageur des demandes d'implantation commerciales dans les immeubles existants.

L'année 2016 a permis de finaliser les études pré-opérationnelles (schéma de secteur, schéma hydraulique, étude de faisabilité relatif aux équipements publics, définition des surfaces cessibles ...) et les études d'avant-projet. L'aboutissement de ces études permet de préciser les hypothèses de recettes et de dépenses du bilan prévisionnel d'aménagement avec la prise en compte d'une baisse des recettes liées à une diminution de la surface de plancher cessible et à l'augmentation de la part de logement social (de 25 à 30%). Cette baisse des recettes n'a que partiellement été compensée par une diminution des dépenses d'acquisition. Aussi, le bilan présenté intègre une augmentation de la participation de la ville de 2 000 000€ pour s'établir à 38 900 000€ HT et nécessite l'approbation d'un avenant n°6.

Le bilan qui est donc présenté s'établit à 104 030 000€ HT en dépenses et en recettes dont 20 468 000€ HT réalisés en dépenses et 3 025 000€ HT réalisés en recettes au 31 décembre 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 établi par la Société d'aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SA3M), concessionnaire de la Ville, joint à la présente délibération ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SA3M au 31 décembre 2014, joint à la présente délibération ;
- d'approuver l'avenant n°6 à la concession d'aménagement, joint à la présente délibération ;

- de prendre acte des documents identifiant les acquisitions et cessions effectuées par la SA3M entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2016, joints à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Madame JANNIN et moi-même ne prenons pas part au vote. Qui demande la parole ? Personne. Je mets aux voix cette affaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL)

À l'issue d'un vote à main levée, le conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 20 heures 45.

Conseil municipal du 3 novembre 2017

**Décisions prises par Monsieur le Maire
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément aux articles L. 5211-10, L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des
Collectivités Territoriales**

N° VD/2017/091 - Direction Aménagement Programmation

ZAC du Coteau

Concours - Choix d'un urbaniste - Approbation d'un accord cadre d'architecte-urbaniste coordonnateur

Désignation de l'équipe attributaire

Objet : Il est demandé d'approuver les termes de l'accord cadre d'architecte-urbaniste coordonnateur de la ZAC du Coteau tel qu'annexé à la présente décision, et d'attribuer le marché d'architecte-urbaniste coordonnateur à l'Agence DEVILLERS & ASSOCIES / IMAGINE Architectes / LES ENR / ALPHAVILLE / ARTELIA

N° VD/2017/154 - Direction Sports et Jeunesse

Fête des sports - Parc Montcalm

Dimanche 25 juin 2017

Conventions de prêt de matériel

Ligue de karaté LR/Ville de Montpellier

Association Ecole de Judo Montpellier Agglo/Ville de Montpellier

Objet : La Ville décide de signer une convention de prêt de matériel dans le cadre de la fête des sports le dimanche 25 juin 2017 au parc Montcalm avec la ligue de karaté Languedoc-Roussillon et une deuxième avec l'association Ecole de Judo Montpellier Agglo.

N° VD/2017/204 - Direction Sports et Jeunesse

MARCHE PUBLIC

' - Contrat de prestations de service -

Clubs de haut niveau

SASP Montpellier Hérault Rugby Club

Championnat de France et ERCC

- Saison 2017 / 2018 '

N° 7A1647

Objet : DSJ / Sports : Il a été décidé d'attribuer le marché « Contrat de prestations de Service – Clubs de Haut Niveau SASP Montpellier Hérault Rugby Club – Championnat de France et ERCC – Saison 2017 / 2018 », à la SASP Montpellier Hérault Rugby Club, pour un montant de 16 000 € H.T

N° VD/2017/206 - Direction Sports et Jeunesse

MARCHE PUBLIC

' - Contrat de prestations de service -

Clubs de haut niveau

SASP Montpellier Hérault Sport Club

Championnat de football

- Saison 2017 / 2018 -

N° 7A1648

Objet : DSJ / Sports : Il a été décidé d'attribuer le marché « Contrat de prestations de Service – Clubs de Haut Niveau SASP Montpellier Hérault Sport Club – Championnat de Football – Saison 2016 / 2017 », à la SASP Montpellier Hérault Sport Club, pour un montant de 15 000 € H.T

N° VD/2017/225 - Direction Architecture et Immobilier

Décision modificative à la décision n° 2016/0186

Places de stationnement au parking du Polygone

Objet : Augmentation du nombre de places de stationnement parking Polygone.

La Ville de Montpellier a besoin de places de parking compte tenu de l'augmentation des effectifs de la Police Municipale en poste sur l'ancien hôtel de Ville et le démantèlement du parking P4.

N° VD/2017/228 - Direction Architecture et Immobilier

Accord-cadre pour l'exploitation et la maintenance multi technique du bâtiment "Ancien Hôtel de Ville - Mairie A et sa salle polyvalente" - Marché subséquent n° 1

Objet : Dans les conditions de l'accord-cadre pour l'exploitation et la maintenance multi technique du bâtiment "Ancien Hôtel de Ville - Mairie A et sa salle polyvalente", il est décidé la signature d'un marché subséquent n° 1 ayant pour objet la maintenance préventive et corrective.

Il est conclu pour 1 an renouvelable 3 fois.

Le montant annuel du marché subséquent n° 1 s'élève à 47 860 € HT.

N° VD/2017/239 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ SCIAUPHIE (RS)

Recours en annulation et en suspension contre l'arrêté n° PC 34172 16V0271

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/SCIAUPHIE (RS)

N° VD/2017/240 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ M. et Mme Gilbert et Maryse SPORTOUCH

Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 16V0263

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ M. et Mme Gilbert et Maryse SPORTOUCH

N° VD/2017/241 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ EMPRIN Jacques

Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 16V0264

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ EMPRIN Jacques

N° VD/2017/242 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Monsieur et Madame SCOTTO D'AMILLO

Recours contre la décision de refus de dérogation à la carte scolaire pour leur fille

Décision de défendre

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats

dans l'affaire Ville c/ Monsieur et Madame SCOTTO D'AMILLO

N° VD/2017/243 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Madame Daniela STOJAN-ZEGMOUTI

Saisine du Conseil des Prud'hommes pour le paiement de 3 mois de salaires

Décision de défendre

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Daniela STOJAN-ZEGMOUTI

N° VD/2017/244 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Madame Sylvie BALAGUER

Recours contre la décision du 08 février 2017 refusant la reconnaissance en maladie professionnelle

Décision de défendre

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Sylvie BALAGUER

N° VD/2017/245 - Direction Urbanisme Opérationnel

DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Propriété des Cts DORMEAU TEISSIER

190 et 298 rue George Auric

Exercice du droit de préemption

Objet : Il s'agit d'exercer le droit de préemption sur la propriété des Consorts DORMEAU TEISSIER, située 190 et 298 rue Georges Auric, cadastrée OK 10, au prix de 500.000 €.

N° VD/2017/246 - Direction Sports et Jeunesse

Marché Public

' - Contrat de Prestations de Services -

Club de Haut Niveau SAS Montpellier Handball

Championnat de France et d'Europe

Saison 2017 / 2018 '

N° 7C0014

Objet : DSJ / Sports : Acquisition des prestations, de type communication (naming, publicité équipement professionnel et panneautique), et achats de places (VIP, Présidentielles et places en tribune) dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et du Handball en particulier, pour les rencontres du championnat de France et d'Europe, organisées à Montpellier pour la saison 2017 – 2018. Attribution du marché n°7C0014 « Contrat de prestations de Service – Clubs de Haut Niveau Montpellier Handball – Championnat de France et d'Europe – Saison 2017 / 2018 », à la SAS Montpellier Handball, pour un montant de 123 461.80 € H.T.

N° VD/2017/247 - Direction Paysage et Biodiversité

Convention de livraison d'eau brute non potable entre BRL Exploitation et la Ville de Montpellier

Objet : Il convient de signer une Convention de livraison d'eau brute non potable entre la Ville de Montpellier et BRL Exploitation qui détient le monopole, afin de définir les conditions administratives et financières.

N° VD/2017/248 - Direction de la Culture

Marché public n°7C0009

Direction artistique et production de la programmation artistique de la ZAT 2018

Objet : Attribution du mapa 7C009 pour la direction artistique et la production de la programmation artistique de la ZAT 2018 à Lieux Publics, pour un montant de 155 828€ HT, pour une durée de 12 mois

N° VD/2017/249 - Direction des Systèmes d'Information

Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée : Fourniture d'autocommutateurs et d'accessoires associés

N° 7B0068

Objet : Compte tenu de la nécessité d'assurer l'équipement téléphonique des nouvelles infrastructures municipales et de renouveler le parc actuel des matériels, il convient d'attribuer le marché de : « Fourniture d'autocommutateurs et d'accessoires associés » à l'EURL G. METRAL pour une durée de deux ans et un montant maximum de 80 000 € HT pour la durée totale du marché.

N° VD/2017/252 - Direction de la Culture

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association l'Accroche Chœur les 29 septembre et 23 octobre 2017

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association l'Accroche Chœur les 29 septembre et 23 octobre 2017, contre redevance de 60€

N° VD/2017/253 - Direction de la Culture

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association B.A. Bach les 4 et 5 novembre

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association B.A. Bach les 4 et 5 novembre contre redevance de 120 €

N° VD/2017/254 - Direction de la Culture

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Choeur d'O le 28 septembre 2017

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Choeur d'O le 28 septembre 2017 contre redevance de 30 €

N° VD/2017/256 - Direction Urbanisme Opérationnel

DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Propriété ROMANATXO

Lots 24 et 36 - 11 rue Maguelone

Exercice du droit de préemption

Objet : Il s'agit d'exercer le droit de préemption sur la propriété de Madame Caroline RAMONATXO située 11 rue Maguelone lots 24 et 36 un local commercial et une cave, cadastrée section HM 49 au prix de 345 600 €.

N° VD/2017/257 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Mr Abdelkader AMEUR

Appel contre le jugement du 20 juillet 2017

Décision de défendre

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Mr Abdelkader AMEUR

N° VD/2017/258 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Mesdames SORLIN / Commune de MONTPELLIER

Recours en responsabilité

Décision de défendre

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ MESDAMES SORLIN

N° VD/2017/259 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ SCI ROCH ST PIERRE

Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0019

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SCI ROCH ST PIERRE

N° VD/2017/260 - Direction de l'Education

Marché n° 7D0003 : Concours de maîtrise d'œuvre pour la construction d'une nouvelle école primaire à Port Marianne

Désignation du lauréat

Objet : Concernant le concours 7D0003 de maîtrise d'œuvre pour la construction d'une l'école primaire à Port Marianne, le lauréat est le groupement :

- TOURRE SANCHIS ARCHITECTES

- ANDRE VERDIER

- BETSO SAS

- ETAMINE

- BET PIALOT ESCANDE

- ARCHE MED

- C&G IMAIA

N° VD/2017/262 - Direction de l'Enfance

Construction de la crèche Mireille LAGET (ZAC EAI)

Mission d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination

Objet : Construction de la crèche Mireille LAGET (ZAC EAI), nécessité de lancer une mission d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination sous la forme d'un marché ordinaire, d'une durée de 14 mois (3 mois pour les études et 11 mois pour les travaux) à compter de la notification.
marché n°7B0052

La SARL ARTEBA – 220, rue du capitaine Pierre Pontal – 34000 Montpellier, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, pour un montant de 44 613 € H.T.

N° VD/2017/263 - Direction de la Culture

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Ensemble vocal de l'Ecusson le 26 septembre 2017

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Ensemble vocal de l'Ecusson le 26 septembre 2017, contre redevance de 15 €

N° VD/2017/267 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines

Autorisation de signature du marché n° 7D00288100

Acquisitions de titres restaurant pour le personnel de la Mairie de MONTPELLIER

Objet : Autorisation de signature du marché d'acquisition des titres de restaurations pour le personnel de la mairie de montpellier

N° **VD/2017/268** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

CONTENTIEUX

MONTPELLIER c/ VILLANOVA Stéphane

Dossier PE 14V0096

Décision de défendre

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ VILLANOVA Stéphane

N° **VD/2017/269** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

CONTENTIEUX

MONTPELLIER c/ JANNIN Jean-Baptiste (SARL REPAR'GSM / SCI JANNIN IMMOBILIER)

Dossier PE 34172 15V0131

Décision de défendre

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ JANNIN Jean-Baptiste (SARL REPAR'GSM / SCI JANNIN IMMOBILIER)

N° **VD/2017/270** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

CONTENTIEUX

MONTPELLIER c/ ARMENGAUD Isabelle

Dossier PE 34172 13V0053

Décision de défendre

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ ARMENGAUD Isabelle

N° **VD/2017/271** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

René SCHWARTZ et autres / PREFECTURE DE LA REGION LANGUEDOC ROUSSILLON ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT ET COMMUNE DE MONTPELLIER

Cour administrative d'appel

Appel du jugement du tribunal administratif du 07/02/2017 de rejet de la demande d'annulation de l'arrêté 2015/0049 et du PEDT de Montpellier

Décision d'ester

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ René SCHWARTZ et autres

N° **VD/2017/272** - Direction de la Culture

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'Ensemble vocal Claire Garonne les 14 et 15 décembre 2017

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'Ensemble vocal Claire Garonne les 14 et 15 décembre 2017, contre redevance de 240 €

N° **VD/2017/277** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

REFERE-EXPULSION

12 impasse Galilée

DECISION D'ESTER

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans le référé-expulsion au 12 impasse Galilée